

AUORE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901
Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 4 novembre 1875
31 rue Falguière 75015 PARIS
SIREN : 775 684 970

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 JUIN 2025 N°AG-2025-02

LE DOUZE JUIN DEUX MILLE VINGT CINQ A VINGT HEURES,

Les membres de l'association Aurore se sont réunis au 31 rue Falguière à Paris (75015), sur convocation du Président.

Monsieur Pierre COPPEY, préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Le Président dépose sur le bureau de l'assemblée et met à la disposition des membres :

- la feuille de présence ;
- un exemplaire des statuts et du règlement intérieur de l'Association ;
- les pouvoirs de membres représentés

La feuille de présence est signée par les membres présents.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Intervention des représentants des personnes accueillies
2. Présentation du rapport d'activité et du rapport sur la situation financière et morale de l'Association
3. Présentation du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 2024
4. Présentation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
5. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 et affectation du résultat
6. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et affectation des résultats des établissements sanitaires suivants (établissement par établissement) :
 - a. Le CMS Cévennes Labrador,
 - b. Le Centre psychothérapique Dutot,
 - c. Le Soins de Suite et de Réadaptation de Bucy-le-Long,
 - d. Le Foyer de vie Le Berceau
7. Quitus de l'exécution du mandat des administrateurs
8. Composition du Conseil d'administration
9. Fixation du montant de la cotisation ;
10. Pouvoirs à donner en vue d'effectuer les formalités nécessaires ;
11. Questions diverses.

Un débat s'instaure entre les membres de l'assemblée et diverses observations sont échangées. La discussion close et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les délibérations suivantes, figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation financière et morale de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui sont présentés.

Adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat déficitaire de – 9 796 177 € de l'exercice clos le 31 décembre 2024, au poste « Report à nouveau », sous réserve de l'obtention de l'accord des autorités compétentes.

Adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation financière et morale de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé concernant l'établissement sanitaire Cévennes Labrador, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dudit établissement, tels qu'ils lui sont présentés.

L'assemblée générale décide d'affecter l'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de l'établissement Cévennes Labrador s'élevant à un résultat de 604 692 € au poste « Report à nouveau », sous réserve de l'obtention de l'accord des autorités compétentes.

Adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation financière et morale de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé concernant l'établissement sanitaire Dutot, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dudit établissement, tels qu'ils lui sont présentés.

L'assemblée générale décide d'affecter l'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de l'établissement Dutot s'élevant à la somme de 213 014 € au poste « Report à nouveau », sous réserve de l'obtention de l'accord des autorités compétentes.

Adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation financière et morale de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé concernant l'établissement sanitaire Soins de Suites et de réadaptation Bucy-le-Long, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dudit établissement, tels qu'ils lui sont présentés.

L'assemblée générale décide d'affecter l'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de l'établissement SSR Bucy-le-Long s'élevant à la somme de 176 481 € au poste « Report à nouveau », sous réserve de l'obtention de l'accord des autorités compétentes.

Adoptée à l'unanimité

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation financière et morale de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé concernant l'établissement sanitaire Le berceau, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dudit établissement, tels qu'ils lui sont présentés.

L'assemblée générale décide d'affecter le déficit de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de l'établissement Le Berceau s'élevant, après reprise des résultats antérieurs, à la somme - 348 732 € au poste « Résultats sous contrôle de tiers financeurs », sous réserve de l'obtention de l'accord des autorités compétentes.

Adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions passées entre l'Association et l'un de ses dirigeants, approuve les conventions indiquées dans ce rapport.

Adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport d'activité, des rapports sur la situation morale et financière de l'association et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice écoulé, donne quitus aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Adoptée à l'unanimité

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte :

- de la démission de leurs mandats d'administrateur de :
 - o MAFFRE-BOUCLET Anne-Marie
 - o MEUT Catherine
- de l'expiration du mandat des membres du Conseil d'administration, et de leur demande de renouvellement, à savoir :
 - o RODET Anne
 - o BERHO Jean-Luc
- de l'agrément par le Conseil d'administration en qualité de nouveau membre de l'association et de leur candidature au Conseil d'administration, de :
 - o ACKER Louis
 - o TRIEF Jacques
 - o Marie Degrand

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de ces démissions et candidatures décide de :

- Renouveler en qualité de membre du Conseil d'administration de l'association pour une durée de quatre ans :
 - o RODET Anne
 - o BERHO Jean-Luc
- Nommer en qualité de nouveau membre du Conseil d'administration pour une durée de quatre ans :
 - o ACKER Louis
 - o TRIEF Jacques
 - o Marie Degrand

Ces mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale fixe le montant de la cotisation annuelle 2025 à 20 € (vingt euros).

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME DELIBERATION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir les formalités nécessaires.

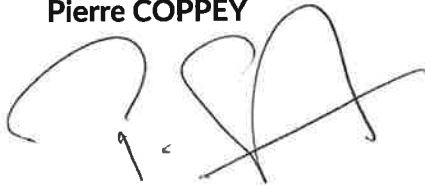
Adoptée à l'unanimité

* *
*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé procès-verbal, qui après lecture, a été signé par le Président et le secrétaire, présents lors de la séance.

Le Président
Pierre COPPEY

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901
 Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 4 novembre 1875
 31 rue Falguière 75015 PARIS
 SIREN : 775 684 970

FEUILLE DE PRESENCE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 JUIN 2025

Membres

	Nom	Prénom	Bureau	Mandataire désigné en cas d'absence	Signature
1	ABGRALL	Pierre	Secrétaire		
2	ANQUEZ	Pascal	Vice-président	Pierre Coppey	
3	ATTAR	Michèle	Vice-présidente		
4	COPPEY	Pierre	Président		
5	DURANTON	Sylvain	Trésorier		
6	GERBER	Paul	Trésorier adjoint	Pierre Abgrall	
7	BERHO	Jean-Luc			
8	BERTAIL	Sibylle			
9	DE CHEVIGNY	Ghislaine			
10	DEBAUVE	Richard			
11	GOUJON	Philippe			
12	HUILLARD	Xavier		Pierre Coppey	
13	MAFFRE-BOUCLET	Anne-Marie			
14	MALRIEU	Françoise			
15	MARX	Jean-Luc			
16	MERCUEL	Alain		Pierre Abgrall	
17	MEUT	Catherine			
18	RODET	Anne			
19	TOUBON	Jacques			

Feuille de présence – Assemblée générale ~~extra~~ordinaire du 12 juin 2025

Commissaires aux comptes

LEGARD Françoise		GA	

Invités

Prénom	NOM	Statut	Signature
Louis	Acker		
Jacques	Trief		

Représentants du Personnel

Représentants des Personnes accueillies

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE L'ASSOCIATION AURORE



Toutes photographies : **Aurore**

Sauf :

1^{ère} et 4^e de couverture : **Mathieu Ménard**

P. 3 (Pierre Coppey) et 7 : **Olivier Roller**

P. 3 (Florian Guyot), 4, 5, 6, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 21, 22, 23, 25, 27 (PF Marguerite Yourcenar), 29, 30, 31 (L'Equipée Belle), 34, 35, 39, 42, 43, 46, 48, 50, 55, 58, 60, 64, 66, 70 & 71, 79, 81, 84, 86, 88 : **Mathieu Ménard**

P. 19 (foyer des Cévennes), 26, 31 (AJ Bezons), 40, 56, 62, 72 & 73 : **Laurent Zylberman**

P. 90 : **Pressfoto sur Freepik**

Conception-réalisation : **Service Communication Aurore** – **Élisabeth Serrell** – **Éric Elzière**

SOMMAIRE

FICHE D'IDENTITÉ

4

LES TERRITOIRES

10

LES MÉTIERS

40

LES PERSONNES AU CŒUR DES ACTIONS

72

RESSOURCES HUMAINES

86

RAPPORTS FINANCIERS

90

2 *Rapport Moral*

5 La vision d'Aurore

7 Gouvernance

8 Organigramme

11 Implantations territoriales

12 Paris Nord

16 Paris Sud – Centre

20 Solibail – Île-de-France Ouest

24 Seine-Saint-Denis – Auvergne Rhône-Alpes – Occitanie

28 Seine-et-Marne – Aisne – Val-d'Oise – Aube – Haute-Marne

32 Ouest

36 Paris Est – Île-de-France Sud

41 Au cœur des missions d'Aurore

42 Trombinoscope

44 Les métiers en action

46 Veille sociale

48 Urgence et hébergement

50 Logement accompagné

52 Asile et intégration des réfugiés

54 Mineurs non accompagnés

56 Accès au séjour

58 Addiction

60 Santé - Précarité

62 Handicap et soins psychiques

64 Pair-aidance, counseling et approche communautaire

66 Insertion professionnelle

68 Formation

74 La participation

76 Les partenariats et le mécénat

78 La culture, un droit fondamental

80 Le sport, levier d'insertion et de santé

82 ANCV: le partenariat pour le droit aux vacances

84 Le bénévolat: un engagement en pleine transformation

87 Bilan R.H. et perspectives

91 Éléments économiques et financiers

92 Rapport du trésorier, comptes annuels 2024

Rapport moral

En 2024, à l'incertitude politique s'est ajoutée une dégradation sans précédent de la situation budgétaire. Le flou a longtemps dominé quant aux enveloppes allouées aux politiques sociales, médico-sociales et sanitaires. Et lorsqu'elles ont enfin été rendues publiques, le constat a été assommant : gels de crédits, retards de paiement, réductions de financements, fermetures de dispositifs, compensation chaotique des revalorisations du Ségur. Sans surprise, cela a des conséquences sur l'équilibre financier d'Aurore qui finit l'année en perte.

Cette tension budgétaire chronique nous conduits à réaffirmer nos demandes de bon sens, pourtant toujours insatisfaites : fongibilité accrue des financements, pluri-annualité des engagements financiers pour sécuriser nos actions dans la durée, et dialogue rénové avec les financeurs, fondé sur la confiance, la transparence et la coresponsabilité. Il devient urgent que cette demande soit entendue, car à l'impossible, nous sommes aujourd'hui tenus : répondre à des besoins croissants avec des moyens en baisse.

Cette année, Aurore a hébergé plus de 6600 personnes au sein de 80 centres d'hébergement. Au-delà des tensions budgétaires (le prix de la place a baissé de 25 % en euros constants depuis 2010), l'hébergement des sans-abris, qui est la principale activité d'Aurore, se heurte à l'embolie du secteur du logement. En effet, ce dernier s'enfonce dans une crise qui prive de débouché des personnes qui y auraient toute leur place. De plus, la politique migratoire actuellement menée a pour conséquence d'allonger sans fin les durées de séjour dans les centres d'hébergement de personnes en attente de voir leur droit au séjour en France clarifié.

La lutte contre les addictions a beaucoup mobilisé les équipes d'Aurore dans un contexte d'évolution rapide des pratiques addictives. Environ 9 500 personnes ont été prises en charge dans les 25 dispositifs consacrés à l'accompagnement des conduites addictives. Aurore revendique une politique de santé publique dans le traitement des addictions, et organise le suivi au long cours de personnes dont le soin ne peut s'envisager que par une prise en charge durable. Par conséquent, l'association en appelle

à la reconnaissance par les politiques publiques d'une approche médico-sociale assumée de la lutte contre les addictions qui ne se résume pas à des questions exclusivement sécuritaires.

Cette année encore, notre association poursuit le travail engagé auprès des personnes atteintes de maladies psychiatriques. Soutenir les enfants et les adultes présentant des troubles psychiatriques est l'une des toutes premières missions d'Aurore. Dans ses 3 hôpitaux de jour, l'association accueille et accompagne 95 personnes de façon ciblée et adaptée à leurs besoins. La maladie mentale et les troubles psychiques touchent 13 millions de français et la grande précarité est un facteur d'aggravation de ces phénomènes. L'expertise d'Aurore dans ces domaines nous a permis, cette année encore, de proposer des solutions prenant en compte la singularité des patients vers l'amélioration de leur inclusion sociale.

Le secteur de l'insertion a quant à lui pâti des importantes coupes budgétaires imposées par l'État, fragilisant ainsi les différents modèles économiques des structures d'insertion par l'activité économique. En 2024, Aurore a contribué à l'insertion professionnelle de près de 4 500 personnes au sein de 28 dispositifs répartis sur des localités clés du territoire national. Mettre en péril le financement d'une partie de ce secteur dont l'objectif est de permettre à chacun de retrouver une autonomie sociale et économique, grâce à un emploi, une formation diplômante, ou une activité indépendante, c'est assumer de condamner une des issues permettant de sortir de la précarité.

Malgré le contexte budgétaire intenable qui nous conduit à ralentir notre développement, Aurore a continué de progresser en 2024. L'année a commencé avec l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris. La mobilisation collective a porté des fruits puisque la période olympique a d'abord été un moment d'unité caractérisé par une remarquable coordination des associations avec les services de l'État sous l'égide du préfet de Région Île-de-France. Nous nous réjouissons de la pérennité du financement de dispositifs tels que les centres d'hébergement pour Grands Marginaux

**Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.*

ou les hébergements pour usagers de drogues. Il est essentiel de tirer tous les enseignements de ces projets pour en prolonger les acquis et redéfinir les politiques sociales en conséquence.

Plus globalement, en 2024, dans un climat hostile, notre association a choisi de porter publiquement une parole claire en publiant un plaidoyer sur la veille sociale. D'autres plaidoyers, sur le droit au séjour et sur les addictions ont été mis en chantier. Ces prises de parole ont permis de rappeler l'importance du volet médico-social des politiques publiques, l'importance de nos convictions humanistes sur des sujets malmenés par le populisme ou le simplisme du débat public et de rappeler que la solidarité est une nécessité pour faire vivre la fraternité républicaine.

Nous avons également poursuivi la transformation de notre association avec une réorganisation territoriale et une décentralisation de la direction immobilière, avec toujours la conviction que la proximité avec l'ensemble de nos parties prenantes locales est la clé pour garantir la qualité de notre travail et le bon enracinement de nos dispositifs. Nous avons également poursuivi nos efforts en matière de digitalisation et de modernisation de nos fonctionnements afin de favoriser le travail d'équipe et les synergies.

Les dynamiques de transversalité ont été intensifiées. Les groupes métiers se sont davantage structurés, pour permettre aux professionnels de partager leurs pratiques et d'élaborer des expertises communes indispensables à l'adaptation de nos prises en charge aux problématiques des personnes que nous accompagnons. Nous renforçons à cet égard notre capacité de mesurer l'impact de nos actions pour démontrer, s'il le fallait, combien elles servent la société dans son ensemble. Ainsi en 2024, nous avons remporté un appel à projet du Fond de Lutte Contre les Addictions qui nous permettra de mener une recherche de trois ans sur la pair-aidance. Cette démarche à laquelle nous croyons fermement a vocation à s'étendre dans tous nos champs d'intervention.

Grâce à ces actions, l'association est plus résiliente, plus agile, plus innovante. C'est ainsi que nous ferons face aux difficultés du contexte actuel.

Portée par des équipes engagées, cette dynamique fonctionne et malgré un contexte difficile, Aurore a ouvert sur l'année de nouveaux dispositifs comme les pensions de famille Saint-Just et Poniatowski à Paris, qui permettent à des dizaines de personnes

de faire un pas de plus vers le logement pérenne ou le LHSS de Livry-Gargan qui, combiné à des places d'Appartements de Coordination Thérapeutique, accompagne les parcours de soin des personnes précaires. Afin de répondre à des besoins locaux, l'association a également su faire reconnaître ses expertises et son professionnalisme en remportant des appels à projet pour des dispositifs de Lits Halte Soins Santé (LHSS) dans les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Mais aussi un Lit d'Accueil Médicalisé (LAM) pour personnes âgées en Seine-Saint-Denis, un Centre Thérapeutique Résidentiel (CTR) dans l'Essonne ou encore des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) en Lozère.

Ces réussites n'ont de sens que parce qu'elles sont utiles. Elles interviennent positivement dans des dizaines de vies, s'insèrent dans des centaines d'histoires personnelles, facilitent des milliers de parcours individuels. Et elles s'inscrivent dans une ambition de long terme : accompagner mieux, plus justement, pour construire une société fraternelle, où chacun a sa place. Car au fond, c'est cela que nous portons, à chaque échelle, dans chaque dispositif, dans chaque territoire : une idée de la dignité. Une conviction que rien n'est jamais perdu, qu'un accompagnement de qualité peut transformer une trajectoire de vie. Et que face à la fragmentation de notre société, le travail social est un ciment essentiel.

De Paris à Nantes, de Saint-Brévin à la Lozère, de Lyon à Aubervilliers, les équipes d'Aurore ont continué, en 2024, à faire vivre cette promesse. Et c'est avec elles, avec les personnes accompagnées, avec nos partenaires, que nous continuerons d'avancer, avec exigence, avec humanité, et avec la conviction que ce que nous faisons est porteur de sens.

Aurore sera au rendez-vous, pour héberger, pour soigner, pour insérer, mais aussi pour donner un nouveau souffle aux politiques publiques et rappeler, inlassablement, qu'une société fraternelle est un horizon possible. ■



Pierre COPPEY
Président



Florian GUYOT
Directeur général

FICHE D'IDENTITÉ

- 5 LA VISION D'AUORE
- 7 GOUVERNANCE
- 8 ORGANIGRAMME



L'activité de l'association, créée en 1871, se concentre autour de trois grandes missions : héberger, soigner, insérer des personnes vulnérables pour les accompagner vers leur autonomie. En 2024, Aurore a compté 2 555 professionnels, de nombreux bénévoles venant en appui des actions et de partenaires impliqués, au bénéfice des personnes accompagnées.

LA VISION D'AURORE

NOTRE MISSION

Accueillir et accompagner vers l'autonomie les personnes en situation de précarité et d'exclusion via l'hébergement, les soins et l'insertion.

SENS

La société produit de plus en plus d'inégalités et de situations d'exclusion d'individus ou de groupes d'origines culturelles variées. Il est essentiel de contribuer à bâtir une société plus solidaire et fraternelle dans laquelle chacun peut vivre dignement et de façon autonome.

NOS VALEURS

Agir en solidarité, en favorisant le collectif et avec des principes humanistes.

Garantir la laïcité pour nos équipes et les personnes accueillies.

Défendre un accueil inconditionnel.

NOS ENGAGEMENTS

Redonner à chacun une place dans la cité et du pouvoir d'agir.

Améliorer en continu la qualité de la prise en charge des personnes accueillies.

Respecter nos accords avec l'ensemble de nos parties prenantes.

Contribuer au débat public dans nos domaines d'expertise.

Favoriser l'innovation pour répondre à des besoins évolutifs.

Encourager la complémentarité des métiers et la coopération pour mieux répondre aux besoins.

Photo page 4 : Le CAARUD EGO accueille inconditionnellement des usagers de drogues, qui y trouvent écoute, soutien et réponses à des besoins spécifiques. À travers un accompagnement individuel et collectif, l'équipe accompagne les personnes dans une démarche de réduction des risques ; elle favorise leur accès au soin et aux droits et travaille à réduire la fracture entre les consommateurs de produits psychoactifs et la cité.*

Ci-dessous : Les équipes et les personnes accompagnées par PRISM (dispositif d'accompagnement de personnes au RSA) et par les ALI (agences locales d'insertion) du 93 lors d'un Forum emploi. Entre deux sessions sportives, des professionnels du sport ont présenté leurs métiers, répondu aux questions, évoqué les formations, reçu des CV et programmé des entretiens.





GOUVERNANCE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31/12/2024

Bureau :

Pierre Coppey, Président,

Michèle Attar, Vice-présidente,
Pascal Anquez, Vice-président,
Pierre Abgrall, Secrétaire,
Sylvain Duranton, Trésorier,
Paul Gerber, Trésorier adjoint.



Autres membres :

Jean-Luc Berho, Sybille Bertail, Ghislaine de Chevigny, Richard Debauve, Philippe Goujon, Xavier Huillard, Anne-Marie Maffre-Bouclet, Françoise Malrieu, Jean-Luc Marx, Alain Mercuel, Catherine Meut, Anne Rodet, Jacques Toubon.

Le Conseil d'administration détermine les orientations stratégiques de l'association et veille à leur mise en œuvre.

Florian Guyot, Directeur général, pilote l'action de l'association au quotidien, avec Jules Boyadjian, Directeur général adjoint, et Mathilde Deleval, Directrice générale adjointe.

Le siège coordonne et veille à l'application des stratégies en termes de ressources humaines, finances, immobilier et patrimoine, informatique, qualité, juridique, communication, partenariats, culture et vie associative. Il est un lieu de ressources et d'appui aux territoires.

Aurore a choisi de fonctionner de façon décentralisée, laissant aux territoires et aux services une grande autonomie dans leur travail, au quotidien. Les directions de terrain ont ainsi une délégation et des responsabilités pour fonctionner de manière réactive, au service des personnes accueillies.

Les membres du Conseil d'administration, bénévoles, sont impliqués dans la gestion de l'association et participent à différentes instances de réflexion et de prise de décisions.

De façon générale, tous les administrateurs apportent leur expertise et leurs compétences au service de l'association. ■

EN 2024

- 1 Assemblée générale ordinaire
- 4 Assemblées générales extraordinaires
- 9 Conseils d'administration
- 10 Bureaux

Photo page 6 : Le HSR Périnat Confluence Athis-Mons est un dispositif expérimental alliant accompagnement social et soins autour de la périnatalité des femmes et de leurs bébés en situation de grande précarité.*

**Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.*

ORGANIGRAMME

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Florian GUYOT
Directeur général



Mathilde DELEVAL
Directrice générale adjointe



Alexia PESCREMINOZ
Directrice des ressources humaines



Jules BOYADJIAN
Directeur général adjoint



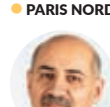
Gilles WALQUENART
Directeur de territoire
● PARIS NORD



Sandrine ANDRÉ
Directrice de la gestion immobilière et des moyens généraux



Hélène SUHAS
Directrice de la communication et des partenariats



Djamel CHERIDI
Directeur de territoire
● PARIS SUD ET CENTRE



Agnès DELTEIL
Directrice de la qualité et de la maîtrise des risques



Jean-Sébastien DANIEL
Délégué métier
VEILLE SOCIALE, HÉBERGEMENT, LOGEMENT ACCOMPAGNÉ



Fabrice LAFON
Directeur de territoire
● SOLIBAIL - ÎLE-DE-FRANCE OUEST



Laurene HABERT
Directrice juridique



Intissar MESRATI
Déléguée métier
ASILE, MNA, ACCÈS AU SÉJOUR



Olivier FEBVRE
Directeur de territoire
● SEINE-SAINT-DENIS - AUVERGNE-RHÔNE-ALPES - OCCITANIE



Franck MACKOWIAK
Directeur de l'immobilier



Chiara PERLONGO
Déléguée métier
ADDICTION, SANTÉ PRÉCARITÉ, HANDICAP ET SOINS PSYCHIQUES



Marie BRAILLARD
Directrice de territoire
● SEINE-ET-MARNE - AISNE - VAL-D'OISE - AUBE - HAUTE-MARNE



Olivier ROGUET
Directeur administratif et financier



Stanislas DENIS-CALLIER
Délégué métier
PAIR-AIDANCE, COUNSELLING, APPROCHES COMMUNAUTAIRES



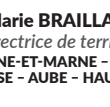
Fabien BELIARDE
Directeur de territoire
● OUEST



Jonathan ROSIN
Directeur des systèmes d'information



Olivier BRUGIAL
Délégué métier
INSERTION PROFESSIONNELLE, FORMATION



Madeleine BATA
Directrice de territoire
● PARIS EST - ÎLE-DE-FRANCE SUD

Les listes des services et activités et leurs implantations sont disponibles dans les pages consacrées aux territoires (pages 11 à 39).

Photo page 9 : Partie de domino entre une jeune fille hébergée au CHU René Coty (75014) et une bénévole.





LES TERRITOIRES

- 11 IMPLANTATIONS TERRITORIALES
- 12 PARIS NORD
- 16 PARIS SUD – CENTRE
- 20 SOLIBAIL – ÎLE-DE-FRANCE OUEST
- 24 SEINE-SAINT-DENIS – AUVERGNE RHÔNE-ALPES – OCCITANIE
- 28 SEINE-ET-MARNE – AISNE – VAL-D'OISE – AUBE – HAUTE-MARNE
- 32 OUEST
- 36 PARIS EST – ÎLE-DE-FRANCE SUD



L'organisation d'Aurore repose sur une double entrée par territoires et par métiers. L'objectif est d'être au plus près des problématiques dans leurs dimensions locales, tout en renforçant et en affinant son expertise sur les métiers. Les dispositifs des sept territoires s'articulent autour des trois missions historiques d'Aurore : héberger, soigner, insérer.

IMPLANTATIONS TERRITORIALES

- PARIS NORD
- PARIS SUD – CENTRE
- SOLIBAIL – ÎLE-DE-FRANCE OUEST
- SEINE-SAINT-DENIS – AUVERGNE RHÔNE-ALPES – OCCITANIE
- SEINE-ET-MARNE – AISNE – VAL-D'OISE – AUBE – HAUTE-MARNE
- OUEST
- PARIS EST – ÎLE-DE-FRANCE SUD

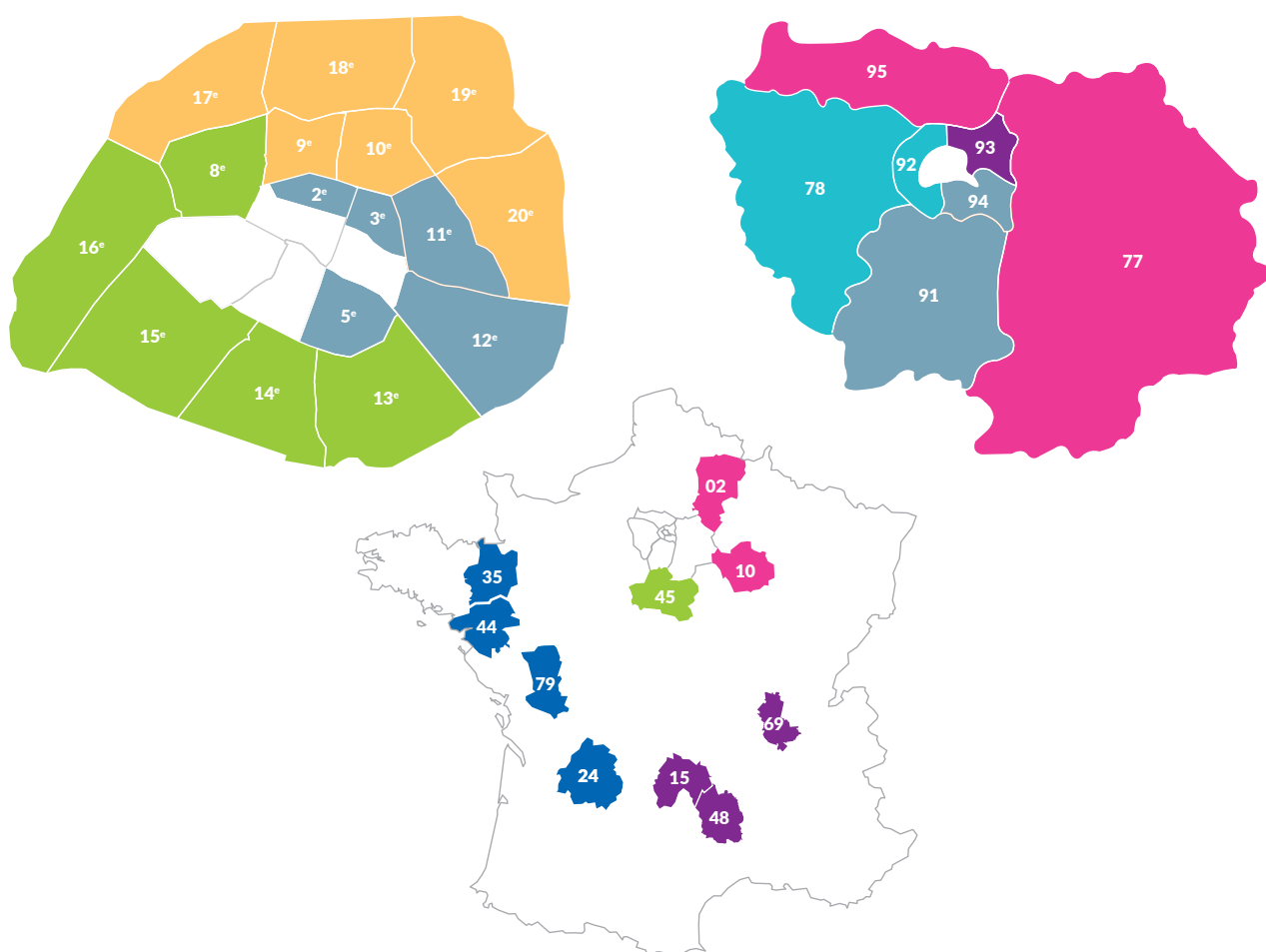


Photo page 10 : À Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, le CADA* Loire-et-Océan accueille, héberge et domicilie des migrants seuls ou en famille en cours de demande d'asile. Ils y bénéficient d'un accompagnement administratif et juridique et y préparent leur projet de vie et leur insertion sociale et professionnelle.

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

PARIS NORD

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

PARIS (75)

5^E ARRONDISSEMENT

- EVVA Formation

9^E ARRONDISSEMENT

- Club de prévention Siloé

10^E ARRONDISSEMENT

- FAM Les Ecluses
- CHU Lumières du Nord I
- CHU Lumières du Nord II Sas Femmes primipares
- Cuisine solidaire Moinon
- PF Dubail**

11^E ARRONDISSEMENT

- CHU Maison régionale des femmes*

12^E ARRONDISSEMENT

- Mineurs en errance

13^E ARRONDISSEMENT

- AVDL
- ACT 75 Espace Rivière
- Accueil de jour Mijaos
- EM psycho-sociale bailleurs
- EM Santé précarité 92 (a intégré le territoire SOLIFO début 2025)
- EM Santé précarité 94

14^E ARRONDISSEMENT

- CARE René Coty

15^E ARRONDISSEMENT

- CHU Baudry*
- CHU Maison Marceau*

17^E ARRONDISSEMENT

- PF Saint-Just
- CHU Étoile
- CHU Saussure **

18^E ARRONDISSEMENT

- CAARUD EGO – centre d'accueil
- CAARUD EGO – STEP
- CAARUD Doudeauville - Équipe Mobile
- CSAPA LA Chapelle
- Formations addictions
- Espace de repos Porte de La Chapelle
- CAARUD EM Première Ligne
- ESMAR
- CHRS Siloé
- PEE
- ESS Carré des Biffins
- Activ'18 Territoire Zéro chômeur de longue durée
- PF Aubervilliers
- RS Aubervilliers
- PF Boréale
- RS Boréale
- PF Primavera
- CHRS Cœur de Femmes

19^E ARRONDISSEMENT

- HHUD Assore 19
- Phase

20^E ARRONDISSEMENT

- HHUD Assore 20
- CSAPA Ménilmontant
- AT Aurore 75
- PEE Laser Paris 20
- Maison Faitout École de cuisine
- PLIE de Paris
- CHRS Soleillet
- GOSB – Mandat de gestion
- CHU Cristino Garcia
- Cuisine Solidaire

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Gilles WALQUENART

Directeur de Territoire



Emanuelle BEAUGRAND

Responsable des ressources humaines



Mickaël COUPE

Responsable administratif et financier



Ernest EBONGUENG - Directeur de site

- FAM Les Écluses - Christophe Le DROUMAGUET

Léon GOMBEROFF - Directrice d'Activités

- CAARUD EGO Centre d'accueil / CAARUD EGO STEP - Dorothee PIÉRARD - Yoan SAUTEREY
- CAARUD Doudeauville - Première Ligne - Équipe Mobile - Dorothee PIÉRARD - Guilhem SAISSSET
- Espace de repos Porte de La Chapelle - Dorothee PIÉRARD - Elsa PESCI
- CSAPA site Ménilmontant / AT Aurore 75 - Anne BOURDEL
- CSAPA La Chapelle - Claire NOBLET
- CARE René Coty - Léa CRENN
- ESMAR / Formations addiction - Recrutement en cours
- Mineurs en errance - Adama KAMARA

Aurore DUMONT - Directrice d'Activités

- HHUD Assore 19 - Julien CORNIC - Kujtim KACI
- HHUD Assore 20 - Julien CORNIC - Aymeric CELDRAN
- Phase - Julien CORNIC - Behija BENAMEUR
- CHRS Siloé / ACT 75 Espace Rivière - Khatchig GHOSN
- EM Santé précarité 94 / EM psycho-sociale Bailleurs - Caroline BORIE
- CHRS Soleillet - Valérie CAULLIEZ
- CHRS Cœur de Femmes - Angélique BÉRENGÉ
- Mijaos - Khatchig GHOSN

Recrutement en cours - Directeur d'Activités

- PLIE de Paris / Maison Faitout / Plateau technique Métiers de la restauration / PEE / PEE Laser Paris 20 - Alexandra PÉTIARD
- EVVA Formation - Hélène COULIBALY
- ESS Carré des Biffins - Alexandra PÉTIARD
- Club de prévention Siloé - Soraya AL-FAHHAM
- PF Aubervilliers / RS Aubervilliers / PF Boréale / RS Boréale / PF Primavera - Olivier VINCENT

Sihem HABCHI - Directrice d'Activités - Cuisines solidaires

- CHU Lumières du Nord I - Aymeric HALBOUT - Recrutement en cours
- CHU Lumières du Nord II / Sas Femmes primipares - Aymeric HALBOUT - Linda MOKRI
- CHU Cristino Garcia - Abdoulaye KANE
- CHU Etoile / CHU Saussure - Yannick DUGAST
- PF Dubail - Linda Mokri

GOSB - Jérémy POULARD, Directeur

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

2024 a été une année de stabilisation pour le territoire, notamment en termes de démarche qualité et en réponse aux besoins locaux – en veillant à intégrer au mieux à la vie de quartier les personnes accompagnées.

DES PARTENARIATS CONTRE LA STIGMATISATION DES PUBLICS

Pour garantir la qualité de son offre de soins, d'hébergement et d'insertion, Aurore a toujours veillé à tisser d'étroits partenariats avec les élus locaux, en particulier pour éviter toute stigmatisation des publics.

Cette médiation locale a permis que des ouvertures soient réalisées dans de bonnes conditions en 2024. D'abord, la Maison Faitout, dans le 20^e arrondissement de Paris, qui regroupe une école de formation au métier de commis de cuisine,

et un restaurant ouvert à tous géré par le partenaire La Ferme du Rail. Une première cohorte de stagiaires a été formée en octobre, deux mois après l'ouverture des portes. 100% d'entre eux ont décroché leur certificat de formation professionnelle. Progressivement en 2025, un tiers-lieu se mettra en place au sein de cette même Maison. Les élèves d'un collège voisin pourront y participer à des ateliers, et un club de prévention y mener des interventions.

Autre ouverture, celle d'un centre d'accueil de soins au cœur de Paris qui apporte une pièce supplémentaire dans l'ensemble des dispositifs parisiens à destination des consommateurs de drogue, en proposant en journée des activités de groupe tournées vers le soin et la mise à distance du produit.

Enfin, deux cuisines solidaires, dans les 10^e et 20^e arrondissements, ont vu le jour. Elles permettent

Le CHRS Cœur de Femmes accueille des femmes sans domicile. Certaines sont dans une dynamique d'insertion professionnelle et une stabilisation ; d'autres sont en grande précarité et ont besoin de se reconstruire dans un environnement sécurisant. L'accompagnement global vise leur réinsertion sociale et professionnelle et leur autonomie.





La Maison Faitout, dans le 20^e arrondissement de Paris, regroupe une école de formation au métier de commis de cuisine, et un restaurant ouvert à tous géré par le partenaire La Ferme du Rail. Progressivement en 2025, un tiers-lieu s'y mettra en place.

à des ménages hébergés à l'hôtel où il est rarement possible de se faire à manger, de venir préparer leurs repas et de profiter d'un moment convivial et collectif pour le faire.

DES HÉBERGEMENTS TEMPORAIRES FERMÉS, UN PARC IMMOBILIER RESTREINT

Du côté des fermetures, trois centres d'hébergement temporaire ont été concernés : les CHU* Marceau, Baudry, et Maison régionale des femmes. Cela représente 350 places. Elles s'inscrivent dans le contexte parisien d'un accès difficile à l'immobilier. Un double problème se pose : le manque de locaux disponibles, et leur cherté. Cela complique, en cas de fermetures d'hébergements temporaires, la possibilité de réorienter les personnes vers des structures pérennes. Toutes les personnes qui ont vu leur centre d'hébergement temporaire fermé ont néanmoins eu une proposition de réorientation. Aurore travaille avec les mairies d'arrondissements, la mairie de Paris et d'autres partenaires privilégiés comme l'AP-HP pour résoudre ces difficultés. En 2025, la volonté est d'ouvrir un nouveau CHU et d'en maintenir un autre en activité, pour un total de 200 places d'hébergement temporaire.

POURSUITE DU PLAN CRACK

Le plan crack continue de se développer, avec l'appui des pouvoirs publics, qui mettent en œuvre un ensemble d'actions permettant de faire progresser la prise en charge des consommateurs. Le plus souvent, il s'agit de répondre à un besoin localisé dans le Nord-Est parisien, comme avec l'Espace de Repos de la Porte de la Chapelle afin de donner accès aux personnes à la rue à des services de base (hygiène, soin...) pour pouvoir améliorer

leur prise en charge. Un Centre ambulatoire de rétablissement (CARE) a par ailleurs ouvert, loin des scènes de consommation, pour faciliter la mise à distance du produit.

L'année 2024 a permis au dispositif Assore, qui héberge des consommateurs de crack, de se stabiliser en maintenant sa capacité à 610 places réparties dans un très grand nombre d'hôtels. Le lien entre précarité et consommation de drogue étant particulièrement fort, l'hébergement des consommateurs est l'une des meilleures actions pour aller vers une amélioration de leur santé. Le dispositif a par ailleurs pu améliorer la prise en charge cette année en proposant davantage d'activités et de partenariats afin de remobiliser les personnes et d'accélérer leur sortie du dispositif. Assore a par ailleurs été fortement mobilisé au cours de l'année pour faciliter plusieurs opérations d'évacuation de campements décidées par la préfecture de Police, afin d'héberger les personnes tout en soulageant les riverains des quartiers concernés.

Pour l'ensemble des dispositifs concernés, l'impact des Jeux Olympiques a pu être travaillé en amont afin d'éviter des ruptures de prise en charge pour les personnes accompagnées. Cela a en particulier pu être le cas pour les consommateurs de drogue dans le nord-est parisien.

PRÉVENTION DES RISQUES

Les mises à jour de projets d'établissement se sont poursuivies en 2024, également pour des établissements non assujettis aux évaluations externes, car ce sont des outils fondamentaux pour toutes les équipes. Enfin, l'analyse des incidents graves pour mieux les prévenir continue. La culture de prévention des risques s'installe progressivement au sein des établissements, en lien avec la direction de la Qualité et de la maîtrise des risques. ■

Le plan crack continue de se développer, avec l'appui des pouvoirs publics, qui aident Aurore à trouver des locaux. Le plus souvent, il s'agit de répondre à un besoin localisé dans le Nord-Est parisien, comme avec l'Espace de Repos de la Porte de la Chapelle. Ici, un moment de détente au CAARUD EGO.*



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

PARIS SUD – CENTRE

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

LOIRET (45)

- AGIR ensemble 45
- Accueil réfugiés ukrainiens*
- IML 45
- IML Ukraine

PARIS (75)

- Louez Solidaire

5^E ARRONDISSEMENT

- La Conciergerie Solidaire

8^E ARRONDISSEMENT

- Un Chez Soi d'Abord

10^E ARRONDISSEMENT

- ESI Itinérance Jeunes

11^E ARRONDISSEMENT

- Jeunes Lycéens***
- CHRS Le Lieu-Dit
- La Halte Soins

12^E ARRONDISSEMENT

- CHU L'Auberge Raguinot
- Maraude Est
- La Halte Jeunes
- ESI La Halte Femmes
- La Halte Sociale Domiciliation

13^E ARRONDISSEMENT

- SAVS 13
- PRISM
- Les Amarres Accueil de jour Réfugiés et demandeurs d'asile
- Les Amarres Accueil de jour Femmes enceintes et familles

14^E ARRONDISSEMENT

- SAVS Logis TC
- CHU René Coty
- CHU Neska
- CHU Phenix

15^E ARRONDISSEMENT

- FH Résidence Apollinaire
- HDJ Dutot
- ITEP L'Eveil
- SESSAD L'Eveil
- La Conversation Thérapeutique
- HDJ Le Labrador
- Foyer de post-cure Le Labrador
- HDJ Les Cévennes
- Foyer de post-cure Les Cévennes
- SAVS 15
- RS Alix et Albert Jacquard
- PF Boucicaut
- RS Boucicaut
- PF Duranton
- RS Vaugirard
- PF Vaugirard I
- PF Vaugirard II
- CHS Suzanne Képès
- URSO Atlas Repas
- URSO Atlas Bus

- Halte nuit du Clos Feuquières
- Dom' 15
- ESI du Clos Feuquières
- CHRS Astragale
- CHU Astragale
- Maraude Ouest
- CHRS Étoile Du Matin

16^E ARRONDISSEMENT

- HUDA Sainte-Périne
- CPH Les Cinq Toits
- RS Chardon-Lagache
- CHU La Promesse de l'Aube
- CHU Sainte-Périne

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Djamel CHERIDI
Directeur de Territoire



Sylviane MONGIN
Responsable des ressources humaines



Émily JULLIOT
Responsable administrative et financière



Stephan SCHMIDT – *Directeur d'activités*

- IML 45 / IML Ukraine
- Accueil réfugiés ukrainiens
- Agir ensemble 45

Émilie LANCEREAU – *Directrice d'activités*

- La Conciergerie Solidaire – Camille CIBOT
- La Halte Jeunes – Imane BOUHOURIA
- CHU L'Auberge Raguinot – Malik BADIANE
- Maraude Est – Sofia SIMONET
- Maraude Ouest – Moussa DJIMERA
- La Halte Soins – Marie-Pierre BONNOT
- CHRS Le Lieu-Dit – Frédérique STÉVENIN
- ESI Itinérances Jeunes – Léna RAYON
- ESI La Halte Femmes / La Halte Sociale-Domiciliation – Solange GOMIS

Djamel CHERIDI

- Un chez soi d'abord

Stéphane COLTORTI – *Directeur d'Activités*

- SAVS 13 / SAVS 15 / GP Appartements SAVS / SAVS Logis TC – Hélène Le GUILCHER
- Foyer d'hébergement Résidence Apollinaire – Marie DENIS
- Prism – Garry SINKIEWICZ
- CHU René Coty – Solange THIERRY
- CHU Neska – Cheikh SYLLA
- CHU Phénix – Soso SOUMARE

Agnès LAMAURE – *Directrice d'activités*

- Les Amarres / Accueil de jour Migrants – Basile FOURTUNE
- HUDA René Coty / CPH Les Cinq Toits (diffus) – Loucif ALIM
- IML / Louez Solidaire – Nayana LAOT
- CHU Sainte-Périne – Géraldine HOLTZAPPEL
- Les Amarres / Accueil de jour Femmes enceintes et Familles – Aristide PIOCH

Agathe BOUILLET – *Directrice d'Activités*

- RS Alix et Albert Jacquard – Sophie MARIE
- PF Vaugirard I / PF Vaugirard II / RS Vaugirard / PF Boucicaut / RS Boucicaut / PF Duranton / RS Chardon-Lagache – Hamady M'BODJ
- Urgences Sociales Atlas Bus et Repas – Radouane BABOUCHE - Lamine DIAW
- CHS Suzanne Képès – Sophie MARIE
- ESI Le Clos Feuquières / Dom'15 / Halte Nuit du Clos Feuquières – Sophie LOUIS
- CHRS Étoile du Matin – Karine GAUDILLÈRE
- CHRS Astragale – Anne HIAUME
- CHU La promesse de l'Aube – Anahid ARMENIAN - Raphaële Van LANDEGHEM

Vinciane de LEUSSE – *Directrice d'établissements*

- HDJ Dutot – Barbara JAKUBOWICZ, *Directrice médicale* - Jacqueline MASSAMBA
- ITEP L'Eveil / SESSAD L'Eveil – Mougwana AHMADA DJAE, *Directrice adjointe* – Camille KOHN

Nadra JENDOUBI – *Directrice de sites*

- HDJ Cévennes / Foyer de post-cure Cévennes / HDJ Labrador / Foyer de post-cure Labrador / La Conversation Thérapeutique – Lucas ERRICHIELLO, *Directeur adjoint* - Jonathan CORREIA

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

L'ouverture du CHU* Phénix en juillet 2024 constitue l'un des moments importants du territoire Paris Sud-Centre. Dans le Loiret, l'association a poursuivi la montée en puissance de son dispositif d'intermédiation locative et du programme AGIR*.

UN CENTRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE POUR GRANDS MARGINAUX

Au mois de juillet 2024, Aurore a ouvert un centre d'hébergement d'urgence mixte ayant la particularité d'être destiné à des personnes en grande marginalité. Il est implanté dans les locaux réhabilités de l'ancien Institut de formation aux soins infirmiers (IFSI) La Rochefoucauld, situés dans le 14^e arrondissement.

L'équipe mobilisée pour le fonctionnement de cette structure a choisi de le baptiser CHU Phénix. De petite taille, il offre 32 places d'hébergement (24 places pour les hommes et 8 places pour les femmes). Les animaux y sont acceptés. La modestie de la taille est liée notamment à la spécificité des personnes accueillies, qui ont vécu de longs

parcours de rue. Ce projet social a été pensé en lien avec les caractéristiques de ce public et sa difficulté à s'inscrire dans le cadre d'un fonctionnement de CHU traditionnel. Une souplesse dans l'organisation, les règles de fonctionnement et les temporalités a été prévue. L'idée a été de concevoir un projet avec des contraintes minimales pour favoriser une sortie durable de la rue. L'orientation des personnes est faite par le SIAO* Paris sur la base des propositions des maraudes.

Les personnes vivent dans de petites unités de vie disposant de huit chambres individuelles, d'une cuisine et d'une pièce commune. Elles partagent des équipements sanitaires. Elles bénéficient d'un accompagnement médico-social avec une chef de service, trois travailleurs sociaux, un maître de maison, un travailleur pair, un infirmier. Les compétences de l'équipe permettent de prendre en charge les différentes situations rencontrées : difficulté à rompre avec la rue, addictions, problématique de santé mentale ou somatique. La durée de séjour maximale n'est pas fixée. Quand les personnes sont prêtes, Aurore travaille avec elles sur une orientation.

Le CHU Phénix a été pensé en lien avec les spécificités des personnes qui ont vécu de longs parcours de rue et des difficultés à s'inscrire dans le cadre d'un fonctionnement de CHU traditionnel.





Le foyer des Cévennes accueille des hommes souffrant de troubles psychiques majeurs, qui ne relèvent plus d'hospitalisation en psychiatrie. Avec eux, l'équipe médico-sociale travaille à la stabilisation durable de leurs symptômes, à la reprise de liens sociaux, au développement de leur autonomie en vue d'une intégration du milieu ordinaire.

NOUVELLE ÉTAPE POUR LE SITE DE LA RUE DES CÉVENNES

Projet de longue haleine, d'une ampleur inédite au sein de l'association, la restructuration immobilière du site historique de la rue des Cévennes poursuit son chemin. Un accord a été trouvé autour du projet architectural avec la Ville de Paris. Situé sur le site fondateur de l'association, ce site va regrouper l'ensemble du pôle sanitaire adultes ainsi que le CHRS* historique d'Aurore, « Étoile du Matin ».

RELOCALISATION DE L'HUDA* RENÉ COTY

Le 7 mai 2024, l'HUDA René Coty, installé depuis 2015 près de Denfert-Rochereau (14^e arrondissement) a déménagé dans des locaux de l'ancien hôpital Chardon-Lagache (16^e arrondissement). De 75 places initialement, la capacité du collectif est passée à 57 places. Parallèlement, 18 places ont été redéployées dans des logements diffus.

REGAIN DES DEMANDES DE DISPOSITIFS DE MISE À L'ABRI

En 2024, dans un contexte d'augmentation du nombre de familles à la rue, Aurore a renoué avec une mission d'urgence de tout premier niveau, à la frontière entre le social et l'humanitaire qui avait eu tendance à se raréfier : la gestion de dispositifs de mise à l'abri de familles sans hébergement. À la demande de la Ville de Paris, un tel dispositif a ainsi été déployé dans des gymnases et une école élémentaire désaffectée dans le 16^e arrondissement.

MONTÉE EN PUISSANCE DU PROGRAMME AGIR* DANS LE LOIRET

Le programme AGIR, qui vise à accompagner vers l'emploi et vers le logement des bénéficiaires de

la protection internationale orientés par l'OFII*, continue de prendre de l'ampleur. Dans le Loiret, Aurore intervient à l'intérieur d'un groupement avec deux autres associations mandataires, Viltas et Soliha 45.

Les personnes bénéficient d'un accompagnement pour des démarches administratives, pour trouver un logement, trouver une formation pour apprendre le français ou un métier, un travail – en lien avec France Travail, ainsi que des solutions aux difficultés de la vie quotidienne (garde d'enfants, santé, mobilité).

Cet accompagnement, qui dure 24 mois maximum, est officialisé par la signature d'un contrat qui engage la personne. Les rendez-vous ont lieu tous les deux mois et des ateliers en groupe sont organisés pendant l'accompagnement. ■

La Conciergerie Solidaire s'appuie sur le programme PHC : les salariés en insertion travaillent quelques heures par semaine, pour augmenter progressivement la charge de travail. Cette reprise d'activité permet à la personne de retrouver confiance en ses capacités puis de travailler sur son projet de vie autonome.*



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

SOLIBAIL – ÎLE-DE-FRANCE OUEST

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

PARIS (75)

- 13^e ARRONDISSEMENT
- EM Santé précarité 92
(dans le territoire depuis début 2025)

SEINE-ET-MARNE (77)

- IML Solibail

YVELINES (78)

- CHU diffus Familles 78
- MAGNY-LES-HAMEAUX
- CHU Magny-les-Hameaux
- MARLY-LE-ROI
- CHU Marly-le-Roi
- MÉZY-SUR-SEINE
- HUDA Mézy-sur-Seine

HAUTS-DE-SEINE (92)

- IML Ukraine 92 *
- IML Solibail
- CHU Améthyste I et II
(dans 5 villes du département)
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- HUDA Jaurès *
- PF Diaz
- CHRS La Colombe
- CHS L'Olivier
- CHU Les Alizés
- CHAVILLE
- PF Chaville
- CHU Maison Chatel
- CHATILLON
- CHRS Le Relais
- CLAMART
- CHRS Le Relais
- COLOMBES
- CHU Amatera
- FONTENAY-AUX-ROSES
- PF La Cavée
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- LHSS Corentin Celton
- LA GARENNE-COLOMBES
- PF La Maison Hestia
- CHU La Maison Hestia
- MALAKOFF
- CHU L'Escabelle
- MONTRouGE
- CHRS Le Sémaphore
- CHU L'Escabelle
- NANTERRE
- ESAT Les Ateliers de la Garenne
- CAVA Les Ateliers de la Garenne

SÈVRES

- PF Les Sables

SURESNES

- PF Emile Duclaux
- CHS Solea

VILLE-D'AVRAY

- PF Villa Esmeralda

SEINE-SAINT-DENIS (93)

- IML Solibail

VAL-DE-MARNE (94)

- IML Solibail

VAL-D'OISE (95)

- IML Solibail

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Fabrice LAFON
Directeur de Territoire



Victoria MOTTE
Responsable des ressources humaines



Patricia CONVENT
Responsable administrative et financière



Nathalie AVAKIAN – Directrice d'Activités

- PF La Cavée – Camille DENIS
- CHRS La Colombe / CHU L'Améthyste I & II / CHU Alizés II – Oumou NOMOKO
- CHRS Le Sémaphore – Pascale ADAM
- CHS L'Olivier / CHU Les Alizés I – Leslie GUELLE
- CHS Le Relais / CHU L'Escabelle – Camille DENIS

Abdallah MAIMOUN – Directeur d'Activités

- PF Emile Duclaux – Recrutement en cours
- PF La Maison Hestia / IML Ukraine 92 – Anne-Cécile TOULOUSE
- LHSS Corentin Celton / EM Santé précarité 92 – Stellina LOUIS-SIDNEY
- CHS Solea – Recrutement en cours
- CHU Amatera / CHU La Maison Hestia – Anne-Cécile TOULOUSE

Tarek DIB – Directeur d'Activités

- HUDA Mézy-sur-Seine – Jean-Marie Vianney MOBIO
- PF Chaville / PF Diaz / PF Les Sables / PF Villa Esméralda – Caroline PABOIS
- CHU Maison Chatel – Caroline PABOIS
- CHU Marly-le-Roi / CHU diffus Familles 78 et 92 / CHU Magny-les-Hameaux – Kinan ALIYADAH

Cyril NAKACHE – Directeur de site

- ESAT Les Ateliers de la Garenne – Recrutement en cours
- CAVA Les Ateliers de la Garenne – Recrutement en cours

Sophie BRUNETTI – Directrice d'Activités

- IML Solibail – Serge GOTIL - Kobanda DIEUDONNÉ

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

2024 a vu le développement d'initiatives collectives et partenariales, notamment sur le bien-être, la santé et l'accès à la culture.

BIEN-ÊTRE ET SANTÉ PAR LE SPORT

Dans une dynamique partenariale renforcée, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre pour promouvoir l'activité physique et le bien-être au sein d'établissements du territoire.

UNE SALLE DE SPORT AU CHU* DE MARLY-LE-ROI

La salle de sport, alors peu fonctionnelle, du CHU Marly-le-Roi a été entièrement repeinte par une équipe de salariés volontaires de Bouygues Telecom lors d'une JSE*, dans le cadre de l'action de mécénat de l'entreprise. En parallèle, une subvention de la CPAM* des Yvelines a permis de pérenniser les actions en cours et d'élargir les activités : séances régulières animées par des professionnels du sport et acquisition de matériel adapté (tapis de yoga, ballons, équipements de relaxation). Un partenariat a été noué avec la Fédération Française Sports pour Tous, qui y organise des cours hebdomadaires de yoga, relaxation et danse. Ces activités, aujourd'hui bien ancrées dans le quotidien du CHU, sont un espace de respiration, de

remobilisation du corps et de reconstruction de la confiance en soi, participant ainsi au bien-être des personnes accompagnées. Elles favorisent aussi le vivre-ensemble en étant un temps collectif valorisant et inclusif.

ESSAIMAGE DANS LE TERRITOIRE

Devant ces résultats positifs, la démarche a été étendue à d'autres structures, dans le but de répondre aux spécificités et besoins de chaque type de public accompagné :

- À la PF* Émile Duclaux, des balades hebdomadaires dans le bois de Boulogne, initiées par le maître de maison, offrent un cadre apaisant et convivial pour rompre l'isolement, favoriser l'exercice physique et encourager les échanges informels entre résidents. Elles répondent à une volonté de lutter contre la sédentarité et d'offrir une ouverture sur l'extérieur.
- À la PF La Maison Hestia, une convention a été signée avec l'association Siel Bleu, spécialisée dans l'accompagnement à l'activité physique adaptée aux publics fragiles : des éducateurs sportifs dispensent régulièrement des cours de gymnastique douce, dans le respect des capacités de chacun.

La PF Emile Duclaux, à Suresnes, accueille des personnes stabilisées ayant vécu des parcours de ruptures, parfois combinés à une santé affaiblie. Des activités collectives sont organisées très régulièrement, notamment des balades dans le bois de Boulogne, destinées à favoriser l'exercice physique et encourager les échanges informels entre résidents





Le CAVA des Ateliers de La Garenne propose à de jeunes adultes très éloignés de l'emploi un accompagnement vers la construction d'un projet d'insertion socioprofessionnelle, dans une démarche de remobilisation, de reprise de confiance en soi, de socialisation et de formation.*

Rendez-vous collectifs appréciés, ces séances visent à préserver la mobilité et renforcer l'estime de soi.

- Au CHRS* L'Olivier, un petit groupe de résidents en grande vulnérabilité a entamé un cycle de cours de yoga, qui a rapidement démontré des effets positifs sur les plans physique et psychologique : apaisement des tensions, amélioration du sommeil, meilleure gestion du stress. L'équipe a organisé un séjour dans un gîte en Bretagne, sur les thèmes du bien-être, de la sophrologie et de l'art-thérapie. Ce temps hors les murs a permis aux participants de se ressourcer, renouer avec la notion de vacances et s'inscrire dans une démarche de reconstruction personnelle.

Portées par l'engagement des équipes et la richesse des partenariats développés, ces initiatives montrent combien les activités sportives et de bien-être peuvent jouer un rôle déterminant dans l'accompagnement social, en participant à l'amélioration de la santé physique et mentale, à la restauration du lien social, la remobilisation

des personnes et leur valorisation. À travers ce projet, il s'agit de promouvoir une vision globale de la santé, intégrant les notions de plaisir, d'autonomie et de participation active. Ces actions seront poursuivies, pérennisées et étendues à d'autres établissements.

LA PENSION DE FAMILLE DE CHAVILLE : UN PROJET CO-CONSTRUIT

L'ouverture de la PF de Chaville début 2024 marque l'aboutissement d'un projet co-porté sur le long terme par Aurore, la mairie de Chaville et le bailleur social Hauts-de-Seine Habitat. Cette nouvelle structure propose 27 places d'hébergement pour des personnes isolées, en situation de précarité et avec de faibles ressources.

Le projet se distingue par son approche novatrice, alliant qualité de l'habitat et mixité sociale, qui participe à l'inclusion des publics précaires en cassant les représentations. La PF est intégrée à un immeuble d'habitat social, induisant une cohabitation entre ses résidents et les locataires des logements sociaux. Le bâti répond à une exigence de durabilité et de qualité environnementale : toit végétalisé, panneaux solaires, menuiseries à haute performance thermique, jardinet, grande terrasse. Ces choix traduisent la volonté des partenaires d'offrir aux résidents un cadre de vie digne, apaisant et respectueux de l'environnement, contribuant à leur stabilisation et leur bien-être.

Dès les phases de conception, le projet s'est inscrit dans une dynamique partenariale étroite mobilisant Aurore, la Mairie, la DRIHL, le SIAO 92 et le Département des Hauts-de-Seine, autour d'objectifs communs. Ce travail collaboratif a permis de croiser les expertises, mieux comprendre les enjeux territoriaux et construire collectivement des réponses adaptées aux besoins identifiés.

Pleinement inscrite dans le tissu local, la PF a développé de solides partenariats avec des acteurs de l'insertion, de la santé et du logement, ce qui favorise l'inclusion des résidents dans la vie de quartier et encourage leur autonomie. ■

* Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

SEINE-SAINT-DENIS – AUVERGNE RHÔNE-ALPES – OCCITANIE

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

CANTAL (15)

AURILLAC

- EMILE
- IML Toit d'abord
- ACI Garage et services solidaires
- Familles réfugiées Réinstallées
- STEP'S

LOZÈRE (48)

MARVEJOLS

- La Perm

MENDE

- EMILE
- CEJ JR
- Loc'Ami 48

SAINT-CHÉLY-D'APCHER

- EMILE
- Familles Réfugiées Réinstallées
- Accueil réfugiés ukrainiens
- La Perm

RHÔNE-ALPES (69)

OULLINS

- Dispositif MNA (diffus)

PARIS (75)

12^E ARRONDISSEMENT

- MNA PAJA (diffus)
- MNA 93 PAAJNA

19^E ARRONDISSEMENT

- Astheriia

20^E ARRONDISSEMENT

- Astheriia

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBERVILLIERS

- CT Aubervilliers
- CT Aubervilliers projet pair-aidance
- Domiciliation et bagagerie 93

AULNAY-SOUS-BOIS

- CAARUD Aulnay
- CAARUD Aulnay domiciliation
- CAARUD Aulnay Parcelle Ballanger
- CSAPA Gainville ***
- CHS Aulnay

BAGNOLET

- Foyer MNA

BOBIGNY

- CHU Bobigny

GAGNY

- CHRS La Talvère
- Prévention de la récidive L'Ouvrage
- CSAPA Clémenceau

- Addict'Hôtel

- LHSS 93

- Foyer Ubuntu MNA (collectif et diffus)

GOURNAY-SUR-MARNE

- RS La Marne

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS

- CPH Pré-Saint-Gervais

LE RAINCY

- RS La Fontaine

- CHU Le Raincy

LIVRY-GARGAN

- ALI Livry-Gargan – Pavillon-sous-Bois – Vaujours

- LHSS Livry-Gargan

- ACT Livry-Gargan

MONTFERMEIL

- CHU La Maison de Montfermeil

MONTREUIL

- IML Familles ukrainiennes 93

- Épicerie Solidaire

- Permanences Emploi

- ASLL Généraliste

- ASLL Spécifique

- Baux Glissants 93-AVDL-DALO 93

- RA Edouard Branly

- CHU Maison Bleue

- CHU Le SAS Jean Moulin

- PF Maison Molière

- PF Marguerite Yourcenar

- Astheriia

- Plombiers du Numérique

- ALI Montreuil

NEUILLY-PLAISANCE

- CHRS Neuilly-Plaisance

NOISY-LE-GRAND

- PH Noisy-le-Grand

PANTIN

- RS Denis Papin

- Foyer MNA Pangéa

ROSNY-SOUS-BOIS

- CHU Maison Rosny

- ALI Rosny-sous-Bois – Villemomble – Le Raincy

SAINT-DENIS

- MNA Wilson

SEVRAN

- ACI Jardins bio du Pont Blanc

- ACI Restaurant social Yankadi

VILLEMOMBLE

- ACT SESAC

- MNA Villemomble

- CHU Familles ukrainiennes 93

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Olivier FEBVRE

Directeur de Territoire



Sandrine SEREMES

Responsable des ressources humaines



Annabelle LARDET

Responsable administrative et financière



Mérita SELIMI - Directrice d'Activités - **ACI Prélude**

- Plombiers du numérique - Silvia VILAR
- Épicerie Solidaire / Permanences emploi - Sabina MAGALLANES
- ACI Jardins du Pont-Blanc - Canelle COMUCE
- ACI Restaurant social Yankadi - Stéphanie BLAIS-CANARIO
- ALI Livry-Gargan - Pavillons-Sous-Bois - Vaujours - Alix CÈS
- ALI Rosny-Sous-Bois - Villemomble - Le Raincy - Sofiane KASSMI
- ALI Montreuil - Jérôme MÈGE

Nadia AMEUR - Directrice d'Activités

- IML Familles ukrainiennes 93 - Antoine MAILLARD
- Baux glissants 93 / PF Maison Molière / RA Edouard Branly / PF Marguerite Yourcenar - Antoine MAILLARD
- ASLL généraliste 93 / ASLL spécifique 93 / RS Denis Papin - Suzon JACQUES
- RS La Fontaine / RS La Marne - Emilie CAUDEBEC
- CHU Le Raincy - Gaëlle JOB
- CHRS Neuilly-Plaisance / CHRS La Talvère / PH Noisy-le-Grand - Stéphanie MIAUX
- CHU Maison Bleue / CHU Le SAS Jean Moulin / CHU Maison Rosny - Ouardia AIT-HADDI
- Astheria - Katia BAUDRY
- CHU La Maison de Montfermeil - Emilie CAUDEBEC
- CHU Bobigny - Lydia Le LIS
- CHU Familles ukrainiennes - Antoine MAILLARD

Stéphane BRIBARD - Directeur d'Activités

- CAARUD Aulnay / CAARUD Aulnay parcelle Ballanger / Domiciliation Aulnay - Yaëlle DAURIOL
- CT Aubervilliers - Nicolas KENENS
- CT Aubervilliers projet pair-aidance - Susie LONGBOTTOM
- LHSS 93 - Charlotte LECOT
- CSAPA Gainville - Recrutement en cours
- Domiciliation et Bagagerie 93 - Naïma CHEFFAH

Hédi AFFÈS - Directeur d'Activités

- MNA 93 PAAJNA - Gwénola Le BIHAN
- MNA 93 Wilson - Jerry BURAT
- Foyer Ubuntu MNA (collectif et diffus) - Judith AGUESSY
- Foyer MNA Bagnolet - Marie COLLIN METRO-SAVELLI
- Foyer MNA Pangée - Samir SADI HADDAD
- MNA 75 diffus PAJA - Marie-Sophie DUBARRY
- MNA Villemomble - Roméo AURIER

Haykel DAHAK - Directeur d'Activités

- CPH Pré-Saint-Gervais - Lisa MUSCINESI
- ACT SESAC - Coraline FERNANDES
- Prévention de la récidive L'Ouvrage / CSAPA Clémenceau / Addict'hôtel - Xavier LEBON - Hervé SIMON
- LHSS / ACT Livry-Gargan - Coraline FERNANDES
- CHS Aulnay - Coraline FERNANDES

Anne-Claire MULLER - Directrice d'Activités

- MNA Lyon diffus - Marielle RANCHIN
- Familles Réfugiées Réinstallées Cantal - Émilie ROUSSEL
- Familles Réfugiées Réinstallées Lozère / Accueil réfugiés ukrainiens - Frédéric MÉREL
- EMILE Cantal / STEP'S / ACI Garage et services solidaires - Émilie ROUSSEL
- EMILE Lozère / Loc'Ami 48 / CEJ JR - Frédéric MÉREL
- IML Toit d'abord - Émilie ROUSSEL
- La Perm - Frédéric MÉREL

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

Les modalités d'accueil et d'accompagnement ont beaucoup évolué sur ce territoire en 2024. Avec une attention soutenue aux liens avec les collectivités territoriales, pour travailler en continu l'acceptabilité des dispositifs et établissements par les territoires et leurs habitants.

Sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, l'un des phénomènes les plus marquants de ces dernières années concerne l'augmentation des situations de prostitution des mineurs, à tel point que les Jeux olympiques et paralympiques faisaient craindre une aggravation de la problématique sur le territoire. Dans les faits, on remarque surtout un rajeunissement des jeunes filles concernées. Dès lors, les interventions de l'association via son dispositif Astheriia sont de plus en plus ciblées sur les 12-15 ans. Autre caractéristique de cette progression : elle est massive. Il reste difficile d'objectiver les chiffres mais Aurore est de plus en plus interpellée par des foyers de l'aide sociale à l'enfance pour des interventions de sensibilisation en leur sein et pour l'accompagnement des jeunes. Dans ce cadre, l'association déploie des interventions qui sortent du cadre classique des institutions, par exemple

un accompagnement inconditionnel, ou encore sans imposer de lieu de rendez-vous. Tout cela pour maintenir du lien et recréer de la confiance. L'association tente donc d'aller au contact des jeunes avec une moindre formalisation dans son approche. Ces stratégies de travail différentes sont largement issues de la prévention spécialisée et s'inspirent de la réduction des risques, combinant ainsi l'ensemble des savoir-faire de l'association.

APPRIVOISER LE VOISINAGE

Autre chantier prévu et réalisé cet été : l'ouverture de 30 places de LHSS* et d'ACT* à Livry-Gargan. L'association a mené ce projet en étroite concertation avec la municipalité, très soutenante. Pour autant, malgré des réunions publiques d'information, une partie du voisinage a témoigné un fort rejet. Un moment douloureux pour les équipes, mais, comme souvent, dès l'installation, l'hostilité a disparu.

Au CSAPA* Clémenceau, à Gagny, des craintes du voisinage sont aussi apparues. Aurore travaille avec les acteurs locaux, la municipalité, le commissariat, à un réaménagement du terrain pour

Au CSAPA Clémenceau, à Gagny, Aurore travaille avec les acteurs locaux, la municipalité, le commissariat, à un réaménagement du terrain pour garantir des relations harmonieuses avec les voisins immédiats.





Dans le Cantal, le Garage solidaire a pour mission d'accompagner vers l'emploi des personnes qui en sont éloignées. Pour ce faire, il présente une double proposition : permettre aux personnes en situation de précarité une solution de mobilité et former des personnes à la mécanique.

tranquilliser les voisins immédiats et garantir des relations harmonieuses.

Ouvert en 2023 à destination des femmes sortant de maternité et isolées, le CHU* de Montfermeil en 2024 a fait l'objet de discussions portant sur l'évolution des publics avec la municipalité. Une prolongation d'un an du bail a été validée. Ce délai a pu être obtenu en raison de la qualité des liens entre Aurore et les élus locaux ; ceci démontre l'importance d'entretenir des relations de confiance avec les élus, au-delà de la phase d'implantation d'un dispositif, pour que ses évolutions soient acceptées au mieux.

DES TRANSFORMATIONS DE MODALITÉS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ÉTABLISSEMENTS

Les 125 hommes bénéficiaires de la protection internationale accueillis au sein du CPH* du Pré-Saint-Gervais ont été, comme prévu, hébergés dans des logements diffus dans le département. L'établissement va en effet faire l'objet de travaux de rénovation avant d'être transformé en lits d'accueil médicalisé pour personnes âgées vulnérables. Le lien régulier avec la municipalité la conduit à se montrer soutenante et prête à accompagner le projet dans sa phase de réhabilitation.

L'INSERTION SOUS TENSION

A Sevran, Aurore s'active sur le projet des Jardins du Pont-Blanc. Ce chantier d'insertion situé dans un quartier prioritaire de la ville devrait déménager en 2026, dans le cadre d'un programme de rénovation urbaine. Avec la ville et Grand Paris aménagement, l'association est à la recherche d'un lieu pour réimplanter ce dispositif.

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

Au-delà de ce cas particulier, le secteur de l'insertion en général peine toujours à trouver son équilibre. À l'image du Garage solidaire, à Aurillac, ou de l'ACI* Yankadi, un restaurant francilien qui produit les repas de nombreux centres d'hébergement gérés par l'association. Les modèles économiques sont sans cesse remis sur le métier. Mais le contexte économique complique les projections. Pour trouver des solutions, l'association développe des coopérations, avec d'autres garages solidaires par exemple. La transversalité et le travail inter-associatif permettent le partage de bonnes pratiques. Ainsi le Garage solidaire a-t-il ouvert une station de lavage sans eau.

En Lozère ou dans le Cantal, le sujet de la mobilité reste prégnant. L'association expérimente, en Lozère depuis 2024 et à compter de 2025 dans le Cantal, la mise à disposition de voitures sans permis. Des véhicules sont stationnés dans les communes, et proposés à la location temporaire, pour aider les personnes à réaliser leurs démarches d'insertion.

À Lyon, le dispositif accueillant d'anciens MNA* devenus majeurs a poursuivi sa montée en charge. Fin 2024, plus de 100 d'entre eux ont engagé un parcours d'insertion sociale et professionnelle en vue de trouver un emploi et construire un avenir en France après une phase de stabilisation. La qualité des partenariats (ASE*, bailleurs, établissements scolaires et entreprises) est là aussi la garantie d'un chemin vers l'autonomie et la citoyenneté.

Enfin, du côté des fermetures, en Lozère aussi bien qu'en Seine-Saint-Denis, les places en IML* ouvertes aux réfugiés ukrainiens ont fermé, sans remise à la rue. Certaines personnes sont devenues locataires de leur appartement, d'autres places ont fait l'objet d'extensions pour se transformer en places d'hébergement d'urgence. ■

La Pension de famille Marguerite Yourcenar, à Montreuil, accueille des personnes fragilisées par un parcours de ruptures, parfois combiné à une santé affaiblie. Outre le soutien et l'accompagnement social, l'équipe organise régulièrement des activités collectives, des actions de resocialisation à l'intérieur et à l'extérieur des murs de la résidence.



SEINE-ET-MARNE – AISNE – VAL-D'OISE – AUBE – HAUTE-MARNE

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

AISNE (02)

BUCY-LE-LONG

- SSR La Maison de Kate
- CSAPA Résidentiel La Maison de Kate

SOISSONS

- Appartements thérapeutiques

AUBE (10)

LA CHAPELLE-SAINT-LUC

- ACI Vignettes (transport / revalorisation / ressourcerie / magasin vente / recyclage / chiner-solidaire.fr)
- PHC dispositif Premières heures en chantier

ROMILLY-SUR-SEINE

- ACI Revalorisation Ressourcerie
- ACI Magasin vente

SAINT-GERMAIN

- CHU Le Relais du Carmel
- HUDA Le Relais du Carmel

SAINT-JULIEN-LES-VILLAS

- CHRS Aubeois
- AVDL
- LHSS Aubeois
- LHSS mobiles
- LAM Aubeois

TROYES

- CEJ JR Dynamo
- ACT Billottes
- ACT HLM Billottes
- ACT Hors-les-murs
- PF La Maison d'Edith
- ACI Kiwi Bar
- ACI Bocaloca
- Mouvement d'entraide Revivre - CSAPA 10
- EM Déclic
- ACI Kantinetik
- EM Alimentation Santé K-mion Bleu
- Un nouveau toi(t)

PARIS (75)

5^E ARRONDISSEMENT

- Tous mobilisés, tous employables (PIC Réfugiés IdF)

SEINE-ET-MARNE (77)

CHAMPS-SUR-MARNE

- ACI Aurore Personnalisation*

CHAUMES-EN-BRIE

- CHRS Château d'Arcy
- CHU diffus 77 Chaumes-en-Brie

CHELLES

- ACI Aurore Espace Vert
- El L'Équipée Belle
- PHC dispositif Premières heures en chantier
- EM Cadence – CSAPA George Sand
- EM Santé-Précarité
- EM Santé-Précarité Périnatalité « DAME »
- CHRS familles Les Cheminotes
- Un nouveau toi(t)
- CHU Les Cheminotes

MELUN

- CEJ JR

NOISIEL

- CEJ JR

VAIRES-SUR-MARNE

- CTR L'Hébergement - CSAPA George Sand

SEINE-SAINT-DENIS (93)

MONTREUIL

- Tous mobilisés, tous employables (PIC Réfugiés IdF)**

VAL-D'OISE (95)

- LEO

ARGENTEUIL

- ALT Le Chalet*

BEZONS

- AJ Bezons
- CHRS Rives de Seine
- Un nouveau toi(t)

GARGES-LÈS-GONESSE

- Baux direct 95 (ASLL)**
- Baux glissants 95 FSL**
- Studios Jeunes
- Hébergement temporaire 95
- Contrats Jeunes Majeurs

GONESSE

- Hébergement d'Urgence 95
- CHRS Le Phare

GOUSSAINVILLE

- PF Victor Basch
- HUDA Goussainville

OSNY

- ACT Bords de l'Oise (56 places dans 8 villes du département)
- AT Dune (4 places en appartements thérapeutiques)
- ACT hors les murs

PIERRELAYE

- CHU Les Genêts
- EM psychologues

SARCELLES

- CHRS le Phare**

VILLIERS-LE-BEL

- CHRS le Phare**

*Services fermés en 2024.

**Services ouverts début 2025.

***Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Marie BRAILLARD

Directrice de Territoire



Ingrid BOUCHY

Responsable des ressources humaines



Aude MARCILLY

Responsable administrative et financière



Sabine CASTERMAN - Directrice d'Activités

- CSAPA La Maison de Kate / SSR La Maison de Kate - Agnès de RÉ
- AT appartements thérapeutiques - Annie JAMES, coordinatrice

Barbara CAILLOUX - Directrice d'Activités

- HUDA Goussainville - Mohamed DARAOU
- ALT Le Chalet - Alexandra SOL
- Hébergement Temporaire 95 FSL / Baux Glissants 95 FSL / Baux Directs 95 FSL / Studios Jeunes / Contrats jeunes majeurs - Ludivine BIORET
- PF Victor Basch - Mohamed DARAOU
- ACT Bords de l'Oise / AT Dune / ACT Hors les murs - Soko DANICAN
- EM Psychologues - Anne-Sophie AMART
- CHU Les Genêts - Anne-Sophie AMART
- CHRS Rives de Seine / AJ Bezons / Un nouveau toi(t) - Alexandra SOL
- Hébergement Urgence 95 / CHRS Le Phare / LEAO (Lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation) - Ludivine BIORET

Angélique EPONONH - Directrice d'Activités

- CSAPA George Sand CTR L'Hébergement - Grégoire PARIS
- CSAPA George Sand EM Cadence - Pauline OUWEIK
- CEJ JR 77 - Jérôme DELIGNÉ
- Tous mobilisés, tous employables (PIC Réfugiés IdF) - Hélène COULIBALY
- ACI Aurore Espaces Verts / El L'Equipée Belle / Programme PHC - Chloé BOUTON
- CSAPA George Sand EM Santé précarité / EM périnatalité « DAME » - Pauline OUWEIK
- CHRS et CHU familles Les Cheminotes - Sabrina SOMPROU
- Un nouveau toi(t) - Anne-Marie OUAR - Chloé BOUTON

Stéphanie SCHMITT - Directrice d'Activités

- HUDA Le Relais du Carmel - Elodie HUE
- AVDL - Elodie HUE
- LAM Aulois / LHSS Aulois / LHSS mobiles / ACT Billottes / ACT HLM Billottes - Florence LACROIX
- CHRS Château d'Arcy / CHU Chaumes diffus 77 - Stéphanie RAMOS
- CHRS Aulois / CHU Le Relais du Carmel - Elodie HUE

Charles MAISON - Directeur d'Activités

- ACI Vignettes (Transport / Recyclage / Revalorisation / Magasin Vente / Ressourcerie / Chiner-solidaire) / PHC Dispositif Premières Heures en Chantier - Eve HOAREAU
- ACI Kantinetik / ACI Bocaloca - Jill TEBOUL

Johann AVISSE - Directeur d'Activités

- CEJ JR Dynamo - Carine PETIT
- PF La Maison d'Edith - Abdal El HAKOUNI
- CSAPA 10 et Mouvement d'entraide Revivre - Abdal El HAKOUNI
- EM Alimentation Santé K-mion Bleu / EM Déclic - Abdal El HAKOUNI
- Un nouveau toi(t) - Abdal El HAKOUNI

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

Ce territoire regroupe la Seine-et-Marne, l'Aisne, le Val-d'Oise, l'Aube et la Haute-Marne. Des dispositifs d'hébergement, de soin et d'insertion y coexistent, autant de réponses adaptées aux enjeux sociaux locaux.

DES SOLUTIONS DE MISE À L'ABRI POUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Dans le Val-d'Oise, l'association a pu ouvrir un vrai centre d'expertise dédié aux femmes victimes de violence, grâce à l'emménagement du CHRS* Le Phare, dédié aux femmes avec enfants dans ses locaux neufs construits par Aurore, où l'association a également pu ouvrir un Lieu d'Ecoute, d'Accueil et d'Orientation (LEAO). Il s'agit d'une permanence dédiée aux femmes victimes de violence, assurée par une coordinatrice et des psychologues. Dans ce lieu discret, les femmes trouvent une écoute, un soutien, une reconnaissance, des réponses concrètes et des orientations vers les partenaires associatifs qui leur proposent des solutions de mise à l'abri (logement, aides sociales, ouverture de droits...).

Dans ce même département, l'action de soutien psychologique dépasse le travail auprès des femmes victimes de violence, puisqu'une équipe mobile de 12 psychologues intervient désormais directement dans les structures AHI* et DNA* du département, financée par l'ARS. Ils travaillent à améliorer la prise en charge psychologique des personnes et à optimiser la coordination entre les professionnels des structures sociales et les partenaires du soin : hôpitaux, psychiatres, médecins généralistes, addictologues...

DANS L'AUBE, LE REPÉRAGE ET L'INSERTION DES GRANDS MARGINAUX SE STRUCTURE

À Troyes, le K-mion Bleu distribue aux grands précaires des repas chauds élaborés par les salariés en insertion de l'ACI* Kantinetik.

Porte d'entrée pour créer un lien de confiance, le K-mion Bleu permet d'amorcer le début d'une relation d'aide avec ces personnes très éloignées du soin et de l'accompagnement. La présence

En Seine-et-Marne, la mission Action prévention addictions jeunes de l'équipe mobile Cadence, s'adresse aux jeunes de 15-25 ans. Elle mène des actions collectives et individuelles de prévention et un travail de sensibilisation à l'usage des drogues.





En Seine-et-Marne, le territoire gère un dispositif Premières heures en chantier rattaché à l'El L'Equipée Belle : entretien d'espaces verts, jardinage, confection de mobilier de jardin en palettes.*

de pair-aidants facilite les échanges sur la santé, l'addiction, l'hygiène, l'hébergement et l'orientation vers les dispositifs adaptés.

Le K-mion Bleu est aussi un espace dans lequel l'équipe peut prodiguer les premiers soins, faire de la réduction des risques et des dépistages.

Un comité de pilotage réunit tous les mois le CCAS* de Troyes, la Croix-Rouge, le SIAO et Aurore pour évaluer les situations des personnes. Ce réseau partenarial mène un travail coopératif exemplaire, enrichissant la capacité de l'équipe à orienter les personnes vers le soin, l'hébergement et l'insertion.

En particulier, le lien à l'emploi, souvent très efficace pour réinsérer les personnes a pu être structuré à travers la création d'un dispositif Premières Heures en Chantier (PHC) rattaché aux chantiers d'insertion de la Ressourcerie gérée historiquement par Aurore localement.

De même, face à la difficulté récurrente pour trouver un hébergement à certaines personnes très désocialisées et souffrant d'addictions, le travail partenarial a abouti à l'ouverture d'un dispositif d'hébergement Grands Marginaux, en partenariat avec la Ville de Troyes et les services de la préfecture (DDETSPP).

EN SEINE-ET-MARNE, LA DÉMARCHE "D'ALLER-VERS" S'ORGANISE POUR ATTEINDRE LES PLUS ÉLOIGNÉS

Face aux besoins grandissants non couverts constatés sur le terrain, de nouvelles Equipes Mobiles (EM) sont nées en Île-de-France, soutenues par l'ARS*. Dans son camping-car, l'EMSP*

se déplace auprès des personnes qui vivent dans des bidonvilles, des hôtels... Dans cette petite salle de soins mobile, l'équipe peut prodiguer les premiers soins et orienter les personnes vers les partenaires de santé.

Dans ce même département, l'EM Cadence propose un accompagnement spécifique en addictologie aux 15 - 25 ans, via sa mission Action prévention addictions jeunes (APAJ).

Actions collectives de prévention (écoles, structures d'insertion jeunes, services de la PJJ en milieu ouvert...), et individuelles avec les jeunes et leurs familles, sensibilisation des professionnels... L'équipe, solidement ancrée dans son territoire, est de plus en plus sollicitée par les villes pour réaliser dans les collèges un travail de sensibilisation à l'usage des drogues.

Pour permettre d'insérer les plus éloignés de l'emploi repérés par les différentes missions de veille sociale, un chantier d'insertion Premières Heures en Chantier (PHC) est également présent dans le territoire et propose des activités d'entretien d'espaces verts, jardinage, confection de mobilier de jardin. Très soutenu par la DEETS, il a bénéficié d'une extension. ■

À Bezons, l'accueil de jour accueille inconditionnellement les personnes à la rue, qui peuvent y trouver écoute, aide aux démarches administratives et à la recherche d'hébergement, permanence sociale, domiciliation, vestiaire, douche, laverie, collations...



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

OUEST

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

DORDOGNE (24)

BRANTÔME-EN-PÉRIGORD

- CSAPA CT Maison d'André Le Gorrec

PÉRIGUEUX

- ACT Périgueux
- ACT hors les murs
- EM ELiPS

ILLE-ET-VILAINE (35)

MONTGERMONT

- Sas de Montgermont

RENNES

- CHU Maya Maternité
- CHU Femmes victimes de violences
- CADA Aurore 35

LOIRE-ATLANTIQUE (44)

NANTES

- ASAE MNA
- Accompagnement à l'hôtel MNA 44*
- L'Entr'ACT
- ACT Mobiles
- Hom'Up
- Restauration pour Jeunes déboutés de la reconnaissance de minorité
- CHS Mellinet – Les trois Ilots
- CHU Auberge de La Manufacture
- CHT La Close
- RS Petit Port
- Agir ensemble
- IML Familles ukrainiennes

SAINT-BRÉVIN

- CADA Loire-et-Océan

DEUX-SÈVRES (79)

REFFANNES

- FV Le Berceau
- FAM Le Berceau

SAINT-MAIXENT-L'ÉCOLE

- HUDA diffus

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Fabien BÉLIARDE
Directeur de Territoire



Sandrine BARBAT
Responsable des ressources humaines



Roseline LOUIS
Responsable administrative et financière



Fabien BÉLIARDE

- HUDA Saint-Maixent – Pauline PORTET, coordinatrice
- CADA Aurore 35 – Amélie BAVEREZ
- CHU Femmes victimes de violences / CHU Maya Maternité / Sas Montgermont – Amélie BAVEREZ

Guillaume DEL SORDO – Directeur d'Activités

- CSAPA CT La Maison d'André Le Gorrec – Séverine GAUDOU
- EM ELIPS / ACT Périgueux / ACT Hors les murs – Séverine GAUDOU

Armelle de GUIBERT – Directrice d'Activités

- CADA Loire-et-Océan – Linda DEGOULET
- Agir Ensemble – Diane CLERC
- IML Familles ukrainiennes – Halima WARED
- RS Petit Port – Vincent AUBRY
- Restauration pour Jeunes déboutés de la reconnaissance de minorité – Jean-Philippe CHAPELIN
- ASAE MNA – Lucie BERNE
- L'Entr'ACT / ACT mobiles – Jean-Philippe CHAPELIN
- Hom'Up – Jean-Philippe CHAPELIN
- CHS Mellinet - Les trois îlots – Adrien PALUMBO
- CHT La Close – Vincent AUBRY
- CHU Auberge de La Manufacture – Halima WARED

Isabelle MARCOU – Directrice d'Établissement

- FV Le Berceau / FAM Le Berceau

- Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile
- Addiction
- Formation
- Handicap et Soins Psychiques
- Insertion professionnelle
- Logement accompagné
- MNA et Jeunes majeurs
- Santé-Précarité
- Urgence/Hébergement

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

2024 marque un renforcement de l'ancrage territorial de l'association. Un travail de fond reste en cours pour poursuivre à moyen terme le développement de nouvelles places dans les départements de ce territoire (Dordogne, Deux-Sèvres, Loire-Atlantique et Ile-et-Vilaine).

EN LOIRE-ATLANTIQUE, L'INNOVATION AU CŒUR DES PROJETS

La dynamique de développement d'Aurore est importante en Loire-Atlantique ces dernières années. L'association a pu déployer de beaux dispositifs porteurs de projets sociaux intéressants, innovants, pour toujours répondre au mieux aux évolutions des publics accompagnés. C'est le cas entre autres du travail accompli sur les modalités d'accueil des personnes vivant avec des addictions, qui permettent de les stabiliser dans des hébergements : l'interdiction des produits pour ces per-

sonnes malades, par exemple, ne fonctionne pas. Aurore travaille aussi beaucoup, dans ce cadre, les projets architecturaux et les modes d'habitat, pour qu'ils facilitent l'ancrage de personnes ayant longtemps vécu à la rue : pas de couloirs, un accès direct des chambres vers l'extérieur... L'association se centre sur l'intérêt des résidents, sans négliger les conditions de travail des professionnels, nécessairement tous très engagés.

Les établissements se fondent par conséquent d'autant mieux dans leur environnement. À Saint-Brévin-les-Pins par exemple, le CADA* Loire-et-Océan est désormais parfaitement accepté par la population, quand son ouverture avait suscité un fort rejet. Pour parvenir à cette pleine intégration, équipe et bénévoles ont travaillé avec les écoles, le voisinage, pour faire œuvre de pédagogie et proposer, aussi, des activités sportives et culturelles aux personnes accueillies. Désormais, la structure

À Saint-Brévin-les-Pins, le CADA Loire-et-Océan est désormais parfaitement accepté par la population. Pour parvenir à cette pleine intégration, l'équipe et les bénévoles ont travaillé avec les écoles, le voisinage, pour faire œuvre de pédagogie et proposer, aussi, des activités sportives et culturelles aux personnes accueillies.





Aurore a déployé de beaux dispositifs porteurs de projets sociaux intéressants, innovants, pour toujours répondre au mieux aux évolutions des publics accompagnés. Ici, l'Entr'ACT, à Nantes.

a trouvé sa place dans le quartier, qui perçoit Aurore comme un acteur de la cohésion sociale, à même de permettre à chacun de s'engager dans une action de solidarité.

En 2024, le CHRS* Mellinet a ouvert ses portes. Il vise à permettre à des personnes en grande marginalité de commencer à se stabiliser à nouveau. Ses 50 places, très ouvertes sur le dehors, acceptent les animaux des personnes accueillies ou la consommation de produits, ce qui favorise la réduction des risques en parallèle. La structure est aussi un tiers-lieu pour des artisans en résidence, bientôt ouvert aux habitants du quartier. Là encore, l'acceptabilité a été travaillée avec le voisinage immédiat.

Autre ouverture, en novembre 2024 : la RS* Petit-Port, à Nantes. Elle comprend 100 logements pour des réfugiés et de jeunes actifs. Ces deux dispositifs sont constitués de modules installés temporairement sur des friches, et seront déconstruits à terme (dans 25 ans pour Petit-Port).

DES PROJETS EN GESTATION EN ILLE-ET-VILAINE

En Ille-et-Vilaine, Aurore a continué de travailler avec le voisinage et la municipalité de Montgermont autour du sas régional d'accueil et le maire dit en être satisfait. Des travaux sont prévus pour transformer l'hôtel d'origine en centre d'hébergement classique.

Dans ce département, en dépit d'un contexte national politique et budgétaire peu propice au développement de services et d'établissements, le nombre de places destiné aux femmes victimes de violences est passé de 10 à 26 en 2024, et l'association travaille à en atteindre 50. Aurore développe aussi un projet d'hébergement de 110 places pour des femmes dans la métropole rennaise mais, là encore, il est difficile de définir les conditions de leur réalisation dans le contexte actuel.

**Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.*

UN ENJEU D'ATTRACTIVITÉ DANS LES DEUX-SÈVRES

À Reffannes, le foyer de vie Le Berceau, qui accueille des personnes atteintes d'autisme, de troubles psychiques et de déficiences intellectuelles a, comme l'ensemble du secteur handicap, rencontré des difficultés de recrutement. Les équipes, désireuses de recruter, mènent un travail sur l'attractivité du secteur. À Saint-Maixent-l'École, l'équipe de l'HUDA* s'est attachée cette année encore à développer des liens forts et réguliers avec les associations culturelles et sportives locales. Renforçant l'intégration des personnes accueillies en favorisant leur accès à la citoyenneté, ces partenariats contribuent aussi à l'attractivité du territoire, en valorisant son dynamisme associatif et en tissant des liens entre les habitants et les nouveaux arrivants.

EN DORDOGNE, UN ENGAGEMENT RENFORCÉ POUR LES RÉSIDENTS ET LE TERRITOIRE

En 2025, la communauté thérapeutique de Brantôme et les ACT* de Périgueux s'engageront dans un CPOM*, cadre contractuel offrant de nombreux avantages pour les deux structures. Pour la CT*, il s'agit de consolider ses actions en renforçant leur pérennité et leur cohérence avec les besoins des personnes. Pour les ACT, le CPOM est une opportunité de structurer davantage l'accompagnement proposé, en mettant l'accent sur des objectifs communs tels que l'accès des résidents à la citoyenneté et leur participation active à la vie de la cité. Il est un levier essentiel pour affirmer le rôle de ces dispositifs dans le tissu local et garantir une réponse adaptée et durable aux enjeux sociaux et de santé. L'association proposera par ailleurs des stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants, et d'autres, en lien avec le SPIP*, pour la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes, dans la poursuite des sessions de 2024, qui ont été récompensées par l'attribution d'un label qualité. ■

Collecte de déchets sur les routes de Brantôme, en partenariat avec Surfrider Foundation, par les résidents et l'équipe de la communauté thérapeutique La Maison d'André Le Gorrec.



PARIS EST – ÎLE-DE-FRANCE SUD

IMPLANTATIONS DU TERRITOIRE :

PARIS (75)

2^E ARRONDISSEMENT

- RS Bonne Nouvelle

3^E ARRONDISSEMENT

- PF Pedro Meca

5^E ARRONDISSEMENT

- ESAT Santeuil

11^E ARRONDISSEMENT

- RS Morand
- PF Ménilmontant

12^E ARRONDISSEMENT

- PF Les Papillons
- CHU Bastion de Bercy
- CAIR Poniatowski
- CAMA Poniatowski
- PF Poniatowski
- RS Poniatowski

13^E ARRONDISSEMENT

- ESAT Espace Aurore
- ESAT 10/18

20^E ARRONDISSEMENT

- PF Julien Lacroix

VILLEJUIF

- CHU Paul Brousse
- BA diffus 94
- LR diffus 94
- CHRS La Source
- CHU diffus 94
- O2R All Inclusive Faire/Aurore Val-de-Marne

ESSONNE (91)

ATHIS-MONS

- HSR Périnat Confluences Athis-Mons

LES ULIS

- CHU Les Ulis

PALaiseau

- PF Palaiseau
- RS Palaiseau
- CHU Palaiseau

SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS

- O2R All Inclusive Log'in Emploi

VAL-DE-MARNE (94)

CHEVILLY-LARUE

- CHS Chevilly

FONTENAY-SOUS-BOIS

- HUDA Fontenay-sous-Bois

IVRY-SUR-SEINE

- HUDA Pierre Semard
- CHU Pierre Semard
- CHU Pierre Semard Dispositifs temporaires

MAISONS-ALFORT

- RA Maisons-Alfort

NOGENT-SUR-MARNE

- CHU Carmel *

VALENTON

- Dispositif MNA Maison Husson

* Services fermés en 2024.

** Services ouverts début 2025.

*** Services fermés début 2025.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ORGANIGRAMME ET MÉTIERS :

Madeleine BATA

Directrice de Territoire



Anaïs BATAILLÉ

Responsable des ressources humaines



Amandine ITOU

Responsable administrative et financière



Céline USCLADE – Directrice d'Activités

- CAIR Poniowski / CAMA Poniowski – Souvani LEVY - Recrutement en cours
- O2R All Inclusive Faire/Aurore Val-de-Marne – Céline USCLADE
- PF Les Papillons / PF Julien Lacroix / PF Pedro Meca / RS Bonne Nouvelle / RS Morand / PF Ménilmontant / RA Maisons-Alfort – Nina BISCHOPS
- PF Poniowski / RS Poniowski – Ibrahim TOLO
- CHU Bastion de Bercy – Marie-Laurence SASSINE - Recrutement en cours

Véronique POIRISSE – Directrice d'Activités

- ESAT Espace Aurore / 10/18 – Guillaume MARLIN - Recrutement en cours
- ESAT Santeuil - Restaurant social – Guillaume MARLIN - Evgen SERRE
- O2R All Inclusive Log'In Emploi – Stéphane RUBIO
- PF Palaiseau / RS Palaiseau – Karim SETERRAHMANE
- CHU Les Ulis / CHU Palaiseau – Karim SETERRAHMANE

Sidihaly HARISOA – Directrice d'Activités

- HSR Périnat Confluences – Bigué DIAO - Recrutement en cours - Axelle DEMILLY

Olivier LEBRE – Directeur d'Activités

- HUDA Fontenay-sous-Bois – Emma HASSAN
- HUDA Pierre Semard –Xavier BOUGOUIN - Recrutement en cours
- LR diffus 94 / BA Diffus 94 – Ibrahim TOLO
- Dispositif MNA Maison Husson Valenton – Jean-Marie ROSSI
- CHU Pierre Semard / CHU Pierre Semard Dispositifs temporaires / CHS Chevilly-Larue – Xavier BOUGOUIN - Alain LASTÉCOUÈRES
- CHU Paul Brousse – Rodrigue CABARRUS
- CHRS La Source – Ibrahim TOLO
- CHU diffus 94 – Haby BATHILY

- **Accueil des réfugiés et demandeurs d'asile**
- **Addiction**
- **Formation**
- **Handicap et Soins Psychiques**
- **Insertion professionnelle**
- **Logement accompagné**
- **MNA et Jeunes majeurs**
- **Santé-Précarité**
- **Urgence/Hébergement**

En gras : les métiers du territoire.

BILAN 2024

Le territoire Paris Est Île-de-France Sud a été créé en 2024, tenant compte de la croissance de l'association. Il regroupe les établissements et services de l'Est Parisien, de l'Essonne et du Val-de-Marne. Dense et contrasté, il compte des espaces urbains dynamiques et des zones périurbaines plus isolées.

DES RÉPONSES CONCRÈTES AUX BESOINS LOCAUX D'HÉBERGEMENT

En 2024, l'association a été retenue sur ce territoire pour la création de 25 places de LHSS* (Val-de-Marne) et 25 autres places pour un CTR* / CSAPA* (Essonne). En parallèle, les échanges pour la création de 25 places de LAM* en Essonne, en lien notamment avec les communes d'implantation, ont été poursuivis.

À Fontenay-sous-Bois, les 75 personnes accueillies à l'HUDA* ont emménagé pour 4 mois dans des logements en diffus, pendant la réhabilitation complète du site effectuée par le bailleur social Toit et Joie. Une autre réhabilitation, portée par les services de l'État et le bailleur social ICF La Sablière, a bénéficié à l'HUDA Pierre Semard, à Ivry-sur-Seine.

2024 a aussi vu l'ouverture d'une résidence sociale et d'une pension de famille boulevard Poniatowski (75012) pour des femmes isolées ou avec enfants. Dans le même boulevard, le CHU* Bastion de Bercy, lauréat d'un Budget participatif de la mairie du 12^e arrondissement en 2023, a concrétisé l'éco-construction et l'aménagement d'espaces végétalisés, bonifiant le cadre de vie des 308 résidents et des salariés.

DES DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES EN FAVEUR DE LA SANTÉ ET DU PRENDRE SOIN

La prise en compte des fragilités somatiques et psychiques est une préoccupation de l'ensemble des équipes, qui collaborent avec les acteurs de la santé et de la psychiatrie. Plusieurs dispositifs du territoire ont ainsi bénéficié d'activités mutualisées autour de la santé mentale à travers l'intervention d'une psychologue, combinée à des ateliers socio-esthétiques.

Au CHRS* La Source, à Villejuif, l'association Vision Solidarité a proposé à des résidents sans couver-

Situé dans le 12^e arrondissement, le Centre d'accueil et d'insertion des réfugiés - Centre d'accueil et de mise à l'abri (CAIR-CAMA) est un dispositif d'hébergement expérimental qui propose un accompagnement renforcé de réfugiés isolés et de familles en parcours d'asile, vers l'inclusion sociale et l'intégration.



ture ni complémentaire santé, ou bénéficiaires de l'AME*, d'effectuer des examens de leur vue, des tests de dépistage de troubles visuels (et le cas échéant de les orienter pour des examens complémentaires), et de leur offrir des lunettes de vue adaptées. Les résidents de plusieurs dispositifs du Val-de-Marne ont bénéficié d'un original regroupement partenarial, organisé par les équipes : une articulation entre soins dentaires, ateliers d'art-thérapie / psychomotricité et entretiens avec une thérapeute psychanalyste pour travailler sur les psycho-traumas. Ces approches sur mesures ont été menées par le RéseauSanté Bucco-dentaire 94, le Théâtre de Buée et une thérapeute psychanalyste, soutenu par la DGEF* et l'ARS*.

Au centre pour MNA* de Valenton, la sensibilisation auprès des jeunes sur la problématique de la consommation de cannabis s'est poursuivie avec le CSAPA Intervalle de Villeneuve-Saint-Georges. Concernant les troubles psychiques, voire psychiatriques, ce centre travaille avec un réseau de plusieurs institutions hospitalières du Val-de-Marne et de Paris.

L'ancrage territorial parisien est tout aussi dynamique en termes de partenariats de santé, notamment avec le service Somapsy de l'hôpital de Saint-Maurice, qui réalise des tests médicaux (prise de sang, ECG...), ou l'Adamant, dispositif thérapeutique en ambulatoire et hôpital de jour dans le 12^e arrondissement. Les ESAT* parisiens organisent régulièrement des actions de prévention (bucco-dentaire, addictions, hygiène alimentaire, santé au travail) auprès des travailleurs handicapés. Ils ont aussi renouvelé en 2024 les cours de yoga avec l'association Nour et les opérations de dépistage du cancer avec l'Institut national du cancer et le centre de santé du Square de la Mutualité. Enfin, le CAIR*/CAMA*, en partenariat avec l'association AIDES, a tenu des permanences de dépistage et de sensibilisation, avec un projet de développement d'ateliers en santé sexuelle en 2025.

L'ensemble de ces dispositifs de soins apporte un véritable soutien aux les équipes et une réelle plus-value à l'accompagnement qu'elles réalisent.

L'EMPLOI ET L'INCLUSION NE SONT PAS EN RESTE...

En 2024 le programme Log'In Emploi à Brétigny-sur-Orge, qui a 3 ans d'existence, développé en partenariat avec l'entreprise Amazon, a connu de nouvelles perspectives en remportant l'appel à manifestation d'intérêt de la DRIETS* (« Offre

repérage et remobilisation »), qui permettra d'atteindre davantage de jeunes fragilisés. Les dynamiques d'insertion professionnelle sont aussi au cœur des préoccupations des ESAT Espace Aurore et Santeuil. Le recrutement d'un nouveau CIP* vise le développement de partenariats avec l'Education Nationale, les IMPro* et les CMP*. Un partenariat avec France travail a également été signé.

Le CAIR/CAMA Poniatowski poursuit le programme APIF (Intégration et Formation), qui enrichit l'accompagnement administratif d'un parcours en 3 volets essentiels – logement, emploi, citoyenneté – via des ateliers obligatoires et un suivi individualisé. Dans son volet emploi, il s'appuie sur des ateliers hebdomadaires animés par un binôme travailleuse sociale et formatrice FLE*, pour accompagner à la recherche d'emploi, la compréhension du monde du travail et les démarches administratives associées. Ce dispositif est renforcé par les cours à visée professionnelle de l'école Thot et les permanences juridiques mensuelles spécialisées en droit du travail du Barreau de la Solidarité de Paris.

Cette première année du territoire a ainsi permis de créer une dynamique d'accompagnement et de partenariats sur laquelle il sera possible de s'appuyer pour les années qui viennent. ■

Atelier de cuisine à la pension de famille Ménilmontant, qui accueille des personnes à faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, et dont la situation sociale et psychologique, voire psychiatrique, rend impossible à échéance prévisible leur accès à un logement ordinaire.




*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.



LES MÉTIERS

- 41 AU CŒUR DES MISSIONS D'AUORE
- 42 TROMBINOSCOPE
- 44 LES MÉTIERS EN ACTION
- 46 VEILLE SOCIALE
- 48 URGENCE ET HÉBERGEMENT
- 50 LOGEMENT ACCOMPAGNÉ
- 52 ASILE ET INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS
- 54 MINEURS NON ACCOMPAGNÉS
- 56 ACCÈS AU SÉJOUR
- 58 ADDICTION
- 60 SANTÉ - PRÉCARITÉ
- 62 HANDICAP ET SOINS PSYCHIQUES
- 64 PAIR-AIDANCE, COUNSELING
ET APPROCHE COMMUNAUTAIRE
- 66 INSERTION PROFESSIONNELLE
- 68 FORMATION



3 missions historiques de l'association : héberger, soigner et insérer. 7 territoires. 14 groupes métiers, dont l'objectif est de valoriser et partager les expertises et les innovations nombreuses au sein de l'association, de répondre aux problématiques issues du terrain ou de mettre en œuvre les évolutions réglementaires, et d'accompagner le développement de nouveaux dispositifs.

AU CŒUR DES MISSIONS D'AUORE

En 2024, Aurore a poursuivi son action auprès des personnes en situation de précarité, confrontée au contexte exigeant des Jeux Olympiques et Paralympiques et à un écosystème financier davantage contraint. En 20 ans, le financement d'une place d'hébergement a baissé de 25 % en tenant compte de l'inflation. Ceci impose de repenser les organisations sans réduire la qualité de l'accompagnement ; les équipes ont recherché les meilleures solutions organisationnelles et poursuivi leurs missions avec détermination, réactivité et professionnalisme.

LES JEUX OLYMPIQUES, UN DÉFI RELEVÉ

Le CHU* Phénix en est une illustration. Né de plusieurs mois d'échanges avec la Préfecture d'Île-de-France, il s'inscrit dans le cadre des 200 places pour grands marginaux et participe de l'héritage des JOP en raison de sa pérennisation. Dès sa conception, Aurore a énoncé ses attentes en matière d'adaptation aux personnes à la rue : accompagnement dans le soin, gestion souple pour permettre l'acclimatation des personnes à la vie "dedans". L'Espace de repos Porte de la Chapelle a vu ses horaires élargis, avec la création d'une halte de nuit, permettant un accompagnement en continu des usagers de drogues. Cette période suscitait une anxiété importante au sein des équipes, qu'Aurore est parvenue à dépasser en raison notamment d'échanges francs et exigeants avec les services déconcentrés de l'État.

DES GROUPES MÉTIERS AU CŒUR DE L'ORGANISATION TRANSVERSALE D'AUORE

Partage de bonnes pratiques et des procédures par secteur d'activité, réflexion sur l'évolution des publics et de l'écosystème social et médico-social : les groupes métiers sont un outil de professionnalisation continue et d'amélioration constante de la qualité des accompagnements. En 2024, ils se sont enrichis du travail du groupe médical animé par le médecin référent ; de la programmation pour début 2025 d'un groupe sur l'accompagnement des MNA* ; d'un autre sur la périnatalité, en réponse aux besoins identifiés par les services de plus en plus nombreux à accueillir des mères

avec de jeunes enfants. Une expertise d'Aurore se structure sur ce sujet, qui est aussi l'une des priorités du programme régional de santé de l'ARS* Idf.

DÉVELOPPEMENT DE LA PAIR-AIDANCE

L'organisation d'une journée métier sur la pair-aidance témoigne de la volonté de développer cette approche, dont la plus-value en matière d'accompagnement des personnes en situation d'addiction est encore souvent méconnue des pouvoirs publics. Après avoir remporté un appel à projet du FLCA*, Aurore lance une recherche-action sur 3 ans, qui aboutira à un référentiel de bonnes pratiques en pair-aidance. Enfin, l'association a lancé, en partenariat avec le CNAM*, une certification en pair-aidance destinée aux professionnels.

PARTICIPATION DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Une journée métier sur le thème des PF* et RS* a donné lieu à une forte participation des résidents. Aurore souhaite développer cette méthodologie de réflexion interne. Une journée métier autour de la culture organisée au musée du quai Branly a permis à l'association de redire l'importance des droits culturels, de l'accès à la culture, des activités culturelles dans les services et de valoriser la production culturelle très riche des personnes, pour qui ces leviers d'accompagnement sont des outils d'accompagnement personnel et de projection dans l'avenir.

PRISES DE PAROLE

Forte de son expertise de terrain, Aurore veut porter une parole dans le débat public, dans un contexte social difficile où la prise en charge de la grande précarité mérite d'être amplement améliorée. L'association a initié une démarche de plaidoyer en lien avec l'ensemble de ses métiers. Le premier plaidoyer, sur le sans-abrisme, porte sur la veille sociale, un métier assez méconnu du grand public. Les propositions ont suscité l'attention des financeurs. L'association s'est également dotée d'une direction de la communication pour dynamiser sa présence sur les réseaux sociaux et faire plus connaître ses actions auprès des personnes en situation de précarité ou d'exclusion. ■

Photo page 40 : En 2024, Aurore a initié une démarche de plaidoyer en lien avec l'ensemble de ses métiers. Le premier plaidoyer, sur le sans-abrisme, se concentre sur la veille sociale. Ses recommandations pour réformer en profondeur l'accessibilité à l'hébergement et au logement et permettre de mieux prendre en compte les besoins en soins des personnes à la rue ont suscité l'attention des financeurs.

**Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.*

DÉLÉGUÉS MÉTIERS / RÉFÉRENTS MÉTIERS SUR TOUS LES TERRITOIRES



Jules BOYADJIAN
Directeur général adjoint



Clémentine LESERVOISIER
Chef de projet,
plaidoyers et recherches

DÉLÉGUÉS

HÉBERGER



Jean-Sébastien DANIEL

RÉFÉRENTS



Anahid ARMÉNIAN

MÉTIERS

HÉBERGEMENT



Fabrice LAFON

LOGEMENT ACCOMPAGNÉ



Émilie LANCEREAU

VEILLE SOCIALE



Djamel CHERIDI

ASILE
ACCÈS AU SÉJOUR



Intissar MESRATI



Lucie BERNÉ

MNA

SOIGNER



Léon GOMBEROFF

ADDICTION



Chiara PERLONGO

Recrutement en cours

SANTÉ-PRÉCARITÉ



Hélène Le GUILCHER

HANDICAP
ET SOINS PSYCHIQUES



Stanislas DENIS-CALLIER



Dorothée PIÉRARD

PAIR-AIDANCE,
COUNSELING, APPROCHES
COMMUNAUTAIRES



Susie LONGBOTTOM

COUNSELLING

INSÉRER



Olivier BRUGIAL



Mérita SELIMI

INSERTION
PROFESSIONNELLE

Recrutement en cours

FORMATION

MÉDECIN RÉFÉRENT



Cécile CLARISSOU



LES MÉTIERS EN ACTION

VEILLE SOCIALE : ALLER VERS LES PERSONNES À LA RUE

Les équipes de maraude et d'accueil de jour vont à la rencontre des personnes sans abri, leur proposant une première écoute et un accompagnement vers des dispositifs adaptés. En 2024, 11 983 personnes ont été rencontrées. Un véritable effort dans le cadre des JOP est à noter, qui a permis à 112 personnes de sortir de la rue vers un hébergement, soit une hausse de 400 % par rapport à 2023. En revanche, une fois passée cette période, les solutions d'aval se sont asséchées. En 2024, Aurore a publié son premier plaidoyer sur le sans-abrisme. Ce document, fruit d'une réflexion approfondie et de l'expérience de terrain des équipes, a permis de formuler des recommandations concrètes pour réformer en profondeur l'accessibilité à l'hébergement et au logement et permettre de mieux prendre en compte les besoins en soins des personnes à la rue.

HÉBERGEMENT ET LOGEMENT : RÉPONDRE À L'URGENCE ET CONSTRUIRE DES PARCOURS

L'hébergement est une mission fondamentale d'Aurore. Mais cette année a été marquée par un léger recul du nombre de places, qui baisse de 5 %, avec un parc qui passe de 5 145 à 4 849 places. On constate une hausse du temps d'accompagnement en centre d'hébergement, puisqu'un tiers des ménages sont accueillis depuis plus de 18 mois (20 % en 2023). 14 % le sont depuis plus de 4 ans, contre 10 % l'an dernier. Cela pose le défi des solutions d'aval. Malgré la baisse significative des financements par place observée depuis 20 ans (- 25 %), les équipes ont su maintenir la qualité de l'accompagnement proposé, témoignant de leur engagement indéfectible auprès des personnes les plus vulnérables.

AUORE PLEINEMENT INVESTIE DANS LE LOGEMENT D'ABORD

L'association a poursuivi et amplifié son action dans le cadre du Logement d'abord. Deux pensions de familles ont ainsi été ouvertes à Paris – PF Poniatowski et PF Saint-Just, et une résidence sociale, Petit Port, à Nantes.

On constate un vieillissement dans les dispositifs relevant du logement accompagné : 27 % des per-

sonnes logées en PF/RA* ont plus de 60 ans, ce qui pose la question du lien avec le secteur de l'autonomie et de l'accueil des personnes âgées. L'association a engagé un plan de consolidation de l'IML*, qui a permis des sorties positives : 578 foyers ont été relogés vers du logement pérenne, soit +40 %). Ces chiffres sont un encouragement à intensifier encore l'accent mis sur la levée des freins à l'insertion.

ASILE : ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER LES DEMANDEURS D'ASILE

Les professionnels des Centres d'Accueil et Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile et autres dispositifs dédiés aux réfugiés accompagnent les personnes dans leurs démarches administratives, leur accès aux droits et leur intégration en France. Comme chaque année, les équipes ont développé de nouvelles initiatives pour favoriser l'apprentissage du français et l'insertion socioprofessionnelle des personnes titulaires d'une protection internationale, si bien que 65 % des personnes réfugiées sont soit en emploi, soit dans une formation, soit 252 personnes sur 390 places.

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS (MNA) : UN DÉPLOIEMENT NATIONAL

Le travail auprès des MNA s'est développé en 2024, avec la montée en charge des établissements à Nantes et dans la métropole de Lyon. La spécificité du dispositif lyonnais mérite d'être soulignée : il permet l'accueil et l'accompagnement des jeunes au-delà de leur minorité, assurant ainsi une continuité essentielle dans leur parcours d'insertion. En 2024, 575 personnes ont été accompagnées dans les dispositifs pour MNA d'Aurore. Un important travail d'insertion a été accompli avec 224 jeunes scolarisés, 280 en filière d'apprentissage, 80 dans une formation certifiante et 12 en emploi.

SANTÉ-PRÉCARITÉ ET ADDICTOLOGIE : UN DÉVELOPPEMENT SIGNIFICATIF

En 2024, Aurore a considérablement étendu son activité en santé précarité et en addictologie, domaine où elle est en première ligne. Son expertise reconnue lui a permis de remporter plusieurs appels à projets stratégiques :

- Création de 3 dispositifs de LHSS* de 25 places chacun dans le Val-d'Oise, les Hauts-de-Seine

et le Val-de-Marne, expérimentation d'un LAM* de 40 places pour des personnes précaires relevant du grand âge, répondant ainsi aux besoins observés dans les établissements,

- Consolidation de sa présence en Lozère avec la création de places d'ACT*,
- Mise en place d'un CTR* pour consommateurs de drogues, avec des places dédiées aux femmes dans le cadre de parcours de périnatalité, répondant à des manques identifiés par les établissements.

Ces dispositifs constituent une feuille de route pour les années qui viennent et nécessitent jusqu'à l'ouverture la mise en œuvre de projets immobiliers ambitieux. Ils attestent d'ores et déjà de la reconnaissance de l'expertise de l'association. Parallèlement, Aurore a ouvert en juillet un LHSS avec ACT à Livry-Gargan, qui permet une prise en charge graduée des personnes accueillies.

L'association a également renforcé ses actions en matière de sport-santé, avec un projet financé par l'ARS* Île-de-France. Cette initiative vise à accompagner les personnes issues de ses centres d'hébergement généralistes, et celles relevant du secteur santé précarité, vers une activité physique adaptée. Ce qui permet de diversifier les modalités d'accompagnement en renforçant la dimension physique comme levier de bien-être et de réinsertion, tout en créant des passerelles entre le secteur médico-social et le monde sportif. Ces nouvelles structures et approches témoignent de la capacité de l'association à développer des réponses adaptées aux besoins émergents et à déployer son expertise sur l'ensemble du territoire.

ADDICTION : POURSUIVRE ET AMPLIFIER

Depuis plusieurs années, Aurore est en première ligne sur la question du crack. L'association reste très active, avec l'extension des activités de l'espace de repos Porte de la Chapelle, le maintien d'une action forte en matière d'hébergement des usagers de crack avec le service Assore, ainsi que la réouverture du CAARUD* Doudeauville, qui vient s'inscrire dans le dispositif global d'accompagnement des usagers de crack. Aurore a aussi amplifié son activité dans le champ du soin résidentiel et des liens avec la Justice, à travers le renforcement des relations entre le CSAPA* George Sand et le milieu carcéral en Seine-et-Marne, et la création d'un premier stage intensif dans le cadre d'une expérimentation conduite par les SPIP* de Dordogne, en mobilisant les savoir-faire de la CT* de Brantôme.

HANDICAP ET SOINS PSYCHIQUES : UNE ANNÉE D'APPROFONDISSEMENT

Aurore est particulièrement mobilisée sur la question du handicap et des soins psychiques. L'année 2024 a été marquée par un investissement important en termes de structuration. C'est ainsi que les SAVS* des 13^e et 15^e arrondissements parisiens ont fusionné pour gagner en capacité d'action. Par ailleurs, les hôpitaux de jour Cévennes, Labrador, et Dutot se sont engagés dans le processus d'évaluation très exigeant du domaine du sanitaire, un enjeu majeur pour lequel les équipes ont été extrêmement investies.

PAIR-AIDANCE : UNE APPROCHE TRANSVERSALE INNOVANTE

La pair-aidance constitue un savoir-faire caractéristique de l'association, issu de l'addiction, et qui se déploie dans l'ensemble de ses secteurs d'activité. Aurore œuvre à l'intégration de travailleurs pairs dans ses établissements et développe une expertise singulière en matière de counseling des addictions. En 2024, une avancée significative a été réalisée avec l'obtention d'un financement du Fonds de Lutte Contre les Addictions pour une recherche de trois ans qui permettra de créer un référentiel sur l'intégration des travailleurs pairs dans les établissements d'addiction. Cette perspective est prometteuse pour la reconnaissance de cette approche dans les métiers de l'addiction et sa diffusion dans le secteur médico-social. Cette recherche permettra de valoriser et structurer une pratique déjà ancrée au sein d'Aurore, où les travailleurs pairs apportent une expertise fondée sur leur expérience personnelle, complétant l'action des équipes pluridisciplinaires et renforçant le pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

INSERTION/FORMATION : UNE ANNÉE DE DÉFIS

L'insertion et la formation sont des activités complémentaires que l'on retrouve à la fois dans l'ensemble des établissements et services, mais aussi dans des dispositifs dédiés. Dans ce cadre, les ALI* en Seine-Saint-Denis ont poursuivi leur montée en charge et accompagné 1 265 allocataires du RSA en 2024. Les résultats sont extrêmement intéressants puisque 50 % des personnes connaissent une sortie positive, alors même qu'il s'agit de personnes issues de la grande précarité. 420 personnes ont été accompagnées pour la recherche d'hébergement et 1 600 personnes sur des sujets en lien avec la santé. Le contexte socio-économique dégradé a néanmoins mis en forte tension les services d'IAE* de l'association. ■

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

VEILLE SOCIALE



Maraudes et accueils de jours sont des piliers de la veille sociale. Ils sont le premier lien avec les personnes à la rue et forment un maillage autour d'elles pour les accompagner vers une amélioration de leur situation. Ici, la buanderie de l'ESI du Clos Feuquières.*

ALIMOU,
20 ans, accompagné
par l'ESI* Itinérances



« Je suis arrivé de Guinée à 15 ans, avec un oncle que je ne vois plus depuis. On s'est séparés en Espagne. Finalement, il est reparti, il est rentré en Guinée.

Avant d'être dans la rue, j'étais à Metz, dans le Grand-Est, comme mineur isolé. Je n'ai pas été retenu, la situation s'est compliquée pour moi et finalement je suis venu à Paris. J'ai passé une année dans la rue, c'était un peu difficile.

Je dormais dehors, et un ami m'a dit « il y a un endroit au moins où tu peux aller, des fois te laver, prendre une douche, prendre un café et puis aussi ils font du suivi social ».

J'ai rencontré l'association, j'étais au bout de mes forces. C'est à la dernière minute que j'ai connu Itinérances, en 2022, au moment où je me décourageais. Je venais d'avoir 18 ans.

Itinérances, ils m'ont aidé dans beaucoup de trucs. Quand je suis arrivé ici, toutes les situations étaient mélangées, j'étais totalement perdu, je ne savais pas par où commencer, je n'avais pas de situation du tout.

Ils ont commencé d'abord par faire une domiciliation, la carte AME, le dossier pour mon logement, l'hébergement ; j'étais malade, ils ont fait le suivi à l'hôpital, l'opération... Je suis satisfait, ils sont à l'écoute, ils nous écoutent tous malgré que chacun a ses problèmes. Comme ça fait longtemps que je viens, j'ai plein d'amis.

Les démarches pour les papiers, c'est ici aussi. On m'a accordé la protection subsidiaire.

J'ai un hébergement maintenant, à Mantes-la-Jolie, depuis décembre 2022. C'est Itinérances qui m'a aidé à monter le dossier, à appeler le 115, voilà.

J'ai eu de la chance, j'ai eu une chambre à moi seul. C'est un foyer. On est nombreux, mais au moins chacun dans sa chambre. Il y a des travailleurs sociaux, mais en tout cas depuis que je connais Itinérances, je continue le suivi ici. J'ai plein d'amis au foyer, c'est là que je les ai connus.

Ils m'ont aidé à travers les stages, aussi : je faisais le ménage dans les bureaux d'Aurore, vers Montparnasse, en stage avec Les ateliers de La Garenne. On partait aussi à Nanterre-Préfecture, Versailles, Puteaux... Ça a duré une année.

Actuellement je travaille sur mon projet professionnel : je souhaite être mécanicien. Je fréquente l'Ecole de la deuxième chance. Ça se terminera en novembre. Au début, c'était « Comment trouver son projet professionnel ». Et ils nous accompagnent pour choisir un métier, de telle sorte qu'on puisse tester les métiers et voir ce qui nous plaira.

Après je ferai une formation spécialisée dans la mécanique. Pour le moment, je suis à la recherche de stages : il me faut 3 stages pour que ça puisse être validé. J'en ai trouvé, il reste à remplir la convention.

Des fois à Itinérances ils organisent des trucs, d'autres associations viennent faire des interventions. C'est comme ça que j'ai intégré l'association Côte à côte : on a des binômes, on échange avec d'autres personnes, des inconnus, on se fait des amis. On assiste aussi à des événements, on fait des sorties au musée, on découvre des endroits ; c'est un mélange de nationalités, on rencontre des personnes qu'on ne connaissait pas, en fait, quelque part, c'est surmonter des défis, c'est sympa.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

URGENCE ET HÉBERGEMENT



Les salariés du groupe métier échangent sur des thématiques aussi diverses que le droit des étrangers, le vieillissement des publics, l'accompagnement à la parentalité... Ici, le CHU Marly-le-Roi.

OUSMANE,
41 ans, résident
au CHU* Les Alizés



« Je suis arrivé en France en 2021 avec le regroupement familial. Mon épouse est française. Je suivais des cours de français avec l'ACIFE, et Initiative Emploi m'a aidé à trouver mon travail.

Avec ma femme, tout se passait bien. J'avais un emploi fixe dans l'entretien des bâtiments, je payais le loyer, Je l'aidais à la maison ; après on a eu des problèmes, on ne se comprenait plus, c'était trop difficile, elle ne voulait pas communiquer avec moi, elle m'a mis

dehors. Des fois je dormais où je travaille, des fois dehors. Ça a duré quelques mois, c'était l'hiver, il faisait froid, il pleuvait, la Croix-Rouge me donnait des sacs de couchage, des cafés, quelque chose de chaud à manger, de l'eau. Le 115 aussi m'a bien aidé.

Initiative Emploi m'a fait rencontrer Aurore en 2023.

Avec eux je me sens à l'aise, en sécurité. Après un an et demi, j'ai perdu mon travail parce que je n'ai plus eu de titre de séjour. Aurore a continué de m'aider pour les démarches et de m'héberger. On est 6 dans une maison, je m'occupe du jardin, ça fait du bien, ça permet de décharger le stress.

L'équipe des Alizés m'a trouvé un emploi aux Ateliers de La Garenne, je fais le ménage, des fois je mets des publicités dans des enveloppes, j'assemble des cartons... Ils m'ont avancé sur beaucoup de choses, les démarches, le titre de séjour, même ma fille...

Parce que pendant 2 ans je n'ai pas vu ma fille. Ça me faisait trop mal, j'ai fait tout avec ma femme pour s'entendre, mais elle ne voulait pas.

Ici il y a la loi et Aurore m'a fait connaître mes droits. On a fait les démarches pour que je puisse voir ma fille. On est arrivés jusqu'au tribunal. Maintenant, j'ai le droit de visite tous les 15 jours chez sa maman.

Depuis il y a du poids qui s'est enlevé sur moi. J'aimerais faire beaucoup de choses avec ma fille, maintenant ma vie c'est elle. Elle s'appelle Diara, elle a 4 ans. À partir du mois de mars, j'ai le droit de garde du samedi 10h jusqu'au dimanche 17h. Ça va être la fête. Je pourrai rattraper le temps perdu.

Je veux que ma vie s'améliore encore, qu'Aurore continue de m'aider de tout ce que je ne connais pas, parce que quand on part d'un pays, qu'on ne connaît pas les gens ni la façon de vivre, il faut s'intégrer, il faut accepter les coups de main. Ils sont toujours en train de faire des démarches pour moi et à chaque fois je vois une amélioration. Ils m'aident sur plein de côtés, ils sont accueillants, ils sont ouverts vers moi.

Moi je veux améliorer tout, parce qu'ici je dois faire ma vie, j'ai une fille, je dois l'accompagner, j'ai des projets avec elle. Je veux continuer les cours de français pour bien améliorer mon niveau de parler, lire, écrire.

Je suis très motivé, j'ai une fille à aider. C'est pour l'élever, communiquer avec elle, lire des livres avec elle. Quand elle aura des devoirs à faire, je pourrai l'aider.

Je regarde les informations, l'actualité de France pour bien comprendre et bien m'intégrer. Je dois encore bien me mélanger avec les gens, leur culture me plaît beaucoup. On a commencé à parler du titre de séjour, j'ai rendez-vous avec une juriste. Quand j'ai le temps avec mon travail, je vais dans les choses que l'équipe propose : pourquoi ne pas en profiter pour s'intégrer, communiquer, parler d'autre chose ?

J'aimerais bien avancer de tous les côtés. Au pays je faisais du commerce, j'étais aussi chauffeur routier, j'ai fait de la plomberie, de l'électricité, je suis prêt.

Ma fille, j'aimerais que tout le monde me voie avec elle, parler avec elle, comme tout le monde. Moi aussi j'ai une fille ! Ma vie c'est là. Je suis né au Sénégal, c'est vrai, mais on peut faire sa vie là où on veut dans le monde. Là, c'est ici.

Même si Aurore me dit « les papiers sont finis, maintenant tu peux aller tout seul », je viendrai leur rendre visite. Je ne peux pas laisser Aurore, c'est eux ma famille ici en France.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

LOGEMENT ACCOMPAGNÉ



Première pension de famille de l'association Aurore, Maison Molière a ouvert en 2003. Les Pensions de Famille sont un type particulier de résidence sociale, à destination de personnes en difficulté économique et sociale, rencontrant des problématiques personnelles. Leur spécificité réside dans le caractère durable des logements.

FRÉDÉRIC,
57 ans, résident
à la résidence sociale
Morand



« J'ai travaillé 18 ans à l'aéroport, je nettoyait les avions ; à la restructuration de 2007, j'ai négocié mon départ. J'habitais à Argenteuil avec ma femme et mes enfants. Ma femme avait un salon de coiffure. Pendant 2 ans je suis resté au chômage, je m'occupais du petit de 3 ans, je l'emmenais à l'école, je préparais à manger...

Quand les allocations des Assedic ont baissé, j'ai repris le travail, j'ai été agent de sécurité pendant 10 ans. La société a coulé. Après j'ai travaillé dans les parcs et

jardins, pour une association, un chantier d'insertion. J'ai travaillé jusqu'en septembre 2021.

Le 13 janvier 2013, je rentrais du travail, il était près de minuit, ma femme m'a jeté mes affaires par la fenêtre. C'était en hiver, il y avait plein de neige.

Avant d'arriver ici, ça a été difficile. J'ai été à la rue pendant 14 mois, tout en travaillant. Parfois j'allais dormir au CHU* de Nanterre. On nous disait « Si le SIAO* vous appelle et qu'ils vous mettent dans un endroit, même pour une nuit, il faut accepter. Comme ça ils voient que vous êtes volontaires et vous aurez plus de chances d'avoir un appartement rapidement ». Une nuit j'ai dormi dans un gymnase ; la deuxième nuit, justement, une assistante sociale me dit qu'il fallait que je me présente le lendemain dans un centre Emmaüs. Là, on était à deux par chambre. Et de là, Emmaüs m'a proposé de venir ici.

Ça fait 10 ans. Aurore est arrivée en 2017. Ici, j'ai une chambre, une kitchenette, une douche : ça suffit, pour moi tout seul.

Actuellement, je ne travaille plus, ça fait plus de trois ans que je suis en arrêt.

J'ai eu un premier accident, Aurore n'était pas encore là. C'est moi qui sortais les poubelles tous les jours. J'ai glissé et le gros container m'est tombé sur l'épaule. J'ai été opéré deux fois, mais j'ai perdu l'usage de mon bras.

Et le 13 juillet dernier, j'ai eu une triple fracture à la jambe. Je suis sorti le 4 décembre de l'hôpital et j'ai été trois mois et demi en fauteuil roulant.

Depuis qu'il y a un accompagnement social ici, à chaque fois que j'ai besoin d'un document, comme je n'ai pas d'ordinateur, je vais voir ma référente et elle me fait les documents et les démarches.

Pour mon premier accident, la sécurité sociale ne m'a rien versé pendant 6 mois, alors l'assistante sociale m'a accompagné plusieurs fois dans tout Paris pour débloquer les choses. Au bout d'un an, la sécurité sociale m'a dit que mes droits étaient terminés, et maintenant je suis au RSA.

Après mon premier accident, j'ai été reconnu travailleur handicapé, mais il n'y a pas de pension. Je vais faire un nouveau dossier MDPH, pour la jambe. Je ne peux pas rester debout, mais j'essaie de marcher le moins possible avec la canne, pour essayer de retrouver une marche à peu près normale.

Quand j'étais à l'hôpital, c'était l'équipe qui avait ma carte bleue et qui me ramenait de l'argent, des vêtements et tout ce dont j'avais besoin. A chaque fois que je demandais, ils venaient. Je les faisais venir une fois par mois pour limiter, c'est normal, ici ils ont leur travail à faire.

Ils m'ont proposé d'aller dans une pension de famille. Mais retourner en banlieue, ça ne m'intéresse pas. Je participe beaucoup aux activités de la pension de famille Julien Lacroix, à côté d'ici. On a fait des photos qui ont été exposées pendant 15 jours à La Conciergerie. On a eu un repas, à La Madeleine, au Reffettorio ; on a été à la Tour Eiffel, ... Je devais aller aux Jeux Olympiques, mais malheureusement j'ai été hospitalisé...

Il y a beaucoup d'activités, dans une pension de famille. Ce serait bien si j'allais à Julien Lacroix, là-bas je connais tout le monde ; Il faut que je fasse le dossier avec ma référente et on verra bien.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ASILE ET INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS



Aurore a fait entendre sa voix dans le débat public face à la loi Immigration et pris clairement position. Pour contribuer à faire changer le regard sur les personnes vulnérables, l'association a lancé une campagne de communication mettant en avant des exemples d'intégration réussie. L'objectif était de montrer les nombreux succès de l'accompagnement social. Ici, des résidents du CAIR-CAMA, à Paris.

SHAFY,
30 ans,
réfugié à Mende



« Nous sommes entrés en contact avec l'association Aurore par le gouvernement français.

Nous sommes des réfugiés. Avec ma femme et nos deux enfants, on vient de Goma, au Congo, là où il y a la guerre.

On s'était réfugiés à Mayotte et, compte-tenu de ce qu'il s'est passé là-bas, le 26 février 2024 le gouvernement français a décidé de nous évacuer. On était à peu près 300 dans l'avion. On était logés dans les

Yvelines, et, de là, on nous a dispatchés dans différents départements. Nous, on nous a dit « l'association Aurore vous attend à Mende, en Lozère ». Quand on est arrivés à la gare, on a trouvé Frédéric qui était déjà là pour notre accueil.

Fred nous a cherché un endroit calme, qui correspondait vraiment au stress qu'on avait, parce qu'on avait besoin de se reposer et parce qu'on était traumatisés. Il nous a amenés à un bon endroit, où tout se passait bien.

Les démarches et les papiers, tout s'est bien passé. Et l'endroit où il nous a amenés, c'était vraiment chouette, calme, avec des voisins sympas. Ils sont cools avec nous et ils nous ont bien accueillis dans ce village. On a aimé et on a décidé d'y rester.

Les enfants vont à l'école et tout se passe bien, ils sont à l'aise. Ma femme et moi, on va bien. Moi, je travaille, elle, elle est enceinte, donc depuis quelque temps elle ne peut pas travailler. Avant, elle était aide-soignante à la maison de retraite de Chanac. Moi je suis veilleur de nuit, à la maison de retraite aussi.

Je m'occupe des enfants, je les emmène à l'école. Ils ont 8 et 3 ans, maintenant. Ils ont pu sortir du traumatisme parce que l'équipe d'Aurore savait vraiment notre besoin et faisait de son mieux pour nous encadrer et essayer de nous donner ce qui était nécessaire à ce moment. Ils nous ont aidés à prendre rendez-vous à l'hôpital.

Leur maman a un rendez-vous bientôt chez le psychologue, avant qu'elle donne naissance, pour enlever les traumatismes et ce qu'elle avait dans la tête, compte tenu de ce qu'il s'est passé au pays. On a vécu le pire. Après, moi et les enfants, on aura un rendez-vous.

On a quitté l'hébergement d'urgence et maintenant on a un logement social juste à côté, dans le même village, parce qu'on l'avait aimé et on a décidé d'y rester. Tout se passe bien avec l'entourage aussi, c'est un endroit bien et vraiment, on est bien accueillis, et bien intégrés.

Il y aura assez de place pour le nouveau bébé, tout est bien fait, il y a déjà sa chambre préparée. C'est une fille, après deux garçons !

Dans le village, j'ai intégré différentes associations : celle des parents d'élèves, celle de foot et aussi celle de vélo.

J'ai des projets d'avenir professionnel : je préférerais être chauffeur poids lourd. Il me faut reprendre le permis. Hamida m'a donné un livre du code de la route, que j'ai relu, ils m'ont inscrit au code intensif, et j'ai eu mon code. Là je fais ma conduite, j'attends ma date d'examen.

Je suis toujours en bon contact avec l'équipe de Mende. La fois passée, Hamida m'a envoyé une annonce d'un endroit où je peux faire un peu de bricolage, apprendre des bricoles, réparer une radio à la maison, des interrupteurs, ... C'était une bonne expérience.

Vraiment, je suis content avec ma famille, on est tranquilles. On a rencontré des bonnes personnes qui nous ont aidés à aboutir à ce qu'on voulait vraiment. On en avait vraiment besoin.

Ma famille, c'est bon, j'ai le travail, j'ai la maison, et bientôt mon projet professionnel qui va aboutir parce que je suis déjà en route. Il est nécessaire. Ce qui était le plus dur, je l'ai déjà. »



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS



« Je suis arrivé en France en janvier 2022 et je suis allé direct à Lyon. Quand je suis arrivé ici, ils m'ont envoyé 3 jours à l'hôtel et après, ils m'ont envoyé à l'association Forum Réfugiés, où on a fait la demande de reconnaissance de minorité.

Là-bas je suis resté pendant un mois. J'ai été à mon évaluation, je n'ai pas été reçu et j'ai lancé mon recours, qui a été ok.

La Meomie* se charge de l'ensemble de tous les jeunes migrants de Lyon. Ils ont contacté des associations. Ma chance est tombée sur Aurore.

Maintenant je suis dans un appartement partagé avec 3 personnes. On se connaissait depuis longtemps, on était ensemble avant, on a fait les recours ensemble, on a dormi longtemps dehors ensemble.

Je fais une formation de maçon, j'ai commencé en septembre. C'est un contrat d'un an. C'est intéressant, c'est dur, très dur, il y a beaucoup de physique, mais ça me plaît.

Avec l'équipe d'Aurore, il y a des sorties ; mais moi, je ne peux pas tout le temps : comme je m'entraîne au foot, si ça tombe quand j'ai un entraînement, je ne peux pas y aller. Sinon on va au musée, et même dimanche passé, on est allés au stade de Lyon, pour aller voir le match de Lyon.

On m'a proposé beaucoup de choses, mais il faut avoir du temps.

Ça me plaît beaucoup, Lyon, je voudrais rester toujours mais je voudrais aller visiter la Tour Eiffel à Paris.

Pour le moment, je me concentre sur la formation. Après la formation, on va voir ce qu'on peut faire. »

Photo p. 55 : Les MNA sont souvent soumis à une course contre la montre car ils doivent à la fois être scolarisés, accéder à l'insertion, faire une demande de titre de séjour. Un travail de réflexion est mené au sein de l'association pour renforcer la capacité des professionnels de ce secteur à pouvoir répondre à ces problématiques de manière simultanée.

*MEOMIE : Mission Évaluation et Orientation Mineurs Isolés Étrangers : service de la Métropole de Lyon chargé des mineurs isolés étrangers confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.



ABCDEF GHIJKL
MNOP QRSTUV
WXY Z

CA
ABCDEFGHIJKLMN
OPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
Bienvenue en France! Tu viens d'un pays lointain. Tu
veux apprendre le français.
Je veux des papiers français. Si je parle le français
je peux chercher du travail.

ABCDEF
NOPQRS

ACCÈS AU SÉJOUR



L'accès au séjour est perçu comme un véritable parcours du combattant, tant pour les personnes concernées que pour les professionnels (prise de rendez-vous en préfecture, délais, procédures dématérialisées...), d'où le besoin permanent d'information de la part des équipes.

**VIRGINIE
NKWACHOU,**
53 ans, résidente
chez Cœur de Femmes



« Ça a été une joie immense quand la Préfecture a dit que mes papiers étaient prêts. J'ai crié de joie, après tant d'années de galère, de souffrance...

Je suis arrivée en France en 2011. J'étais battue par le papa de mes enfants, jusqu'au point de passer à la tuerie. Alors j'ai été obligée d'aller me cacher ; je suis arrivée à Paris en décembre. J'étais à la belle étoile. En mars, je me suis réveillée paralysée, d'un coup.

C'est le syndrome des Loges, une maladie qui atteint les muscles. Les médecins ont fait tous les examens, ils n'ont pas su ce qui avait causé ça. Ils m'ont opérée des deux jambes. Ça a été un calvaire : deux ans sur un lit d'hôpital !

Maintenant, j'ai de la rééducation à vie, parce je n'ai pas de force dans les pieds, je ne peux pas marcher longtemps.

Quand je suis sortie de l'hôpital, j'étais dans un CHU* chez Aurore. L'assistante sociale a fait les démarches et j'ai eu un titre de séjour maladie. Après je devais aller chez Cœur de Femmes, mais j'étais en fauteuil roulant. Quand j'ai compris que je ne pourrais pas y aller avec le fauteuil, j'ai commencé avec les béquilles, j'ai forcé, je tombais à tous les coups. J'ai dit « Je ne monterai plus dans le fauteuil ! ». Je ne lâchais pas le morceau. J'ai dit à la maladie « Toi, je n'avais pas rendez-vous avec toi ! Sors de moi tout de suite ! ». J'avais un moral d'acier.

Une fois chez Cœur de femmes, j'ai voulu travailler, garder des enfants. Pour passer mon entretien, j'ai caché mes béquilles derrière un banc public ! Je les ai reprises en repartant, et je ne les utilise presque plus. Le lendemain, j'étais retenue ! J'avais les papiers de maladie, j'ai été déclarée et j'ai gardé des enfants de 2015 à 2021.

En 2020, mes papiers de maladie se sont arrêtés. Là, ça a été la dépression. Avec mon référent, on a essayé tous les recours, en vain.

De 2016 à 2023 je me suis occupée de personnes âgées. Je n'avais plus de papiers, je n'étais pas déclarée. J'ai aussi fait du bénévolat.

Avec mon référent, on a vu qu'on pouvait faire le recoupement des 10 ans de présence sur le territoire. J'avais plein de preuves, c'est ce qui m'a sauvée.

Le 3 avril 2024, j'ai eu 52 ans, et le 10, j'ai eu mon titre de séjour. Ça a été mon cadeau d'anniversaire, je n'oublierai jamais.

J'ai une fille, un fils et un petit-fils de 2 ans. Fin avril, je suis allée les voir, ça faisait 13 ans que je ne les avais pas vus ! J'ai vu la tombe de maman ; elle est décédée et je n'étais pas là. Ça m'a fait beaucoup de remords. J'étais contente de retrouver ma terre natale. J'ai promis aux enfants de revenir. Mais il faut que j'avance dans mes démarches administratives et que je travaille.

Avec le référent, j'ai refait mon CV pour travailler dans un service d'accueil ou à la caisse : là où il n'y a pas de lourde charge, puisque je ne peux plus tenir longtemps debout. Je veux un travail normal, 35 heures ; je suis reconnue MDPH*, mais je m'en fous ! Moi je veux mes 35 heures, travailler comme tout le monde.

Je viens d'apprendre que j'étais prise pour une formation de 6 mois, je suis très contente, parce que rester à la maison, ce n'est pas bien. Je m'ennuie quand je ne fais rien ! Quand on sort, on voit des choses, ça nous épanouit, les idées noires dans la tête, ça s'envole. On ne peut pas recevoir son titre de séjour et rester là les bras croisés ! Il faut mettre tout en exercice, faire les démarches, aller même là où on ne veut pas nous recevoir... La manne ne viendra pas du ciel !

La vie n'est pas rose tout le temps, mais il faut bouger. Moi je bouge beaucoup. Je marche tous les matins malgré mes difficultés aux jambes : je ne me laisse pas faire ! J'ai toujours été une battante.

Pour le logement ça se passe aussi très bien. J'ai fait la demande de logement social, une demande DALO puis le recours. Maintenant j'ai reçu l'accusé de réception et j'attends. Tout me revient sur la tête tout d'un coup, donc je suis très contente ! Moi je suis toujours souriante, parce que j'ai trop souffert dans la maladie. Si on me fait du mal, moi je ris. Je ne me prends pas la tête, j'avance.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

ADDICTION



Pour les personnes souhaitant cesser de consommer, l'association gère différents centres résidentiels, dont deux communautés thérapeutiques. Ici, une fête des anciens à la CT* d'Aubervilliers.

ALFRED,
44 ans, accompagné
par le CSAPA Ménilmontant



« Je viens d'une famille avec un manque d'amour et d'attention. C'est toujours ça à l'origine des addictions. Ma mère, mon parrain, ma marraine... tous mes modèles sont morts de l'alcool.

J'ai commencé le shit à 11 ans, puis la clope et l'alcool. En 2005, je découvre la cocaïne, hypervalorisée dans mon cercle d'amis artistes... Malgré 3 pneumothorax et une opération du poumon, je fume du shit et 1 paquet de clopes chaque jour; la cocaïne potentialise l'alcool. Ça ne va nulle part, je le vois.

En 2010, injonction thérapeutique, je suis orienté vers un CSAPA pour un suivi psychothérapeutique. Je n'arrête rien, mais la graine est plantée pour 10 ans après.

J'alterne phases de grosse consommation et moments où je redescends un peu en intensité : la cocaïne, il faut suivre financièrement ! Je frôle des problèmes physiques lourds, d'autres avec la justice, des accidents, mais ça tient toujours. Mi-2019, ça commence à aller très mal au travail ; ma mère déclare un cancer du pancréas et un œdème au cerveau. À son décès début 2020, je décide d'arrêter de boire, tout seul.

Je ne vois pas que la coke s'étale à la place de l'alcool. Mars 2020, premier confinement ; au travail, on a 3 décès en 3 semaines. Tout se donne rendez-vous en même temps, ça me submerge.

Puis je suis licencié. Tout s'effondre ; physiquement, je ne peux pas aller plus loin. Je suis à 53 kilos, et entre 4 et 6 grammes de coke par semaine, plus le shit. Je suis complètement désocialisé, je fais des delirium tremens, des attaques de panique. Tout dans ma vie est devenu trop compliqué.

Un CMP* me suit pour les tendances suicidaires, et je commence l'anamnèse de ma famille. Forcément, ça produit des effets bénéfiques. Petit à petit, c'est un raz-de-marée qui se retire, je suis lessivé mais je redescends tranquille mes consommations.

Fin 2021, ça va un peu mieux, j'ai repassé les 60 kilos. J'attrape le covid ; un jour, je sens un picotement dans un poumon, je reconnais un pneumothorax. Aux urgences, on me donne du Tramadol. Je me défonce avec, c'est le pot-pourri. Les crises d'angoisse sont toujours là, je ne mange plus, mon état s'aggrave et je suis hospitalisé. À ce moment-là, je suffoque toutes les nuits, j'ai très peur. C'est le bon moment pour voir un addicto : en 15 ans, la situation est trois fois pire. Quand on diagnostiquera le TDAH*, je comprendrai que ça ne m'aide pas non plus.

Après l'hôpital, pour la première fois je m'occupe de ma santé ; 3 mois de kiné respiratoire me font ouvrir les yeux : j'aurai un truc, une pleurésie tous les ans. Je sais que là, c'est le dernier carat. Sans vouloir être abstinent sur rien, je me dis « Il va falloir réduire les risques », et je contacte le CSAPA Ménilmontant.

Aujourd'hui, à mon rythme les choses sont en cours. Déjà, j'ai 3 ans sans alcool, et un vrai suivi, psy et addicto. Quand ça ne va pas, je sais où parler, je fais confiance. Demander de l'aide, il n'y a qu'ici que je l'ai trouvé. On travaille les angoisses liées au TDAH, ça va mieux. J'ai arrêté la clope. Là, on travaille sur

mes 2 à 4 pétards par jour. Je consomme encore 2 grammes de coke par semaine. Très petit à petit, je règle des trucs, je me dis qu'en juin, il n'y aura plus de combustion. Oui, un chaque année, c'est bien. Quand on voit d'où je pars...

Je vais surtout d'abord essayer de me resocialiser. Je commence à rencontrer des gens avec qui l'alcool n'est pas une modalité centrale. Je suis prêt pour la cure, je vise 2026. Arrêter de consommer, ça n'arrive que parce qu'on travaille dessus et qu'on est entouré et surtout, tout le temps.

Sans le CSAPA, je n'aurais pas réussi : aujourd'hui, je peux entrevoir sereinement la fin de la défonce, ce qu'il y a un an je ne pouvais pas imaginer. C'est très simple : on lutte, chaque heure sans les produits est gagnée.

Je ne me fais pas encore assez confiance pour dire qu'il n'y aura pas de rechute. Mais quand on investit du temps, je ne veux pas me foutre de la gueule des gens, j'ai une responsabilité face à mon addicto, c'est un contrat social.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

SANTÉ - PRÉCARITÉ



L'équipe mobile Santé précarité intervient dans le nord de la Seine-et-Marne. Son camping-car équipé lui permet d'aller au-devant de personnes résidant dans des hôtels sociaux, des centres d'hébergement d'urgence ou des lieux de vie informels.

BADJI,
52 ans, résident aux
ACT* Bords de l'Oise



« Je suis venu du Mali faire des bilans parce que j'étais un peu souffrant. J'ai un frère ici, il m'avait invité à loger chez lui. C'était pour un mois, il n'y avait pas de problème.

Le monde s'est écroulé sur moi quand on m'a dit que j'avais une insuffisance rénale et qu'il faut forcément faire 3 dialyses par semaine à l'hôpital. Quand il a été dit que je devrais rester, la cohabitation est devenue très difficile. Au bout de 4 mois, mon frère m'a mis dehors. À ce moment, j'étais très affaibli.

J'ai été prévoyant, parce que j'ai senti que ça allait devenir compliqué chez lui et j'appelais le 115 les jours où je ne faisais pas la dialyse. Quand le 115 me donnait une place, j'allais y dormir. Le 23 mai 2023 il m'a mis dehors. Le 115 connaissait ma situation, et j'ai pu aller dans un CHU le jour-même, pendant 16 mois; l'assistante sociale de l'hôpital a fait la demande d'ACT à Aurore.*

Depuis mon arrivée ici, j'ai retrouvé ma tranquillité, j'ai surtout retrouvé ma dignité. Je partage une maison avec deux personnes, ça se passe très bien. Sur le plan de la santé, je me porte très bien. Je vais à l'hôpital 3 fois par semaine, les dialyses durent 4 heures, c'est fatigant.

Je vois l'assistante sociale chaque semaine, l'infirmière au moins deux fois par mois; le psychologue, une fois dans le mois. L'auxiliaire passe régulièrement voir comment ça se passe. Ils sont très professionnels et, surtout, avec le respect de la dignité humaine. Ça, c'est très important, même si nous sommes dans une situation de faiblesse.

J'apprécie beaucoup le travail qu'ils font, dans le respect du droit, dans le respect de l'homme. Si le chef de service nous voit dans le couloir, il vient nous serrer la main et nous demande comment ça va. Ce sont des gestes qui ont beaucoup d'importance pour moi. Chaque personne a droit au respect de sa dignité, et c'est ce qu'on a ici.

Aujourd'hui j'ai ma carte de séjour; la MDPH a accepté mon dossier; j'ai entamé les démarches auprès de la CAF avec l'assistante sociale pour l'AAH*. J'ai eu ma carte vitale, la Carte Mobilité Invalidité et la RQTH*.*

Pour être ici, il faut avoir une maladie chronique. Chacun a une histoire, est venu avec des problèmes, a dû dépasser des difficultés. Et peut-être, chacun a eu des beaux jours avant d'arriver ici. Moi j'ai près de 25 ans de mariage, j'ai vécu dans ma famille, dans mon appartement, et tout d'un coup je me suis retrouvé dans un CHU, dans une chambre de 8 personnes... Ce n'était pas facile. Mais tout ça c'est dans les oubliettes, ici j'ai dépassé tout ça. Ma tête est en train de sortir de l'eau et je pense que ça va aller.

La seule chose qui me préoccupe, c'est d'avoir un boulot. J'ai en tête 3 projets: gardien d'immeuble, agent polyvalent dans un établissement scolaire, ou agent d'administration, d'accueil. Il faut que ce soit compatible avec mon état de santé, on m'interdit de prendre des charges.

J'ai commencé à travailler à 23 ans, je n'ai jamais chômé une journée. J'ai travaillé 19 ans dans une ONG dans la santé, la prévention du paludisme, du VIH-sida et de la tuberculose.

J'ai beaucoup voyagé, j'ai fait presque toutes les régions du Mali. J'ai beaucoup travaillé sur les financements américains. C'était très intéressant, très bien payé aussi.

Au Mali, j'ai une femme et trois enfants. Le dernier a 11 ans, on s'appelle tous les jours.

Peut-être que ma femme et mon dernier fils me rejoindront mais pour le moment cette idée ne m'enchant pas beaucoup: déjà pour ma femme, venir ici, reprendre tout à zéro... Elle est comptable et si elle venait ici ce ne serait pas possible de trouver un poste de comptabilité. Je ne pense pas beaucoup à cette idée pour le moment.

Avec l'assistante sociale d'Aurore, on a fait une demande de logement social. D'abord, il faut que j'aie un revenu.

En tout cas, personne ne souhaite rester comme ça: il faut être indépendant! Déjà, c'est une très grande chance pour nous d'être là, soutenus, accompagnés. Mais à un moment donné, il faut savoir quitter, il faut savoir sortir et puis voler par ses propres moyens.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

HANDICAP ET SOINS PSYCHIQUES



Atelier d'arts plastiques au foyer du Labrador, un foyer de post-cure psychiatrique dont la mission est de consolider la stabilisation psychique des personnes et d'élaborer un projet de sortie adapté, tout en renforçant le lien social et en les amenant vers plus d'autonomie. Il accueille des femmes adultes présentant une pathologie psychiatrique stabilisée, ayant une activité dans la journée (HdJ*, ESAT*, emploi... et nécessitant un hébergement avec soins.

ÉLODIE,
27 ans, salariée
en insertion
à l'ESAT* Santeuil



« Ici, c'est mon premier travail en milieu protégé. Depuis que je suis jeune, j'ai ma déclaration de handicap. Je suis née avec une malformation des pieds. Quand j'ai commencé à travailler dans le milieu ordinaire, je n'étais pas assez rapide, on ne me gardait pas.

J'ai aussi été suivie en CMP* pour l'hyperactivité, et encore aujourd'hui je suis suivie par un psy.

La restauration, j'adore depuis que je suis jeune! Ma mère faisait la cuisine, mon père était boucher. À 10 ans j'allais avec lui à Rungis à 4 heures du matin et j'aidais. C'est comme ça que j'ai appris.

J'ai fait mes études au lycée Belliard, dans le 18^e. Ils font restauration et cuisine. J'ai fait un an de cuisine et j'ai eu mon CAP de pâtisserie avec en plus une mention « desserts sur assiettes ». C'est à ce moment qu'on a découvert ma malformation des pieds, mais j'ai voulu continuer et j'ai commencé à travailler.

Au début, j'étais en boulangerie-pâtisserie, mais les horaires étaient très durs: on commençait à 3 heures du matin... Après j'ai travaillé dans des restaurants étoilés. Je n'ai pas de bons souvenirs. Les gens ne se respectaient pas, il n'y avait pas d'esprit d'équipe, c'était horrible.

J'ai fait une demande auprès de la MDPH*, et j'ai été prise ici, ça fait presque 4 ans. Ici, ça se passe super bien! Au début, j'étais un peu timide mais j'ai une très bonne équipe et des moniteurs super-sympa; avec mes collègues, chacun trouve son équilibre: si l'un n'y arrive pas, l'autre aide...

Dans l'équipe, on est 13 ou 14. On se distribue les postes, et toutes les 2 semaines, on change: un coup au chaud (les préparations, la réchauffe, la mise en place) et un coup au froid (les entrées, les desserts, les bases). Tout est cuisiné ici.

La pâtisserie me manque un peu mais des fois, on fait des galettes des rois, une tarte au citron meringué, des brownies...

Je me suis fait des amis parmi mes collègues, des fois on va prendre un pot ou un dessert à l'extérieur.

Avec les encadrants, ça se passe bien. On a 2 moniteurs dans chaque équipe. Tous les mois on a une réunion par équipe. On explique si ça va bien, s'il n'y a pas de problème...

On a aussi les CVS. C'est 4 personnes, qui sont élues dans les équipes, et le chef de service, la secrétaire et les chefs.

Moi, je suis élue au CVS depuis l'année dernière. On se réunit et on parle sans qu'il y ait les salariés, pour voir s'il peut y avoir des améliorations, s'il y a des problèmes...

Être ici, ça m'a permis de me poser et de déstresser. J'ai pris confiance en moi; dans mon travail, je suis autonome. Je pense que je vais rester dans la restauration. Je ne me vois pas assise dans un bureau, je suis physique!

L'année dernière, j'ai fait partie d'une équipe de l'ESAT qui a passé un concours national, qui s'appelle Cap'handicook. Nous avons remporté le premier prix! J'ai ramené la coupe à l'ESAT et j'en suis très fière. C'est une belle expérience pour montrer qu'on peut faire de grandes choses même en étant handicapé.

J'ai des projets, je fais des économies pour partir dans le Nord. Mon partenaire est là-bas et on a prévu d'acheter une maison. Mais c'est compliqué de trouver un CDI, et tant qu'on n'en a pas, on ne peut pas acheter.

Mon projet, c'est de faire des stages là-bas pour voir comment ça se passe, parce qu'il y a quelques ESAT en restauration. Ce qui est bien, c'est qu'ici, ils accompagnent: on peut aller faire un stage là-bas pendant 15 jours et si ça ne va pas, on revient ici. C'est super bien, franchement!



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

PAIR-AIDANCE, COUNSELING ET APPROCHE COMMUNAUTAIRE



Plusieurs journées de travail ouvertes aux usagers des services d'Aurore permettent aux personnes intéressées par le travail pair de réfléchir à un parcours de professionnalisation. Un temps pour comprendre les contours du métier, les statuts, les enjeux et les possibilités au sein de l'association.

DAVID,
50 ans, travailleur pair
dans l'équipe
du CHU* Phénix



« J'ai tout perdu avec la consommation. L'alcool est entré dans ma vie à 9 ou 10 ans. Mon père était très dur avec nous, on ne parlait pas, il ne montrait pas ses sentiments. Je crois que j'ai eu un gros manque et que consommer, c'était essayer de mettre un pansement dessus. À 15 ans, ça a été le cannabis, puis l'héroïne, la cocaïne... J'étais vraiment en souffrance, c'était profond.

Après 2 mois au centre de Bucy-le-Long, ça a été ma première abstinence. J'ai rechuté après 3 ans :

il y avait encore du travail. J'ai eu beaucoup d'abstinen-
ces, et beaucoup de rechutes.

Mon père est tombé malade. Juste avant qu'il décède,
il a pris ma main fort, m'a regardé dans les yeux et a
dit « David », et puis ça a été fini. Je pense qu'il me
demandait pardon ; ça m'a aidé.

Petit à petit, je suis redevenu abstinent. Lorsque
la mère de mon deuxième fils m'a quitté, je me
suis senti tellement abandonné que j'ai rechuté.
Je consommais 5 à 6 grammes d'héroïne par jour ;
j'ai découvert la colline du crack, ça a été la descente
aux enfers, j'ai sombré, j'ai dépensé toutes mes éco-
nomies. J'ai passé 2 ans à la rue, à fumer du crack,
dormir dehors, faire la manche... J'en avais marre,
j'étais au bout du bout, je pense que je voulais mourir.

J'ai rencontré quelqu'un des maraudes d'Aurore. Petit
à petit, on a mis en place le RSA, la CMU, on a refait
mes papiers. Je suis parti à la communauté thérapeu-
tique d'Aubervilliers et un gros travail a commencé.
J'ai compris que ma maladie sera toujours là et que
je dois être vigilant. J'ai appris aussi à dire les choses
et c'est ça qui a changé, dans ma relation avec les
autres, et dans ma relation avec moi.

Un jour on m'a parlé du travail pair mais je ne voulais
pas être trop près des usagers. Je suis abstinent mais
je reste quand même vigilant. On m'a dit qu'un poste
venait de s'ouvrir ici, pour travailler avec des grands
marginiaux, j'ai rencontré la chef de service et j'ai dit
« Là, il n'y a pas de doute ! ». Je suis très intégré, ça
se passe très bien, on est une super équipe, vraiment.

Beaucoup des personnes qui sont là ont des mala-
dies mentales, d'autres ont des addictions. Je suis
au quotidien avec les résidents, j'essaie de créer une
relation de confiance entre eux et les travailleurs
sociaux. On discute, je suis un peu médiateur, un
peu confident aussi... C'est ça qui est difficile dans
le travail pair : on est des professionnels, mais on a
une espèce de proximité.

Je parle de moi, de mon parcours, et tout de suite
il y a une espèce de truc qui se passe. Là, il y a trois
personnes qui ont des problématiques avec le crack
et petit à petit elles commencent à entrer dans un
parcours de soin. Je les accompagne, je passe beau-
coup de temps avec elles au quotidien.

Ca a été une sacrée histoire, quand même, d'être
arrivé là où j'en suis aujourd'hui, ça a été un très
long combat... Jamais je n'aurais pensé être là, dans
un bureau, je pensais que j'allais crever dans la rue.

Le temps que j'ai perdu, avec ces consos... J'aurais
fait quoi, si je n'avais pas consommé ? J'aurais été
où, j'aurais réalisé quoi ? Peut-être rien, peut-être des
grandes choses ! Peut-être que mon histoire, c'est ça et
que ce je dois faire aujourd'hui c'est un peu donner aux
autres. Je pense qu'on a besoin des travailleurs pairs
dans notre société, c'est important. Tout le monde
peut l'être, dans l'addiction, dans les traumatismes, ...

Maintenant je suis en couple et on a le projet de
prendre un appartement ensemble. Je vais aussi
passer du temps avec mes deux fils, on va rattraper
le temps perdu. »



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

INSERTION PROFESSIONNELLE



L'Équipée Belle accompagne des salariés en CDDI vers l'insertion professionnelle dans le domaine de l'entretien d'espaces verts. En parallèle, ils bénéficient d'un accompagnement vers un emploi durable : définition du projet professionnel, période d'immersion en entreprise, formations...*

MAELYS,
21 ans, salariée
en insertion à l'ACI*
Kiwi Bar, à Troyes



« Je suis originaire de Troyes et ça fera bientôt 8 mois que je travaille en cuisine au Kiwi Bar, au Foyer Auboïs ; je vais bientôt résigner un contrat pour 4 mois.

En juin, j'ai commencé à La Guinguette, qui a ouvert dans le parc de Sainte-Savine. C'est sympa, La Guinguette, c'est convivial et puis ça a un beau cadre. C'est dans un parc donc il y a pas mal de familles, des habitués.

L'été, avec toutes les activités, on avait beaucoup de monde. À part quand il pleuvait, on atteignait un bon chiffre d'affaires tous les soirs.

En général les gens prenaient des panini, des frites, des boissons, et on faisait des gaufres, des crêpes, des glaces, aussi. Ça partait vite, il fallait en refaire, on avait beaucoup de clients!

Maintenant que c'est l'hiver, il fait froid, on n'avait plus beaucoup d'activité, alors l'équipe de La Guinguette est venue au Kiwi Bar.

Je suis en cuisine, ça se passe super bien, je suis épanouie. Je cuisine pour le restaurant et je m'occupe particulièrement de la maraude. Le K-mion Bleu vient chercher les plats que je prépare tous les midis, pour 20 personnes sans domicile. Je fais aussi un plat végétarien par semaine, mais je mets des protéines, pour qu'ils aient tout ce qu'il faut. Je fais aussi attention qu'ils aient quelque chose de chaud quand il fait froid.

On prépare aussi les plats pour le resto, et les desserts, les cookies ou les gâteaux pour le Kiwi Mag qui se trouve au Foyer Audois. C'est un petit bar qui vend des cafés, des boissons, des cookies et des crêpes pendant les brocantes, à La Chapelle-St-Luc. On est 3 personnes en cuisine, avec l'encadrant technique. Je trouve les encadrants super. De base, j'étais au service, je leur ai montré que j'aimais bien la cuisine, et dès qu'une place s'est libérée, ils m'ont fait passer en cuisine. Ils écoutent les besoins des employés, donc déjà c'est vraiment pas mal. Ils me permettent aussi de trouver ce que je veux vraiment faire plus tard. La cuisine, ça me passionne, j'adore. Les encadrant techniques m'apprennent de nouvelles choses et j'en apprend aux autres.

Des fois je propose des choses. Quand on me dit que ça fait un petit peu trop restaurant étoilé, on ne le fait pas. Mais j'aime bien tenter de nouvelles choses. Je m'amuse, en fait, en cuisine, clairement, et ils me laissent faire. J'ai été aussi pas mal sur les prestations de traiteur et ils m'ont donné carte blanche.

J'ai plusieurs idées de métier : assistante sociale, ça me plairait bien, donc je cherche des stages pour tester si j'aime vraiment. Hier, on a eu un stage en traiteur, qui m'a beaucoup plu aussi. Il y a aussi l'import-export à l'international. C'est différent, mais j'ai un diplôme dans le commerce. Pour l'instant je suis un peu perdue, et là j'ai l'opportunité de faire des stages, donc je vais en profiter. Et puis peut-être une formation, aussi, ou reprendre mes études, je ne sais pas encore.

Ça fait du bien d'avoir une activité, d'être dynamique ; j'ai eu beaucoup de mal à trouver du travail, donc, déjà, ça fait du bien ! Et puis c'est un travail qui me plaît, je suis en cuisine, donc forcément je suis épanouie dans ce que je fais.

Ça n'est vraiment que bénéfique. Les encadrantes techniques sont géniales, rien à dire, elles sont à l'écoute, elles sont bien.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

FORMATION



En 2024, 33 personnes ont été formées au métier de technicien data center via le programme des Plombiers du numérique, une formation courte et pré-qualifiante destinée aux habitants de Seine-Saint-Denis en recherche d'emploi et non qualifiés.

HALUK,
26 ans, ancien stagiaire
des Plombiers du numérique



« À un moment, j'étais perdu dans ma vie, je n'étais pas du tout dans les études. Un ami m'a parlé de la formation des Plombiers du numérique avec l'association Aurore, et j'y suis allé.

Avec une formation dans le data center, on arrive directement dans le monde du travail avec une base très complète qui fait qu'on a une compréhension plus globale dès le début. Moi, ça m'a beaucoup aidé. Ensuite, il faut avoir la volonté d'apprendre quand même vu que tous les jours, on a des nouvelles tech-

nologies, des nouveaux câbles ; mais au moins la base y est et c'est très constructif.

Pendant la formation, on nous aide à trouver un stage. Les Plombiers du numérique ont des entreprises partenaires. Les stages peuvent déboucher sur des contrats – des CDI à 90%. On peut même choisir de travailler en freelance ; d'autres choisissent l'intérim.

J'ai signé un CDI chez Metaline pendant mon stage. J'ai commencé comme tout le monde comme technicien data center. Après 6 mois, j'ai évolué comme référent technique : je manageais une équipe sur la partie opérationnelle. J'y ai passé un an. Chez mon employeur actuel, Jiliti, on a des clients variés : ça peut être, comme pour moi aujourd'hui, Gaz réseau de France.

J'y suis arrivé comme gestionnaire de la demande. Ça consiste à retransmettre sur le terrain la mission confiée par le client. Il me disait « On a besoin d'installer 10 serveurs » et mon but c'était que tout se passe bien. Je gérais les prestataires qui faisaient cette installation, tout en respectant les normes du client.

10 mois après, je suis devenu responsable des opérations data center et team leader IT : je manage les gestionnaires de la demande. Mon rôle, c'est de tout planifier : stock, livraison, réception ou envoi, coordination des prestataires et sécurisation de leurs interventions.

Aujourd'hui, avec mon équipe, on a une satisfaction client qui est de 100%. Le matin je suis très content de me lever parce que je sais que le client me fait confiance. Il est très satisfait de mon travail, malgré mon âge, j'arrive à bien supporter la pression du travail. Mes responsables me font également confiance. Cette base de confiance entre Jiliti et GRDF fait que ça dure. Tout se passe bien et c'est grâce à mon équipe. Moi, je veux bien les manager, mais si d'eux-mêmes ils n'avaient pas cette volonté-là, je n'aurais pas pu arriver à ce stade de satisfaction.

Aujourd'hui, ça fait 3 ans et demi que je suis dans le secteur et j'ai déjà fait 3 évolutions. J'ai eu de la chance, aussi, parce qu'il y a eu des opportunités, mais j'ai aussi su les saisir.

Je conseille cette formation à toutes les personnes qui sont perdues dans leur vie, moi quand j'ai trouvé ma voie dans le monde du data center, j'avais 22 ans. Je vais continuer à avancer, ce n'est qu'un début de carrière. Avec cette formation, on commence comme technicien data center, mais on peut continuer sur des voies très différentes : chefferie de projet, urbanisme,

infrastructures : climatisation, électricité... Si d'autres préfèrent l'administratif ou le management, il y a une voie pour ça... Il y en a qui veulent rester techniciens toute leur vie, mais qui gagnent très bien leur vie. Dans le data center, on n'est pas bloqués au niveau des salaires.

Chacun doit essayer tout ce qui est possible dans le data center et ensuite choisir : on a tellement de voies possibles ! Des possibilités infinies ! Aujourd'hui l'IA arrive : encore une branche qui s'ouvre ! Des branches, on en a de plus en plus chaque jour.

Beaucoup de personnes ont contribué à ma réussite d'aujourd'hui et je veux essayer moi-même de contribuer à la réussite des nouveaux. Je leur dis, quand je fais des interventions : « N'hésitez pas à m'ajouter sur LinkedIn si vous avez des questions, si je peux vous aider à avancer, si vous avez des doutes, n'hésitez pas à m'en parler. Franchement, ce serait un grand plaisir. »



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

HELLO
AURORE
★

CRAES

ASUS





LES PERSONNES AU CŒUR DES ACTIONS

- 74 LA PARTICIPATION
- 76 LES PARTENARIATS ET LE MÉCÉNAT
- 78 LA CULTURE, UN DROIT FONDAMENTAL
- 80 LE SPORT, LEVIER D'INSERTION
ET DE SANTÉ
- 82 ANCV : LE PARTENARIAT POUR LE DROIT
AUX VACANCES
- 84 LE BÉNÉVOLAT : UN ENGAGEMENT
EN PLEINE TRANSFORMATION

« *La personne accompagnée est au cœur des actions* » : cette affirmation est une conviction qui anime toutes les équipes de l'association, quelles que soient les modalités de leur accompagnement. Il s'agit, quotidiennement, de répondre aux besoins de femmes, d'hommes et d'enfants dans le respect de chacun. L'humanisme qui fonde l'action sociale implique de placer la personne au cœur du projet d'accompagnement, dans sa co-construction, sa réalisation et son évolution.



LA PARTICIPATION

UNE VALEUR CENTRALE QUI GUIDE LES ACTIONS

2024 s'inscrit dans la continuité des choix stratégiques antérieurs, en confirmant l'importance centrale de la participation et de l'expression des personnes accompagnées dans les actions menées par les services. Ce sont des leviers qui favorisent l'autonomie des personnes accompagnées et l'amélioration continue des pratiques.

Les services affirment de plus en plus que chaque personne accompagnée est un acteur à part entière, reconnu dans son individualité et dans sa capacité à agir sur son environnement. Cette vision s'enracine dans la reconnaissance de l'autonomie et de la dignité de toutes les personnes impliquées, et suppose un partage effectif du pouvoir et de l'influence dans les dynamiques institutionnelles et opérationnelles.

Aurore revendique l'engagement dans une « participation véritable », qui ne se réduit pas à une simple formalité, mais qui s'articule avec le projet de l'établissement et se concentre sur le sens.

LE CONSEIL DE LA VIE SOCIALE TRANSVERSAL (CVS-T) : UN ACTEUR CLÉ DE LA GOUVERNANCE

Le CVS-T a poursuivi sa mission essentielle en 2024, en se réunissant trois fois dans l'année. La participation a été constante, soit une trentaine de personnes par session. Les participants provenaient de l'ensemble des territoires et étaient issus d'établissements représentatifs des trois missions d'Aurore : Héberger, Soigner et Insérer.

Au cours de sa réunion du 6 mars 2024, le CVS-T a élu co-présidents madame Sylvie Veron, résidente de la pension de famille « La maison d'Édith », à Troyes, et monsieur Franck Thurel, accompagné par la Communauté thérapeutique d'Aubervilliers, pour un mandat de deux ans. Ils sont responsables de la co-animation du CVS-T, de la représentation des bénéficiaires des services d'Aurore auprès du Conseil d'administration et de la participation active aux travaux du Comité d'Éthique de l'association. Cette intégration des personnes accompagnées aux instances associatives démontre l'engagement sincère d'Aurore en faveur d'une gouvernance partagée et inclusive.

Pour améliorer l'efficacité du CVS-T et favoriser l'expression de tous, différents outils ont été mis en place :

- une formation des délégués pour une participation effective, avec des modules tels que « La prise de parole en public », « La compréhension du fonctionnement institutionnel », « Les techniques d'animation de réunion », « La restitution d'informations collectives » ;
- des interventions d'experts du siège, comme personnes-ressources ;
- l'instauration d'un « Baromètre de la participation et du CVS-T 2024 ».

Ces résultats sont un encouragement à poursuivre la promotion et le soutien de ces instances participatives.

Un tableau des obstacles à la participation et des pistes de solutions concrètes pour les surmonter a pu être réalisé en tenant compte des retours des équipes de terrain. Parmi ceux-ci, plusieurs facteurs peuvent être cités :

- les difficultés personnelles (psychologiques, linguistiques...) des participants,
- la perception des instances formelles comme pouvant être intimidantes ou lourdes,
- le sentiment qui peut exister chez certaines personnes accompagnées d'être moins expertes que les professionnels, ce qui peut conduire à des inhibitions et un déséquilibre dans l'expression et la collaboration,
- l'organisation d'une instance de participation des personnes accompagnées qui s'ajoute aux actions engagées par les services avec parfois des moyens trop limités pour faciliter la venue des personnes accompagnées.

Ces freins seront autant de réflexions et d'actions à mettre en œuvre pour améliorer et amplifier la participation et l'expression des personnes accompagnées.

MISE EN ŒUVRE DES CONSEILS DE LA VIE SOCIALE ET PERSPECTIVES

Le décret n° 2022-688, entré en vigueur en 2023, fixe le nouveau cadre des instances de participation ; il rend notamment obligatoire par les CVS l'évaluation de la bientraitance et de la démarche qualité.

Ce travail a coïncidé avec le besoin de préparer les délégués des CVS aux évaluations. En coordination avec la direction de la Qualité, un module introduisant les items de l'évaluation (la bientraitance, les événements indésirables, le projet d'établissement) a été testé auprès de 4 services.

L'accompagnement des services pour la mise en place des CVS s'est par ailleurs poursuivi. La palette des soutiens comprend une bibliothèque numérique partagée de documents, des ateliers de sensibilisation des équipes, des réunions visant à renforcer la motivation des personnes accompagnées, et d'autres portant sur la formation et le soutien des délégués.

Ces avancées permettent de considérer que 2025 verra le renforcement de la participation à tous les niveaux de l'association, *via* notamment :

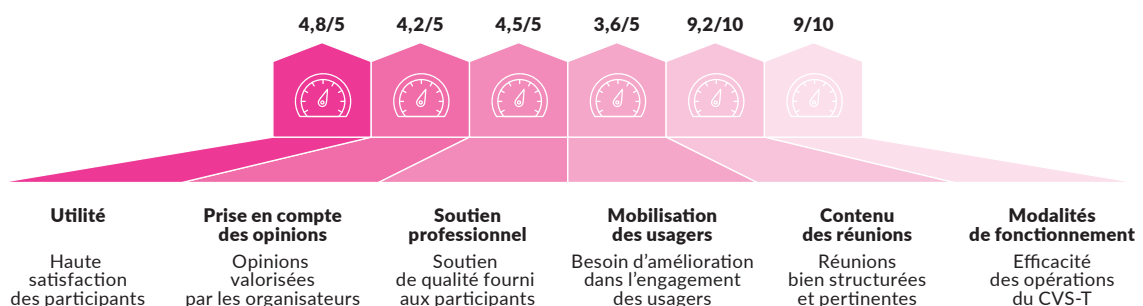
- la mise en place d'un programme d'évaluation de l'impact réel des instances de participation sur la vie des services ;
- l'organisation d'un événement fédérateur autour de la participation, valorisant les initiatives et les réussites ;
- la finalisation de l'évaluation du projet «Formation CVS-T» et l'adaptation des modules en fonction des résultats obtenus.

La participation est un droit fondamental et un levier de transformation sociale. Pour offrir des services de qualité, il faut une démarche collective impliquant bénéficiaires, professionnels et direction. Écouter activement les expériences de chacun révèle de nouvelles manières d'agir, favorisant l'autodétermination, la réalisation et la reconnaissance. La participation est un processus vivant qui s'améliore continuellement. Elle est collaborative, mettant l'accent sur le processus plutôt que sur l'objectif. Elle favorise une société plus inclusive. ■



Au cours de sa réunion du 6 mars 2024, le CVS-T a élu ses co-présidents pour un mandat de 2 ans. L'intégration des personnes accompagnées dans les instances associatives démontre l'engagement d'Aurore en faveur d'une gouvernance partagée et inclusive.

Baromètre de la participation et du CVS-T 2024



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

LES PARTENARIATS ET LE MÉCÉNAT

En 2024, les partenaires et mécènes de l'association se sont fortement mobilisés auprès des structures, permettant d'améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement dans les services.

LE MÉCÉNAT FINANCIER

L'hôtel parisien de la chaîne The Hoxton a reconduit son opération de collecte auprès de ses clients. De décembre à février, l'hôtel propose à chacun d'entre eux de faire un don à l'association, qui vient bonifier le financement de ses missions d'hébergement. Le soutien de la Fondation L'Oréal pour la troisième année consécutive a permis de maintenir l'organisation de soins de beauté et de bien-être pour des femmes en situation de précarité, favorisant le regain de l'estime d'elles-mêmes et permettant de renouer avec une vie sociale.

LE MÉCÉNAT EN NATURE, UN SOUTIEN AU QUOTIDIEN POUR LES STRUCTURES

Les entreprises et associations se sont particulièrement mobilisées à travers les dons en nature pour les différents services. Le soutien a pu être ponctuel comme celui en équipements sportifs de la Ville de Paris, héritage des Jeux Olympiques 2024. 15 vélos ayant été utilisés par les athlètes lors des compétitions ont ainsi été offerts à l'association, qui les a partagés entre plusieurs structures, pour le plus grand bonheur des résidents. Il s'est aussi inscrit dans le temps, comme les partenariats associatifs avec l'Agence du Don en Nature, Dons Solidaire ou Phenix, qui ont permis aux structures d'accéder à des produits variés : alimentation générale, produits d'hygiène, petit ameublement, etc. Cela a représenté une économie non négligeable de près de 900 000 € !

LES JOURNÉES SOLIDARITÉ ENTREPRISE : UN OUTIL DE MOBILISATION DES COLLABORATEURS AU CŒUR DES SERVICES

Des entreprises ont fait le choix de mobiliser leurs collaborateurs sur des actions de terrain,

aux côtés des personnes accompagnées et des équipes sociales, autour de projets fédérateurs et utiles. Les salariés de L'Oréal sont par exemple intervenus pour la troisième année consécutive, pour fabriquer 10 000 kits d'hygiène redistribués dans l'ensemble des centres.

Les journées de Solidarité Entreprise, organisées par les partenaires d'Aurore UnisCité et Lutila, permettent la rencontre des acteurs des secteurs lucratif et associatif, deux mondes qui se côtoient mais qui finalement n'interagissent et ne collaborent que très rarement.

LE MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES

Les collaborateurs des entreprises peuvent aussi être mobilisés sur du mécénat de compétences. Ainsi, début décembre, Synchrone, société de conseil en transformation digitale et Aurore ont initié un partenariat portant sur fin 2024 et 2025. Synchrone met à disposition de l'association, auprès des équipes Applicatives de la DSI*, une consultante sur des sujets d'accompagnement transversaux, pour soutenir et améliorer la livraison des projets.

Essentiel, le soutien des entreprises, fondations, fonds de dotations, associations, permet à Aurore d'innover en permanence pour s'adapter aux nouvelles formes de la précarité en proposant de nouveaux projets, complémentaires de ceux existants. ■

Dans le cadre de son séminaire d'équipe, l'entreprise Djust a réuni ses 50 collaborateurs autour d'une action solidaire collective : fabrication de kits d'hygiène composés d'un shampoing, d'un savon et d'un déodorant. Ceux-ci ont ensuite été distribués dans les deux accueils de jour des Amarres.



BONPOINT, UN PARTENAIRE MULTI-FACETTES

Combiner ces différents types de soutien est une opportunité pour les partenaires de renforcer leur impact ; c'est le cas de Bonpoint, marque de prêt-à-porter pour enfants, partenaire d'Aurore depuis 2019. En 6 ans, l'entreprise a graduellement augmenté son soutien.

Et en 2024, Bonpoint a soutenu Aurore par le don de vêtements redistribués dans plusieurs structures, par un don financier qui a permis l'achat de fournitures scolaires, mais aussi par une collecte de jouets en interne pour les fêtes de fin d'année.

"L'entreprise Bonpoint est fière de soutenir les actions de lutte contre la précarité et l'exclusion portées par l'association Aurore. La diversité des publics et des structures nous permet d'activer et de proposer à nos collaboratrices et collaborateurs différents leviers de soutien tout au long de l'année."

J'ai découvert Aurore grâce aux camarades d'école de mes enfants, qui étaient hébergés dans une structure de l'association. Je me suis d'abord mobilisée personnellement, avant de proposer à Bonpoint et aux équipes de s'engager sur une action de solidarité. De cette première mobilisation est née une relation de partenariat qui s'est renforcée au fil des années entre Aurore, Bonpoint et surtout nos équipes."

ENTREPRISES ET FONDATIONS MÉCÈNES



PARTENAIRES ASSOCIATIFS



JOURNÉES DE SOLIDARITÉ ENTREPRISE



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

LA CULTURE, UN DROIT FONDAMENTAL

L'association Aurore est très attachée au principe d'accès aux lieux et pratiques culturelles, qu'elle considère comme un droit fondamental consacré par le préambule de la Constitution. Or de nombreuses personnes en situation de grande précarité restent encore éloignées des pratiques et lieux culturels pour diverses raisons (financières, sociales, territoriales, de problématiques de santé physique et mentale...). Aurore, en partenariat avec de nombreux acteurs culturels, travaille à lever ces freins aux pratiques culturelles, quelles qu'elles soient, pour les personnes qu'elle accompagne.

PARTICIPER À UNE VIE CULTURELLE CHOISIE

Chacun a le droit de participer à une vie culturelle choisie : c'est pourquoi les projets culturels développés par les services d'Aurore s'appuient sur les talents et ressources culturelles des personnes accompagnées, sur leurs pratiques artistiques et culturelles, ainsi que sur leurs envies de découvrir de nouveaux lieux et esthétiques.

En 2024, plus de 1 200 sorties culturelles et ateliers de pratiques artistiques collectifs ont été mis en place, ainsi que plus de 85 projets collectifs dans la durée. Ces actions permettent aux personnes de retisser du lien, de se reconnecter à leurs propres ressources, participant ainsi au processus d'émancipation et au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement. Création de photographies par les résidents des pensions de famille Pedro Meca et Julien Lacroix, en lien avec une artiste photographe, exposées à la Conciergerie-Sainte-Chapelle;



Nelly, résidente du CHS Albert 1^{er} :

« L'activité qui m'a beaucoup plu c'est qu'en ce moment on a un projet pour construire une bibliothèque. On veut construire une bibliothèque pour nous les jeunes.

On participe à l'organisation et à la création aussi.

Ça me plaît parce que j'apporte mon plus, mon petit truc à moi, je donne mes idées, ce que je veux faire...»

2024, UNE ANNÉE CULTURELLE !

- Plus de 1 200 sorties culturelles et ateliers de pratiques artistiques collectifs mis en place.
- Plus de 85 projets artistiques et culturels collectifs dans la durée et co-construits.
- Plus de 7 500 personnes accompagnées ayant participé aux actions culturelles collectives.
- Plus de 100 institutions culturelles engagées au côté de l'association.

production de la chorale d'Aurore en concert à la Philharmonie, accompagnée par des artistes professionnels; exposition en Avignon, dans le cadre du festival « C'est pas du luxe », de productions artistiques du CHU* et de la PF* La Maison Hestia; liens étroits entre la Scène nationale l'Odyssée et les ACT* de Périgueux... les nombreux projets culturels permettent de tisser du lien vers l'extérieur et de mieux s'intégrer dans la cité.

Les actions culturelles permettent aussi de travailler de manière complémentaire différents objectifs du travail social. Au CHU de Marly-le-Roi, un projet de photographies et d'écriture a eu pour objectif d'utiliser le médium artistique autour du sujet des droits des femmes, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Plusieurs projets en lien avec l'éveil artistique et culturel et le soutien à la parentalité ont également vu le jour : projet « Maman, bébé, musée ! » avec Paris Musées et le sas Femmes primipares du CHU Lumières du Nord, kits lecture du Salon du Livre et de la Presse Jeunesse distribués dans 20 CHU familles, projet lecture au CHU Sainte-Périne avec Lire et Faire Lire... En partenariat avec les Cinémas Indépendants Parisiens et le Samusocial de Paris, le ciné-club Toutes et tous au cinéma, créé au printemps 2024, permet aux personnes accompagnées d'intégrer un comité de programmation et de choisir un film qui est ensuite projeté dans une salle de cinéma : le pouvoir d'agir et l'esprit critique sont au cœur de

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.



**Sylvie, résidente à la Maison Hestia (92) -
Participation au festival
C'est pas du luxe ! en Avignon -
septembre 2024 :**

« Ce voyage m'a beaucoup plu ! J'ai beaucoup aimé voir la quantité de gens intéressés par notre travail. Je ne pensais pas que les gens allaient s'intéresser autant par nos dessins, par nos rêves.

Au début de la résidence avec Olenka (l'artiste) je ne comprenais pas très bien la finalité, mais peu à peu, je me suis lâchée et me suis sentie très à l'aise avec les carnets de rêves qu'on faisait tous ensemble. Ce voyage nous a permis aussi de connaître d'autres projets faits par d'autres pensions de familles. C'est bien de voir ce que les autres font ! »

ce projet cinématographique. Que ce soit autour du cinéma, de la photographie, de la danse, de la musique, du théâtre ou encore de l'écriture, de la peinture, de la couture ou de la cuisine, les actions culturelles sont un levier essentiel de l'accompagnement social global.

LA MISSION CULTURE, PÔLE RESSOURCES POUR LES PROFESSIONNELS

La mission Culture a pour objectifs de soutenir et d'accompagner les intervenants sociaux dans la mise en place de sorties et projets culturels intégrés à l'accompagnement social.

En ce sens, une journée professionnelle Culture, organisée en avril 2024 au musée du quai Branly sur le thème "actions culturelles et accompagnement social global", a réuni 250 professionnels. Au programme : table-ronde, scène ouverte "Les Talents d'Aurore" et forum des partenaires culturels. En outre, différentes propositions ont jalonné l'année afin d'accompagner au mieux chaque professionnel : huit "Rendez-Vous partenaire Culture" ont été organisés, trois webinaires en lien avec l'INRAP* autour de thématiques traversant le travail social, plusieurs rencontres avec les animateurs de Troyes, deux formations déployées en lien avec le service Formation d'Aurore ainsi que de très nombreux temps de sensibilisation avec les différents services d'Aurore.

La mission Culture interagit et développe des liens étroits avec une centaine de structures culturelles. En 2024, plusieurs partenariats se sont renforcés notamment avec Paris Musées, le château de Versailles, le musée du quai Branly, ou encore l'Hôtel de la Marine.



Chanteurs, poètes, photographes, acteurs, peintres, musiciens... Nombre de personnes accompagnées font preuve de réels talents culturels. L'expression de ces compétences, régulièrement encouragée par les équipes, est source d'épanouissement et de fierté, ainsi que levier de remobilisation. Chaque année, la convention de l'association prévoit une scène pour « Les Talents d'Aurore ».



**Yaya, accompagné à l'accueil de jour
Itinérances - Projet "Carnavalet et vous" :
présentation des œuvres du musée
Carnavalet aux visiteurs par les jeunes
d'Itinérances - mai 2024 :**

« Moi j'ai aimé ! Les gens d'Itinérances sont venus me rendre visite, j'ai pu leur expliquer le tableau. Les visiteurs étaient globalement gentils. Ça m'a fait plaisir, j'étais vraiment fier. »

PERSPECTIVES 2025

En 2025, la mission Culture renforce la formation et l'outillage des intervenants sociaux d'Aurore : une nouvelle formation va être mise en place autour du soutien à la parentalité via la lecture, en lien avec l'École du Livre Jeunesse. Deux modules de formation interne vont être conçus et déployés auprès des intervenants sociaux d'Aurore. Par ailleurs, un livret ressources Culture sera créé afin d'outiller au mieux les intervenants sociaux dans la méthodologie de projets culturels.

De nouveaux partenariats d'envergure vont être noués notamment avec Chaillot - Théâtre national de la Danse, avec le château de Vincennes, l'INRAP et le Centre des Monuments Nationaux.

Enfin, un travail de recherches en lien avec l'École des Hautes Études en Sciences Sociales sera mené par des étudiants sur le thème "Culture et Insertion", de janvier à avril 2025. ■

LE SPORT, LEVIER D'INSERTION ET DE SANTÉ

Temps fort de l'année, les Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 ont été l'occasion pour Aurore de renforcer l'intégration du sport dans l'accompagnement social comme levier d'inclusion, d'amélioration de la santé et d'insertion.

L'égal accès de tous à la pratique sportive, tout au long de la vie, est un droit fondamental, inscrit dans la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions (article 140), au même titre que l'emploi et la formation, la santé, le logement ou la culture. C'est pourquoi les activités physiques et sportives font pleinement partie de l'accompagnement social global proposé par Aurore aux personnes accompagnées.

Par ailleurs, les bienfaits des activités physiques et sportives sur le corps humain ne sont plus à démontrer : physiologiques, cognitifs, psychiques mais aussi sociaux comme l'explique le Plan d'action mondial pour promouvoir l'activité physique 2018-2030 de l'OMS*. Or de nombreuses personnes restent encore éloignées de ces activités pour diverses raisons (financières, sociales, territoriales, de problématiques de santé physique et mentale...).

L'association Aurore, en partenariat avec de nombreux acteurs sportifs, travaille à lever ces freins à la pratique physique et sportive pour les personnes qu'elle accompagne.

LE SPORT, LEVIER D'INCLUSION ET DE LIEN SOCIAL

Avoir une pratique sportive avec d'autres ou encore vibrer en tribune : le sport permet de (re)créer du lien social au travers de moments conviviaux, se remobiliser, faire collectif.

C'est pourquoi Aurore s'est associée à Entourage Sport et à la Fédération Française Sports pour Tous pour permettre aux personnes en situation de grande précarité d'intégrer un club sportif à l'année, et de retrouver du lien social grâce à la pratique d'un sport en club. Près de 25 personnes accompagnées par Aurore ont rejoint un club spor-

tif en 2024 grâce à ce dispositif. À l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, plus de 225 personnes accompagnées par l'association ont assisté à différentes épreuves : lutte, beach-volley, athlétisme, judo, para-tir à l'arc, para natation, volley-ball assis, goalball... L'occasion de vibrer en tribune avec les nombreux supporters tout en découvrant les différentes disciplines sportives et les athlètes !

Plusieurs tournois et olympiades ont été organisés durant l'année : olympiades interservices sur le territoire du 92, tournoi de basketball en lien avec le Samusocial de Paris, tournoi inter-ESAT* de Paris avec le District parisien de football et les ESAT Espace Aurore et Santeuil...

Tout au long de l'année, de nombreuses personnes accompagnées ont eu également eu l'opportunité d'assister à différents événements sportifs (matches de rugby, du Paris FC, Roland-Garros...) grâce à la Ville de Paris.

LE SPORT, LEVIER DE PRÉVENTION ET D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ

Selon le Plan d'action mondial pour promouvoir l'activité physique 2018-2030 de l'OMS, l'activité physique régulière a de nombreux impacts positifs sur la santé physique et mentale des personnes. Elle permet de :

- prévenir des facteurs de risques importants tels que l'hypertension, la surcharge pondérale et l'obésité ;
- prévenir et prendre en charge des maladies chroniques (diabète, cancers, pathologies cardiovasculaires, etc.), des troubles cognitifs et des syndromes de dépression ou d'anxiété ;
- améliorer le sommeil, l'équilibre et la confiance en soi ;
- favoriser une meilleure santé mentale et retarder l'apparition de démence ;
- contribuer à une meilleure qualité de vie et de bien-être.

Un projet d'envergure « Sport Santé et Précarité », développé en lien avec l'ARS Île-de-France, se dé-

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.

plie en 2024-2025 dans 10 établissements d'Aurore (CHU*, PF*, ACT*, LHSS*). Des cycles de séances d'Activités Physiques Adaptées (APA) sont mis en place dans ces services, en partenariat avec des Maisons Sport Santé (FSGT 93, Viacti) et des clubs sportifs (Fédération Sports pour Tous, Nour Yoga). Il constitue une étape nouvelle du développement du sport dans les établissements et services médico-sociaux avec l'objectif d'amplifier ces partenariats au cours des prochaines années.

Dans différentes structures d'Aurore, des cycles d'APA sont également déployés par des salariés formés à la discipline, ou en lien avec des acteurs sportifs reconnus pour leur expertise de la grande précarité : Nour Yoga, Siel Bleu, FSGT, Fédération Française Sports pour Tous, Akhilleus à Troyes...

Par ailleurs, les stages d'apprentissage de la natation "1, 2, 3 Nagez" organisés par la Ville de Paris ont accueilli en 2024 32 personnes accompagnées par Aurore pour des cycle de 10 séances.

LE SPORT, LEVIER D'INSERTION PROFESSIONNELLE

La pratique d'activités physiques et sportives permet d'acquérir de nombreuses compétences psychosociales nécessaires à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

Depuis plusieurs années, l'Espace d'Insertion jeunes Dynamo à Troyes (10) organise l'événement "Match ton projet", qui fait se rencontrer recruteurs et jeunes en insertion au travers de la pratique sportive. Cette approche permet de lever les freins au recrutement en favorisant la création de liens moins formels avec les recruteurs et en valorisant les compétences psychosociales des jeunes.



Amandine, chargée de projets au Dispositif Dynamo (10) :

« Mon expérience comme ancienne sportive de haut niveau m'a amenée à comprendre l'importance d'une activité physique quotidienne et de son impact pour l'esprit et le corps. Il est important et d'autant plus pour les personnes en situation de précarité que l'on suit d'être ancrées au maximum et bien dans leur peau. C'est souvent un moment suspendu pendant lequel elles ne pensent à rien d'autre qu'au moment présent. À Dynamo, le sport est inscrit dans les ateliers de façon régulière. »



De nombreux clubs et associations sportives ont développé des formations aux métiers du sport à destination de personnes éloignées de l'emploi, dans un but d'insertion professionnelle. Ici, les services d'Aurore accompagnant des allocataires du RSA ont organisé une journée Sport-Insertion mêlant temps de pratique sportive et échanges avec ces associations.

D'autre part, de nombreuses associations sportives et clubs tels que Profession Sport et Loisirs, Kabubu, Nuevo Sport, Make Ici, Solicycle, Emploi Sport Solution...ont développé des formations aux métiers du sport à destination de personnes éloignées de l'emploi, dans un but d'insertion professionnelle, et vers lesquelles sont orientées des personnes accompagnées par Aurore.

En octobre 2024, les services de l'association accompagnant des allocataires du RSA (ALI*, PRISM) ont organisé une journée Sport-Insertion mêlant temps de pratique sportive et échanges avec des associations qui proposent des formations dans le domaine sportif.

PERSPECTIVE 2025

La Mission Culture a élargi son champ de compétences et est devenue Mission Culture et Sport. Elle vise à élargir et renforcer les partenariats avec le monde sportif, coordonner des projets interservices tels que le projet « Sport Santé et Précarité » de l'ARS IdF ou encore le « dispositif Club » en lien avec Entourage et la Fédération Sports pour Tous, participer à des réseaux d'acteurs Sport-Précarité et, enfin, outiller et accompagner les équipes des établissements afin que le sport soit pleinement intégré à l'accompagnement social global. ■

ANCV : LE PARTENARIAT POUR LE DROIT AUX VACANCES

Depuis 2019, le partenariat entre l'association Aurore et l'Agence Nationale des Chèques Vacances permet à de nombreuses personnes précaires d'accéder aux vacances. Grâce aux commissions d'attribution organisées tout au long de l'année, les bénéficiaires peuvent profiter des Chèques-Vacances, véritables tremplins pour s'accorder un moment de répit et découvrir de nouveaux horizons.

Ces séjours ne se limitent pas à offrir un simple changement de décor. Ils permettent aux bénéficiaires de se ressourcer, de rompre avec une routine souvent difficile, de resserrer des liens familiaux parfois fragilisés et d'explorer des apprentissages et découvertes culturelles qui enrichissent leur parcours.

UN IMPACT SIGNIFICATIF EN CHIFFRES

En 2024, ce partenariat a permis à 694 personnes accompagnées de partir en vacances dans toute la France ou au sein de l'Union européenne. Parmi elles, on compte 310 familles et 111 personnes en situation de handicap.

Ces séjours ont été rendus possibles grâce à une dotation globale de 250 000 euros, mobilisant l'engagement de 82 services d'Aurore et de 124 travailleurs sociaux accompagnateurs.

DES BÉNÉFICES MULTIPLES POUR LES BÉNÉFICIAIRES

Les Chèques-Vacances jouent un rôle essentiel en rendant accessibles des séjours, des loisirs et des activités culturelles à des personnes en grande précarité. Ces moments de pause et de ressourcement contribuent au bien-être physique et mental des bénéficiaires, tout en favorisant la reconnexion avec des aspects positifs de leur vie. Ce sont également des occasions pour ces personnes de se réinscrire dans une dynamique collective et inclusive.



Séjour collectif : MNA* Bagnolet / Camping La Rivière, à Poitiers :

« Nous sommes partis en séjour avec sept jeunes présents depuis un an au foyer, dans un camping, près de Poitiers. La destination et les activités ont été définies après des discussions collectives avec les jeunes. Ceux-ci ont proposé des thématiques : ville, montagne, mer, puis se sont inscrits à leur choix préféré. Cette démarche participative, validée par l'équipe éducative, visait à les impliquer activement dans l'organisation. Le camping s'est révélé être un cadre propice à la socialisation avec d'autres vacanciers. Cependant, vivre ensemble a été un défi : planification des repas, respect des habitudes collectives et prise de décision restaient difficiles pour certains jeunes. L'accompagnement éducatif s'est donc centré sur l'apprentissage de la vie en groupe et des attentions collectives. Après le séjour, les jeunes se sont montrés reconnaissants d'avoir pu profiter de ce séjour dans un cadre apaisant. »

UN EXEMPLE DE COLLABORATION RÉUSSIE

L'engagement de l'ANCV, qui assure la distribution et la gestion des Chèques-Vacances, est central à la réussite de cette initiative.

Ce partenariat exemplaire entre les secteurs associatif et public illustre une collaboration efficace et inspirante, visant à améliorer durablement la qualité de vie des plus vulnérables.

Ce programme, en évolution constante, reste une source d'espoir et de réconfort pour des centaines de personnes chaque année, tout en renforçant les liens sociaux et en promouvant une société plus solidaire. ■

*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.



Ces moments de pause et de ressourcement contribuent au bien-être physique et mental des personnes, pour qui ils sont également des occasions de se réinscrire dans une dynamique collective et inclusive.



**Séjour famille : famille U.,
CHU* Lumières du Nord :**

« Nous remercions beaucoup pour ces vacances.
C'est le seul moment de répit avec notre fille
handicapée qui est devenue adolescente.
Elle est emmenée chaque matin dans un IME*,
la vie est difficile, dans une petite chambre et sans
ressources. Ces vacances sont le rayon de soleil
de l'année et aussi pour notre autre fille qui est
concernée par le handicap de sa sœur et qui travaille
beaucoup pour réussir à nous aider un jour. »



AIDES AUX PROJETS VACANCES

LE BÉNÉVOLAT : UN ENGAGEMENT EN PLEINE TRANSFORMATION

L'année 2024 marque une hausse significative du bénévolat auprès des personnes accompagnées par les services de l'association. Le nombre de bénévoles a atteint 879 personnes, soit une augmentation de 78 % par rapport à l'année précédente, et le volume horaire a progressé de 17 %, atteignant 30 939 heures enregistrées. Cette évolution traduit de nouveaux modes d'engagement et une adaptation aux changements sociétaux.

De nombreux établissements et services de l'association ont renforcé l'accueil des bénévoles en développant des partenariats associatifs, tandis que d'autres ont adapté les propositions de bénévolat pour faciliter l'engagement, en réponse à la préférence des bénévoles pour des missions courtes et ciblées.

Sur l'ensemble des bénévoles, 69,44 % ont consacré plus de 100 heures à l'association en 2024, contre une moyenne nationale de 30 %.

Cet écart témoigne de l'engagement profond et de la fidélité des bénévoles d'Aurore. Cette transformation s'inscrit dans une tendance nationale. Selon France Bénévolat et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, le bénévolat connaît une reconfiguration, avec une augmentation du nombre de bénévoles, mais une durée d'engagement plus courte. Ainsi 80 % des bénévoles privilégient des missions ponctuelles, notamment dans l'animation culturelle, l'aide administrative et l'accompagnement des personnes hébergées.

UNE DIVERSIFICATION DES PROFILS BÉNÉVOLES A ÉGALEMENT ÉTÉ OBSERVÉE

Bien que des progrès aient été réalisés, la fidélisation des bénévoles reste un défi. Malgré l'augmentation du nombre d'heures de bénévolat, 40 % d'entre eux préfèrent encore s'engager ponctuellement, ce qui complique la continuité des actions.

Selon France Bénévolat et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, le bénévolat est en augmentation. Chez Aurore, 2024 marque en effet une hausse significative du nombre de bénévoles, 879 personnes (+ 78 % par rapport à 2023).



De nombreux services rencontrent encore des difficultés à recruter des bénévoles pour certaines missions spécifiques, notamment l'accompagnement à l'apprentissage du français. Par ailleurs, selon l'INJEP, le bénévolat de longue durée est en recul constant au niveau national, avec une diminution de cinq points depuis 2018.

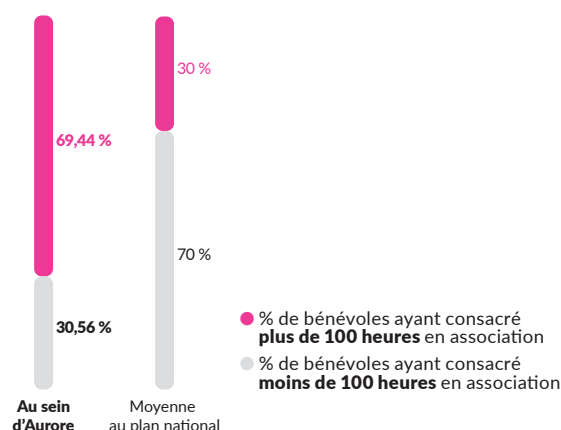
LE BÉNÉVOLAT DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES

L'association s'engage également en faveur du bénévolat des personnes accueillies. Ce projet lancé dans quelques établissements depuis de nombreuses années a fait l'objet d'une attention renforcée depuis 2023.

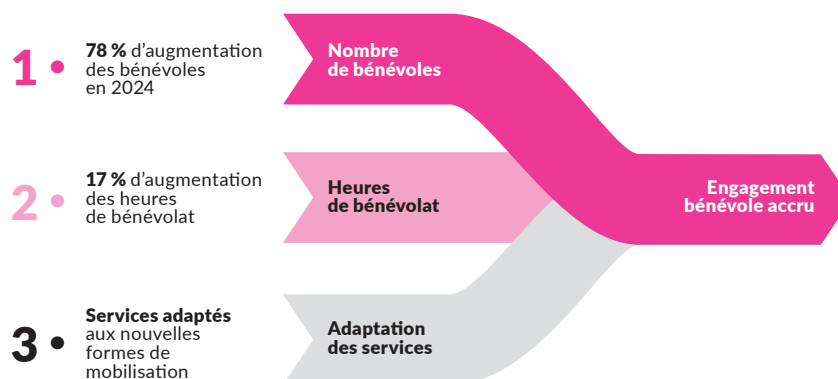
De vrais résultats ont été constatés en 2024 avec le déploiement du Passeport Bénévolat par de nombreux établissements et services de l'association.

Cette approche, qui vise à renforcer l'intégration et à valoriser l'expérience des personnes, constitue une priorité dans le cadre des engagements citoyens d'Aurore. Il permet en outre de mobiliser les compétences des personnes accueillies et de valoriser leur participation à l'émergence d'une société plus solidaire. ■

L'engagement des bénévoles d'Aurore se distingue nettement des tendances nationales. Le nombre de bénévoles qui ont consacré plus de 100 heures à l'association en 2024 est nettement supérieur aux données nationales. Ce chiffre illustre à la fois la fidélité des bénévoles et la structuration efficace des missions proposées.



En 2024, le bénévolat au sein d'Aurore a connu une croissance exceptionnelle avec 879 bénévoles engagés. Le volume d'heures a atteint 30 939 heures. Les services font preuve de plus en plus d'ingéniosité pour s'adapter aux évolutions du bénévolat.



*Un glossaire est disponible sur la 3^e page de couverture.



En 2024, en lien avec les ambitions de l'association en matière de développement RH, le budget formation a été augmenté, passant de 2,6 % à 2,8 % de la masse salariale. Cette hausse est consacrée au déploiement du parcours d'intégration et de formation des managers, ainsi qu'à la mise en œuvre des engagements en matière de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), notamment pour la montée en compétences et l'évolution professionnelle des salariés les moins diplômés, tels que les agents hôteliers et les veilleurs de nuit.

RESSOURCES HUMAINES

87 BILAN R.H. ET PERSPECTIVES



BILAN R.H. ET PERSPECTIVES

Au service de l'ensemble des professionnels d'Aurore, les équipes RH des territoires et l'équipe RH centrale se sont mobilisées tout au long de l'année pour accompagner les salariés et les managers au quotidien.

Afin de déployer les ambitions de l'association en matière de développement RH (intégration, recrutement et gestion des parcours), tout en garantissant la meilleure qualité de service possible sur les missions de base (paie et administration du personnel), la filière RH s'est engagée, en 2024, dans un chantier important d'harmonisation des processus, en vue de faciliter la mise en œuvre des missions.

TROIS GRANDES AVANCÉES DE LA FEUILLE DE ROUTE DE DÉVELOPPEMENT RH

L'année 2024 a d'abord vu se poursuivre la structuration de la feuille de route de développement RH. Ainsi, un parcours d'intégration et de formation des nouveaux managers a vu le jour. Il comprend 12 jours de formation obligatoires la première année, puis 10 jours d'approfondissement. Le parcours inclut des formations internes et externes portant sur les fondamentaux du management et permet de maîtriser les attendus de base de l'ensemble des secteurs d'activité de l'association. Par exemple, le directeur administratif et financier anime le module dédié à la gestion budgétaire et financière, et le service qualité et gestion des risques propose un module sur la mise en place et l'animation d'une démarche qualité en établissement. Les formateurs internes ont eux-mêmes été formés à la dispense de modules de formation et seront régulièrement accompagnés par le service Développement RH.

La professionnalisation du process de recrutement s'est poursuivie, tant par la mise en place de nouveaux outils que par un meilleur accompagnement des équipes. Dans un contexte d'insuffisance de nombreux professionnels qualifiés, à commencer par les travailleurs sociaux et les infirmiers, l'objectif est de parvenir à recruter plus efficacement des

professionnels engagés afin de mettre en œuvre les missions. Ainsi, le nouvel outil de recrutement utilisé cette année propose des modèles d'annonces publiables en un clic sur l'ensemble des plateformes d'emploi avec lesquelles Aurore a noué des partenariats.

La gestion des candidatures est également simplifiée : les CV sont rassemblés au même endroit et leur traitement facilité par l'outil. Les premiers résultats sont déjà visibles : chaque annonce reçoit davantage de réponses. La bourse d'emplois est ainsi toujours à jour, au service de l'ensemble des territoires et des différents métiers.

Enfin, dernière réalisation de 2024 dans le cadre de cette feuille de route, le partenariat avec l'Institut régional du travail social (IRTS) Parmentier, de Paris, a été signé. Il comporte plusieurs volets :

- Un volet sur l'apprentissage engage l'association à accueillir 25 stagiaires ou alternants par an. L'ambition est forte car cela nécessite de pouvoir accompagner ces stagiaires dans de bonnes conditions, mais c'est ce qui permettra de créer des liens entre les jeunes professionnels et Aurore.
- Un second volet encadre des interventions des professionnels d'Aurore auprès des élèves de l'IRTS, pour mieux faire connaître les métiers et donner envie aux jeunes professionnels de s'y engager. Aurore intervient ainsi notamment sur la pair-aidance et les addictions.
- Un dernier volet permettra de développer des travaux de recherche et d'innovation sur le travail social, condition pour progresser collectivement et adapter les parcours de formation à la réalité des besoins des personnes vulnérables.

LA FORMATION AU CŒUR DES MISSIONS

En lien avec les orientations stratégiques de l'association visant à améliorer constamment la qualité de l'accompagnement social, une ambition forte est mise sur la formation professionnelle. Le budget formation a ainsi été augmenté, passant de 2,6 % à 2,8 % de la masse salariale.



2025 sera l'année de la nouvelle édition du baromètre social de l'association, dont l'objectif sera de recueillir les attentes et les besoins des salariés.

Cette hausse est d'ores et déjà consacrée au déploiement du parcours d'intégration et de formation des managers, ainsi qu'à la professionnalisation des travailleurs sociaux, notamment pour ceux qui souhaitent adapter leurs pratiques aux besoins des publics.

De plus, dans un souci de montée en compétences des salariés les moins diplômés, tels que les agents hôteliers et les veilleurs de nuit, des parcours leur permettant de valider leur savoir-faire et pour certains d'évoluer vers les métiers du social ont été imaginés. Afin de faciliter la mise en œuvre des actions de formation, celles-ci ont été délocalisées autant que possible dans les territoires, afin d'éviter les déplacements des professionnels et de mieux tenir compte de leurs contraintes personnelles.

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ÉLARGISSEMENT DU SERVICE SOCIAL

Fidèle à ses missions et ses valeurs, l'association s'attache à favoriser l'égalité professionnelle des salariés. Un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été signé en

2024 avec les partenaires sociaux. Entre autres mesures, la durée du congé paternité a été augmentée de 10 jours.

Les missions du service social du personnel ont également été élargies pour accompagner les salariés en difficulté de l'association.

Outre les enjeux liés au logement, très prégnants, les accompagnements se sont étendus aux départs à la retraite et à la Mission Handicap de l'association, qui vise à accueillir et maintenir dans l'emploi des salariés en situation de handicap.

ET MAINTENANT ?

En 2025, le travail de renforcement de la formation sera accentué, avec l'ambition toujours plus forte d'améliorer les pratiques et d'adapter les accompagnements aux besoins des personnes.

2025 sera également l'année de la nouvelle édition du baromètre social de l'association, dont l'objectif sera de recueillir les attentes et les besoins des salariés, pour faire des conditions de travail un élément à part entière de l'accompagnement social. ■

**Effectifs au 31/12/2024
hors TH des ESAT et stagiaires :**

	Effectifs
Apprenti 1^{er} contrat	32
Temps plein	32
CDD	194
Temps partiel	25
Temps plein	169
CDD sans précarité	231
Temps partiel	224
Temps plein	7
CDI	2075
Temps partiel	237
Temps plein	1838
Ctt Professionnalisation CDD	5
Temps plein	5
CUI-CAE-PEC CDD (NON MARCHAND)	3
Temps partiel	3
Fonctionnaire détaché	3
Temps plein	3
Médecin salarié CDI	12
Temps partiel	12
Total général :	2555

Répartition femmes/hommes :

Femmes	Hommes	Total F + H
1 543 (60,39 %)	1 012 (36,61 %)	2 555

**Répartition femmes/hommes
en fonction du statut :**

	Cadres	Non cadres	Total
Femmes	275	1268	1543
Hommes	168	844	1012
Total :	443	2112	2555

**Actions de formation menées
au 31/12/2024 :**

	Effectifs
Formation individuelles	247
Formation collectives	1819
Total :	2066

**Nombre de salariés formés
au 31/12/2024 :**

	Effectifs
Femmes	857
Hommes	559
Total :	1416

**Statuts des salariés formés
au 31/12/2024 :**

	Effectifs
Cadre manager	258
Non cadre	1158
Total :	1416

**Les 10 domaines de formations privilégiés
par les salariés :**

Formations	Nombre de salariés formés
Co-Développement - Partager des solutions de management	64
SSIAP 1 - Habilitation Sécurité Secours Incendie Assistance aux Personnes	57
Gérer l'agressivité par la communication non-violente	55
Comprendre les souffrances psychiques et les troubles psychiatriques	48
Excel	46
Premiers secours en santé mentale	38
Posture professionnelle et juste distance dans l'accompagnement et la relation d'aide	38
Former les travailleurs sociaux à l'accompagnement psychosocial des personnes précaires et/ou exilées	38
Fondamentaux droit des étrangers	37
Français	31



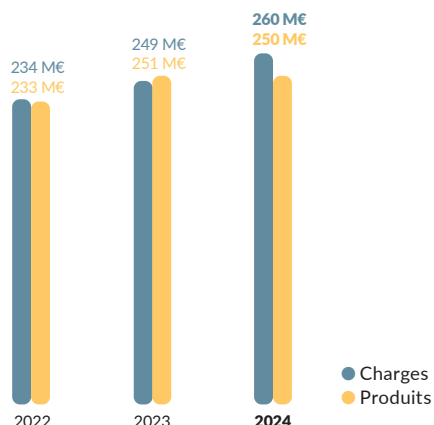
RAPPORTS FINANCIERS

- 91 ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
- 92 RAPPORT DU TRÉSORIER, COMPTES ANNUELS 2024

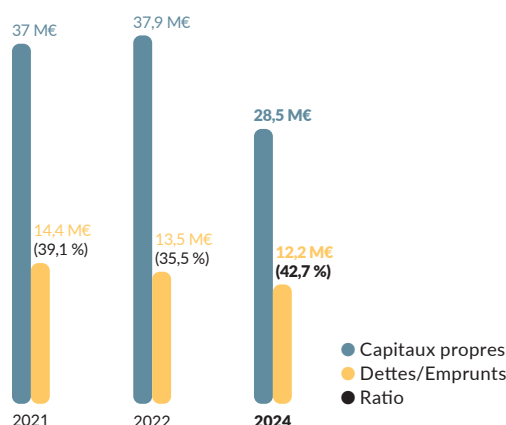
Aurore regroupe en 2024 près de 300 établissements et services, auxquels s'ajoutent les dispositifs temporaires dont les durées de fonctionnement peuvent aller de quelques semaines à plus d'un an. Ils représentent autant d'unités comptables et sont organisés en 7 territoires opérationnels, qui bénéficient du soutien de l'association.

ÉLÉMENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

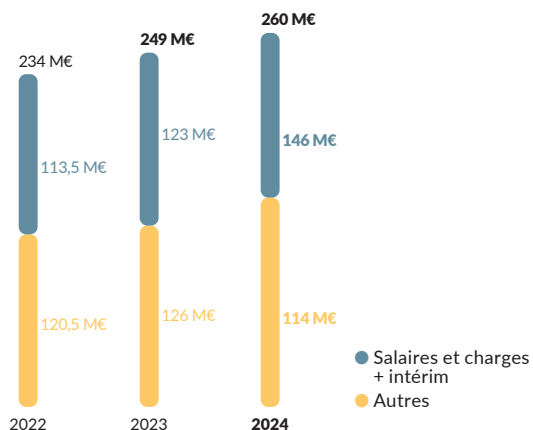
Évolution des charges et produits d'exploitation :



Évolution de l'endettement sur capitaux propres :

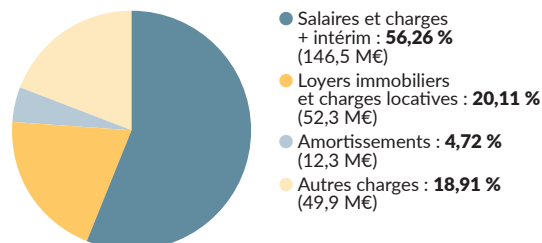


Répartition des charges d'exploitation :



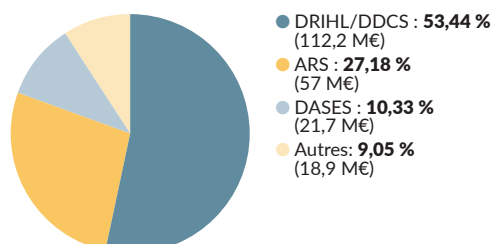
Détail des charges d'exploitation :

TOTAL : 260 559 009 €



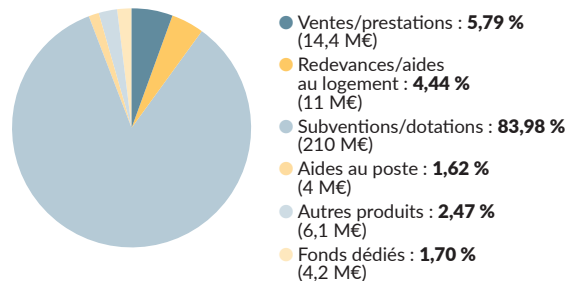
Détail des financements subventions/dotations :

TOTAL : 210 009 998 €



Détail des produits d'exploitation :

TOTAL : 250 057 983 €



EN 2024

Total des charges : 260 559 009 €

Total des produits : 250 057 983 €

RAPPORT DU TRÉSORIER, COMPTES ANNUELS 2024

L'année 2024 constitue un tournant pour notre association, marquant la fin d'un long cycle de croissance. Elle s'inscrit dans un contexte économique particulièrement contraint pour le secteur associatif : raréfaction ou stagnation des financements publics, malgré l'augmentation des charges et des besoins.

Les revalorisations salariales nécessaires à l'attractivité de nos métiers viennent alourdir encore davantage nos coûts de fonctionnement puisqu'elles n'ont été que partiellement compensées. Des activités à forte utilité sociale sont sous-financées de manière structurelle. Cette nouvelle réalité budgétaire, plus fragile, pèse significativement sur la situation financière de l'association et appelle à une vigilance renforcée dans la gestion de nos ressources.

Pour la première fois depuis plusieurs années, un déficit comptable significatif est constaté. Ce déficit résulte d'un déficit structurel important, mais aussi d'effets de rattrapages exceptionnels ou concernant les années antérieures.

En chiffres, nous observons pour cette année un total de charges d'exploitation de 260,6 M€ contre des produits d'exploitation de 250,1 M€, en ligne avec les produits 2023. Ceci génère un résultat comptable déficitaire de -9,8M€.

La structure bilancielle se détériore en conséquence, stabilisant ses fonds propres à 28,5M€, soit moins d'un mois et demi de nos dépenses moyennes.

L'association s'engage à tous les niveaux pour adapter son pilotage financier aux nouvelles contraintes. Nous sommes déterminés à maintenir la qualité de notre accompagnement en utilisant tous les moyens disponibles pour un retour rapide à l'équilibre financier, qui doit être atteint par des actions internes d'optimisation et par le soutien raisonnable de nos financeurs.

1 – LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

Le total du bilan au 31 décembre 2024 est de 111 960 K€. L'analyse des principaux postes est la suivante :

À L'ACTIF,

- Le niveau de l'actif immobilisé net est de 49 766 K€, en augmentation de 2 151 K€, soit + 4,5 %, correspondant principalement à l'évolution de nos investissements.
- Le volume des créances est de 31 272 K€, en ligne avec 2023, représentant 1,5 mois de nos produits d'exploitation.
- La trésorerie est en recul de 6 181 K€, pour un montant de 29 287 K€, représentant 1,4 mois de nos produits d'exploitation. Ceci est lié à la dégradation de notre résultat d'exploitation, mais également à des volumes d'investissement importants malgré un faible recours à l'emprunt.

AU PASSIF,

- Les fonds associatifs s'élèvent à 28 534 K€, marquant ainsi une diminution significative en raison du déficit comptable de l'exercice. Ils représentent néanmoins 1,4 mois de nos produits d'exploitation.
- Les fonds dédiés sont de 17 892 K€ et se maintiennent à un niveau confortable pour notre Association.
- Les dettes financières sont en baisse grâce aux remboursements d'emprunts effectués durant l'exercice, représentant désormais 43 % de nos fonds propres.
- Les dettes fournisseurs augmentent au 31/12/2024, reflétant un décalage de paiement par rapport à l'année précédente.

BILAN SYNTHÉTIQUE 2024

ACTIF	2023	2024
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	531 831	492 584
Immobilisations corporelles	34 679 300	36 043 352
Immobilisations financières	12 404 009	13 230 524
TOTAL I	47 615 140	49 766 460
Actif circulant		
Stocks et avances	1 145 410	321 077
Créances	33 642 362	31 272 577
Valeurs mobilières placement	4 078 724	78 724
Disponibilités	31 389 298	29 208 591
Charges constatées d'avance	954 601	1 253 425
Charges à répartir	60 054	59 555
TOTAL II	71 270 448	62 193 949
TOTAL BILAN ACTIF	118 885 587	111 960 409

PASSIF	2023	2024
Fonds associatifs		
Fonds propres	22 812 747	24 450 741
Résultat de l'exercice	1 639 892	-9 796 177
Subventions d'investissements	5 431 821	5 775 151
Provisions réglementées	8 104 969	8 104 969
TOTAL I	37 989 429	28 534 684
Provisions pour risques et charges	5 065 026	5 490 394
TOTAL II	5 065 026	5 490 394
Fonds dédiés	20 293 003	17 892 539
TOTAL III	20 293 003	17 892 539
Dettes		
Emprunts et dettes financières	13 512 506	12 203 257
Fournisseurs	14 843 793	19 304 151
Dettes fiscales et sociales	19 219 030	21 647 857
Autres dettes	5 239 392	5 705 107
Produits constatés d'avance	2 723 409	1 182 419
TOTAL IV	55 538 129	60 042 791
TOTAL BILAN PASSIF	118 885 587	111 960 409

2 – LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ 2024

Les produits d'exploitation sont de 250,1 M€ en 2024 contre 251,0 M€ en 2023, montrant une stagnation des produits pour la première fois en plus de dix ans.

Les charges d'exploitation atteignent 260,6 M€ contre 249,3 M€ en 2023, représentant ainsi une hausse de 4,5 %.

Le résultat d'exploitation est donc de - 10,5 M€.

Le résultat financier est de - 0,3 M€, principalement en raison des intérêts d'emprunts.

Le résultat exceptionnel est de + 1,0 M€, principalement lié aux reprises de subventions d'investissement.

Le résultat comptable, intégrant l'ensemble de ces éléments, est de - 9 796 K€ pour l'année 2024.

Ce résultat historique pour l'association provient de diverses origines.

Il inclut des reprises de résultats habituelles pour notre mécanique de financement à hauteur de 1,7 M€, des effets conjoncturels liés à des problématiques spécifiques de financement sur 2024 devant être régularisées, ainsi que des ajustements nécessaires suite à la clôture 2023 et suite au sous-financement des mesures Ségur.

3 – EXAMEN DÉTAILLÉ DES RÉSULTATS

L'analyse des résultats économiques par métiers fait apparaître les éléments suivants :

- Les dispositifs d'urgence et d'hébergement représentent 31 % des produits de l'association (80 M€), mais diminuent de 4,3 % par rapport à 2023, avec un résultat économique excédentaire de 1 084 K€.
- L'addiction et les maladies chroniques totalisent 59 M€, en hausse de 9 % par rapport à 2023, soit 23 % des produits, avec un résultat économique de - 724 K€.
- Le logement accompagné génère 30 M€ de produits et présente un déficit de 2 907 K€ en 2024, notamment en raison des difficultés financières sur l'intermédiation locative.
- L'accueil des exilés atteint 31 M€, stable par rapport à 2023, avec un résultat économique excédentaire de 891 K€.
- Le handicap et soins psychologiques représentent

COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE 2024

	2023	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes	24 523 130	25 569 712
Dotations globales / Prix de journée	204 946 399	210 009 998
Subventions d'exploitation / Aides au poste	287 072	185 130
Autres produits	7 274 194	6 975 010
Reprises sur provisions	13 980 249	7 318 132
TOTAL I	251 011 044	250 057 983
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats	2 094 579	3 585 443
Services extérieurs	111 668 400	117 016 030
Autres services extérieurs	-	-
Impôts et taxes	10 838 232	11 257 946
Charges de personnel	76 732 960	76 016 583
Charges de gestion courante	31 977 239	36 861 515
Variation des fonds dédiés	-	-
Autres charges	755 600	1 673 842
Dotations aux amortissements et provisions	15 265 400	14 147 650
TOTAL II	249 332 410	260 559 009
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 678 634	- 10 501 027
Résultat financier	- 286 118	- 315 455
Résultat exceptionnel	247 376	1 020 304
Impôts sur les bénéfices	-	-
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 639 892	- 9 796 177

28 M€, soit 11 % des produits, avec un déficit de - 893 K€ en 2024.

- Les activités de formation, gestion propre, insertion professionnelle, maladies chroniques et veille sociale constituent 16 % des produits annuels.

4 – ÉVÈNEMENTS DEPUIS LA CLÔTURE

La clôture de l'exercice 2024 a nécessité une analyse approfondie afin d'identifier les problématiques financières structurelles impactant désormais la gestion de nos activités.

Cette analyse a permis d'établir un plan d'action détaillé visant à rétablir l'équilibre de la gestion de nos activités sur les exercices 2025/2026.

Ce plan est désormais suivi avec précision par la gouvernance tout au long de l'année. Parallèlement, une attention particulière est portée sur la trésorerie de l'association, directement affectée par nos déficits.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2025

Le contexte politique et financier très pesant, tant au niveau mondial qu'au niveau national, s'est incontestablement détérioré depuis plusieurs années, avec une accélération importante ces derniers mois.

Ce contexte impacte directement notre secteur d'activité et donc notre Association.

Il se traduit par une réduction de nos produits, dissociée de nos dépenses, ainsi que par une diminution conséquente de nos excédents qui permettaient de financer des activités à fort enjeux sociaux mais structurellement déficitaires. C'est un changement d'époque qui voit nos missions remises en causes, et qui appelle à une évolution de nos fonctionnements et de nos relations avec les financeurs.

L'Association fait face à une situation financière contrainte depuis plusieurs années et est désormais entrée dans une période difficile, nécessitant une évolution de nos pratiques de gestion pour intégrer davantage les contraintes financières à notre pilotage opérationnel, sans remettre en cause la qualité de l'accompagnement social que nous réalisons auprès des plus démunis.

L'ancienneté de l'association, sa situation patrimoniale et l'expertise développée dans ses domaines permettent d'être confiant sur notre capacité à ajuster notre gestion à ce nouveau contexte. Les équipes d'Aurore ont su montrer combien elles savent s'adapter et innover à chaque fois que c'est nécessaire. C'est désormais un impératif.

Paris, le 31 mai 2024.

Sylvain DURANTON,
Trésorier





GLOSSAIRE


AAH	> Allocation adulte handicapé	EVVA	> Ensemble valorisons votre avenir
ACI	> Atelier chantier d'insertion	FAM	> Foyer d'accueil médicalisé
ACT	> Appartement de coordination thérapeutique	FH	> Foyer d'hébergement
AGIR	> Accompagnement global pour une Intégration renforcée	FLE	> Français langue étrangère
AHI	> Accueil hébergement insertion	FSGT	> Fédération Sportive et Gymnique du Travail
AJ	> Accueil de jour	FSL	> Fonds de solidarité pour le logement
ALI	> Agence locale d'insertion	FV	> Foyer de vie
ALT	> Accueil logement temporaire	GHU	> Groupe hospitalier universitaire
AME	> Aide médicale d'État	GOSB	> Groupe d'œuvres sociales de Belleville
AP-HP	> Assistance publique – hôpitaux de Paris	HAS	> Haute autorité de santé
ARS	> Agence régionale de santé	HDJ	> Hôpital de jour
ASAE	> Accueillir sécuriser autonomiser émanciper	HHUD	> Hébergement à l'hôtel pour usagers de drogues
ASLL	> Accompagnement social lié au logement	HSR	> Hébergement et soins résidentiels
AT	> Appartement thérapeutique	HUDA	> Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile
AVDL	> Accompagnement vers et dans le logement	IAE	> Insertion par l'activité économique
BA	> Baux associatifs	IME	> Institut médico-éducatif
CAARUD	> Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues	IML	> Intermédiation locative
CADA	> Centre d'accueil pour demandeurs d'asile	IMPro	> Institut médico-professionnel
CAIR	> Centre d'accueil et d'insertion des réfugiés	INJEP	> Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire
CAMA	> Centre d'accueil et de mise à l'abri	INRAP	> Institut national de recherches archéologiques préventives
CARE	> Centre ambulatoire de rétablissement	ITEP	> Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique
CAVA	> Centre d'adaptation à la vie active	JOP	> Jeux olympiques et paralympiques
CCAS	> Centre communal d'action sociale	JSE	> Journée de solidarité entreprise
CDDI	> Contrat d'insertion à durée déterminée	LAM	> Lit d'accueil médicalisé
CEJ JR	> Contrat engagement jeunes - Jeunes en rupture	LEAO	> Lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation
CHRS	> Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	LHSS	> Lit halte soins santé
CHS	> Centre d'hébergement de stabilisation	LR	> Logement relais
CHT	> Centre d'hébergement temporaire	LT	> Logement temporaire
CHU	> Centre d'hébergement d'urgence	MNA	> Mineur non accompagné
CIP	> Conseiller d'insertion professionnelle	MDPH	> Maison départementale pour les personnes handicapées
CMP	> Centre médico-psychologique	O2R	> Offre de Repérage et de Remobilisation
CNAM	> Conservatoire national des arts et métiers	OFII	> Office français de l'immigration et de l'intégration
CPAM	> Caisse primaire d'assurance maladie	OMS	> Organisation mondiale de la santé
CPH	> Centre provisoire d'hébergement	PAAJNA	> Plateforme d'accueil et d'accompagnement de jeunes non accompagnés
CPOM	> Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens	PAJA	> Plateforme d'autonomisation des jeunes accompagnés
CSAPA	> Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie	PEE	> Parcours entrée dans l'emploi
CT	> Communauté thérapeutique	PF	> Pension de famille
CTR	> Centre thérapeutique résidentiel	PH	> Plan hivernal
CVS	> Conseil de la vie sociale	PHC	> Premières heures en chantier
CVS-T	> Conseil de la vie sociale transversal	PIC	> Plan d'investissement dans les compétences
DALO	> Droit au logement opposable	PLIE	> Plan local pour l'insertion et l'emploi
DEETS	> Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités	PRISM	> Projet d'insertion sur mesure
DEETS	> Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	RA	> Résidence accueil
DGEF	> Direction générale des étrangers en France	RQTH	> Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
DNA	> Dispositif national d'accueil	RS	> Résidence sociale
DRIEETS	> Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	RSA	> Revenu de solidarité active
DRIHL	> Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement	RSO	> Responsabilité sociétale des organisations
DSI	> Direction des systèmes d'information	SAVS	> Service d'accompagnement à la vie sociale
EI	> Entreprise d'insertion	SESSAD	> Service d'éducation spécialisée et de soins à domicile
EM	> Équipe mobile	SIAO	> Service intégré de l'accueil et de l'orientation
EMSP	> Équipe mobile santé précarité	SPIP	> Service pénitentiaire d'insertion et de probation
EMILE	> Engagés pour la mobilité et l'insertion par le logement et l'emploi	SSR	> Soins de suite et de réadaptation
ESAT	> Etablissement et service d'aide par le travail	STEP'S	> Solution tremplin vers une expérience professionnelle progressive et positive
ESI	> Espace solidarité insertion	TDAH	> Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité
ESMAR	> Équipe de santé mentale et accompagnement à la réduction des risques	TH	> Travailleur handicapé
ESS	> Économie sociale et solidaire	URSO	> Urgences sociales


Photo P. 96 : À Nantes, le centre d'hébergement Mellinet accueille 50 personnes ayant connu de longs parcours de rue, auxquels peuvent s'ajouter des troubles psychiatriques ou addictifs. La durée du séjour y est indéterminée et les règles de fonctionnement très souples : c'est avant tout la stabilisation des personnes qui est recherchée. Les animaux sont admis. L'architecture du lieu a été conçue en partant des besoins des personnes.

Aurore
A S S O C I A T I O N

31, rue Falguière - 75015 Paris
01 73 00 02 30

www.aurore.asso.fr

 [twitter.com/@AssoAurore](https://twitter.com/AssoAurore)

 facebook.com/associationaurore

 linkedin.com/company/association-aurore

 instagram.com/aurore.asso/



AUORE ASSOCIATION

ETATS FINANCIERS 2024



COMPTES ANNUELS

SOMMAIRE

BILAN ACTIF	5
BILAN PASSIF	6
COMPTE DE RESULTAT	7
1 – PRESENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITES	10
1.1 Présentation de l'entité.....	10
1.2 Faits significatifs	10
1.3 Périmètre des comptes annuels.....	12
1.4 Ouvertures réalisées en 2024	12
1.5 Opérations internes (fermetures)	14
1.6 Contributions en nature – Valorisation du bénévolat	15
1.7 Contributions en nature – Mécénat de compétences	16
1.8 Contributions en nature – Mises à disposition de locaux.....	16
2- REGLES ET METHODES COMPTABLES	18
2.1 Principes comptables	18
2.2 Dérogations aux principes comptables	18
2.3 Evénements postérieurs à la clôture	18
2.4.1 Agrégation des comptes annuels	19
2.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles.....	19
2.4.3 Immobilisations financières.....	20
2.4.4 Stocks	20
2.4.5 Créances et dettes	20
2.4.6 Disponibilités	20
2.4.7 Provisions réglementées	20
2.4.8 Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	20
2.4.9 Provisions pour risques et charges	21
2.4.10 Fonds dédiés.....	21
2.4.11 Fonds associatifs	21
2.4.12 Report à nouveau	22
2.4.13 Coût d'emprunts	22
3- ENGAGEMENTS HORS BILAN	22
3.1 Garanties des emprunts	22
3.2 Autorisation de découvert	23
3.3 Autres engagements donnés	23
3.4 Autres informations	23
3.4.1 Situation fiscale	23
3.4.2 Rémunération des dirigeants	23
3.4.3 Honoraires des CAC	23
TABLEAUX ANNEXES	24
4.1 Détail des résultats par établissement ou service.....	24
4.2 Détail des charges par pôles.....	24

4.3 Détail des produits d'exploitation	25
5- TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	26
6- TABLEAU DES AMORTISSEMENTS.....	27
9- TABLEAU DES PROVISIONS	30
10 – TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES.....	31
11 – TABLEAU DES EMPRUNTS	35
12 – REPORTS A NOUVEAUX	35
13 – TABLEAU DES EFFECTIFS	36
14 – PRODUITS A RECEVOIR.....	36
15 – CHARGES A PAYER.....	37
17 – TRANSFERTS DE CHARGES.....	38
18 – REPARTITIONS DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE PAR NATURE	38
20 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	39

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	654 030	409 685	244 345	324 696
Frais de recherche et de développement	3 000	350	2 650	-
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 340 618	1 115 029	225 589	187 136
Droit au bail	135 663	115 663	20 000	20 000
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	894 124	31 893	862 231	862 318
Constructions	40 268 628	28 180 742	12 087 886	13 875 663
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 946 595	7 606 045	2 340 550	1 741 789
Autres immobilisations corporelles	48 014 500	33 495 322	14 519 179	10 663 589
Immobilisations grevées de droit	2 846	-	2 846	2 846
Immobilisations corporelles en cours	6 230 660	-	6 230 660	7 533 096
Avances et acomptes	-	-	-	-
0	0	-	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	8 628 508	-	8 628 508	8 627 289
Autres titres immobilisés	728 942	-	728 942	721 610
Prêts	4 573	-	4 573	4 573
Autres	3 868 500	-	3 868 500	3 050 537
Total (I)	120 721 188	70 954 728	49 766 460	47 615 140
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	286 549	-	286 549	1 108 174
Avances et acomptes	34 528	-	34 528	37 236
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 617 135	3 644 854	15 972 280	14 950 451
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	-	-	-	-
Autres	17 960 832	2 660 535	15 300 297	18 691 911
Valeurs mobilières de placement	110 023	31 299	78 724	4 078 724
Instruments de trésorerie	10 639	-	10 639	239 337
Disponibilités	29 197 952	-	29 197 952	31 149 961
Charges constatées d'avance	1 253 425	-	1 253 425	954 601
Total (II)	68 471 083	6 336 689	62 134 394	71 210 394
Charges à répartir sur plusieurs exercices	59 555	-	59 555	60 054
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	189 251 826	77 291 417	111 960 409	118 885 587

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 608 613	2 608 613
Fonds propres complémentaires	836 594	836 594
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	42 716	42 716
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	21 251	21 251
Réserves pour projet de l'entité	16 623 766	15 219 347
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	16 623 766	15 219 347
Autres	-	-
Report à nouveau	4 317 801	4 084 226
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	14 824 079	8 038 908
Excédent ou déficit de l'exercice	- 9 796 177	1 639 892
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	383 217	2 023 497
Situation nette (sous total)	14 654 564	24 452 639
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	5 775 151	5 431 821
Provisions réglementées	8 104 969	8 104 969
Total (I)	28 534 684	37 989 429
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	115 384	122 756
Fonds dédiés	17 777 155	20 170 247
Total (II)	17 892 539	20 293 003
PROVISIONS		
Provisions pour risques	940 778	836 817
Provisions pour charges	4 549 616	4 228 209
Total (III)	5 490 394	5 065 026
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 063 550	12 516 787
Emprunts et dettes financières diverses	1 139 707	995 718
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	18 346 382	14 100 706
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	21 647 857	19 219 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	957 769	743 087
Autres dettes	5 705 107	5 239 392
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	1 182 419	2 723 409
Total (IV)	60 042 791	55 538 129
Ecarts de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	111 960 409	118 885 587

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	70.00	145.00
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	3 547 290.10	3 787 869.92
<i>dont ventes de dons en nature</i>	992 493.77	968 065.93
<i>dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	21 921 205.44	20 704 384.38
<i>dont parrainages</i>	-	-
<i>dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	8 657 541.36	5 726 165.41
Production immobilisée	101 216.24	30 875.70
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	210 009 998.26	204 946 399.14
<i>dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	189 740 667.10	182 506 881.78
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	-	-
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>	37 177.94	49 066.40
<i>Mécénats</i>	6 500.00	186 632.00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	1 861.78	10 155.69
<i>Contributions financières</i>	139 590.75	41 218.00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 072 603.93	8 824 246.29
Utilisations des fonds dédiés	4 245 528.12	5 156 002.71
Autres produits	6 974 939.94	7 274 048.63
Total I	250 057 982.50	251 011 043.86
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 137 787.29	736 669.31
Variation de stock	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnement	1 438 605.22	1 357 372.01
Variation de stock	9 050.03	537.69
Autres achats et charges externes	117 016 029.94	111 668 400.06
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	11 257 945.68	10 838 232.49
Salaires et traitements	76 016 583.47	76 732 959.81
Charges sociales	36 861 515.01	31 977 238.72
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 302 613.51	12 442 874.86
Reports en fonds dédiés	1 845 036.79	2 822 525.61
Autres charges	1 673 842.10	755 599.51
Total II	260 559 009.04	249 332 410.07
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 10 501 026.54	1 678 633.79
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8 562.17	7 959.64
Autres intérêts et produits assimilés	119 946.71	63 978.13
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	128 508.88	71 937.77
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0.00	31 299.23
Intérêts et charges assimilées	443 963.46	326 756.77
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	443 963.46	358 056.00
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 315 454.58	- 286 118.23
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 10 816 481.12	1 392 515.56
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	35 865.12	18 573.29

Sur opérations en capital	1 179 257.22	590 276.22
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Total V	1 215 122.34	608 849.51
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	128 491.82	301 032.53
Sur opérations en capital	48 016.25	5 825.04
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	18 309.80	54 615.74
Total VI	194 817.87	361 473.31
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 020 304.47	247 376.20
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
Total des produits (I + III + V)	251 401 613.72	251 691 831.14
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	261 197 790.37	250 051 939.38
EXCEDENT OU DEFICIT	- 9 796 176.65	1 639 891.76
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	383 216.81	2 023 497.09
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	562 023.97	2 842 921.21
Prestations en nature	2 055 545.00	-
Bénévolat	555 008.52	459 494.21
TOTAL	3 172 577.49	3 302 415.42
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	562 023.97	1 584 323.21
Mises à disposition gratuite de biens	2 055 545.00	1 258 598.00
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	555 008.52	459 494.21
TOTAL	3 172 577.49	3 302 415.42

ASSOCIATION AURORE
« 31 rue Falguière, 75015 PARIS »

ANNEXE

1 – PRESENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITES

1.1 Présentation de l'entité

L'association Aurore, association loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 09 juin 1872, reconnue d'utilité publique le 04 novembre 1875, a pour but, tant au niveau national qu'eupéen, la réinsertion et/ou la réadaptation sociale et professionnelle des personnes que la maladie, l'isolement, les détresses morales ou matérielles, un séjour en prison ou à l'hôpital ont conduites à une situation d'exclusion et/ou de précarité.

Annexe au bilan avant affectation de l'exercice clos au 31 décembre 2024, dont le total est de 111 960 409 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous format de liste et dégageant un déficit de 9 796 177 € avant reprise des résultats antérieurs.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Conseil d'Administration du 23 Avril 2025.

L'activité de l'association se concentre autour de trois grandes missions : héberger, soigner, insérer. En 2024, Aurore a été animée par 2 551 professionnels.

La mission d'Aurore est donc d'accueillir et accompagner vers l'autonomie les personnes en situation de précarité et d'exclusion via l'hébergement, les soins et l'insertion.

1.2 Faits significatifs

L'exercice 2024 a été marqué par les grandes évolutions suivantes :

- Nouvelle répartition territoriale, l'association passe de 5 territoires en 2023 à 7 territoires géographique en 2024 :
 - OUEST
 - PN - PARIS NORD
 - PEIFS - Paris Est / IDF Sud
 - PSC - Paris Sud / Centre
 - SARA - Seine St Denis / Auvergne / Rhône Alpes
 - SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne
 - SOLIFO - Solibail / Ile de France Ouest
- Création du pôle comptabilité fournisseurs afin d'assurer une meilleure maîtrise des flux entrants
- Extension du versement de la prime SEGUR pour tous, celle-ci est financée en partie et a été versée sur les bulletins de salaires depuis novembre 2024 sans rétroactivité, les 10 premiers mois ont été provisionnés à hauteur de 2 624 056 €
- Les financements de l'année ont été impactés par les reprises de résultats des exercices précédents
- Entrée en vigueur du CPOM ARS au 01/01/2024
- Contrôle URSSAF 2021-2022-2023 dont la conclusion était la suivante :

Le crédit des cotisations, contributions et taxes obligatoires recouvrées par les organismes du recouvrement d'un montant global initial de 81 088 € est désormais porté à 88 096 €, se décomposant comme suit :

SIRET / Compte	Nature	2021	2022	2023	TOTAL
77568497003594	Cotisations	-35 676	-48 217	-4 203	-88 096
/	Majoration de redressement	-	-	-	-
116000001489535003					

Les éventuels écarts constatés sur les montants proviennent de l'application des règles d'arrondis.

Concernant les CPOM de l'année 2024, l'Etat contribue financièrement pour un montant de :

- 14 614 615 € pour le CPOM DRIHL,
- 15 553 394 € pour la dotation du CPOM – CHRS,
- 29 398 178 € pour le CPOM ARS

Ces montants se décomposent comme suit :

Dispositif CPOM - DRIHL		
Actions	Montant versé	Coût à la place
CHU - Jeunes Lycéens/ Le Lieu Dit	339 381.00 €	25.52 €
Atlas	-141 014.00 €	
CHU - Raguinot	1 566 354.00 €	35.18 €
CHU - Promesses de l'Aube	2 531 549.00 €	40.52 €
CHU - Lumières du Nord	4 068 879.00 €	41.81 €
CHU - Bastion de Bercy	4 492 916.00 €	40.22 €
Halte jeune	457 198.00 €	
Halte sociale domiciliation	154 072.00 €	
Itinérance jeune	325 721.00 €	
Maraude Est	426 368.00 €	
Maraude Ouest	393 191.00 €	
Total	14 614 615.00 €	

Pour l'année 2024, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finance et, compte tenu de l'acompte déjà versé à hauteur de 10 292 669 €, des excédents repris à hauteur de 611 210 € et du déficit couvert à hauteur de 170 843 €, le solde versé s'élève à 4 321 946 €.

CPOM / CHRS - DRIHL	
Raison sociale de l'établissement	Montant alloué
Etoile du Matin	1 287 117.00 €
Soleillet	896 714.00 €
Astragale	1 134 461.00 €
Le Lieu-Dit	529 163.00 €
Siloé	460 322.00 €
Cœur de Femmes	1 164 174.00 €
Cheminotes	777 238.00 €
Château Arcy	2 252 688.00 €
La Colombe	702 381.00 €
Montrouge	1 375 625.00 €
Le Relais	388 578.00 €
Les Ateliers de la Garenne	886 174.00 €
La Talvère	914 913.00 €
Neuilly-Plaisance	680 390.00 €
Diffus 94	744 807.00 €
Le Phare	1 083 814.00 €
Rives de Seine	274 835.00 €
Total	15 553 394.00 €

Compte tenu de la revalorisation de la dotation globale de fonctionnement des CHRS, la trajectoire financière du CPOM CHRS AURORE initialement de 15 178 753€ est actualisée avec un taux de 2.47% soit la dotation de 15 553 394 €.

CPOM ARS	
Raison sociale de l'établissement	Montant alloué
CSAPA AURORE 75	2 572 942.26
CAARUD EGO	6 493 244.15
ACT Espace RIVIERE	2 295 760.78
CSAPA George SAND 77	1 597 363.44
EMSP AURORE 77	285 675.47
EMSP Périnat AURORE 77	272 704.26
ACT HSR Périnat Confluence Hbgt et hlm	487 430.20
LHSS HSR Périnat mineurs/HBGT et hlm	1 647 792.73
LHSS HSR Périnat majeurs 91	1 176 639.28
EMSP AURORE 92	291 880.34
LHSS Corentin Celton	775 748.00
CSAPA Clémenceau 93	1 980 719.85
CAARUD AURORE 93	1 008 254.99
CSAPA Aubervilliers	1 699 640.22
ACT Aurore / Hbgt et hlm	1 737 365.33
LHSS Clémenceau	1 880 823.85
ACT Escalé N3 - Livry-Gargan	121 733.00
LHSS Escalé N3 - Livry-Gargan	361 243.00
ESMP AURORE 94	274 297.17
ACT BORDS DE L'OISE et hlm	2 436 919.55
Total	29 398 177.87 €

1.3 Périmètre des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis et présentés par la personne morale, Association Aurore, reconnue d'utilité publique.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 regroupent les activités dont le détail est donné dans le tableau des résultats.

L'Association Aurore compte au 31 décembre 2024, 388 activités et services implantés à Paris et en Ile de France et dans les régions Nouvelle Aquitaine, Centre Val de Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand-Est, Hauts-de-France, Occitanie et Pays-de-la-Loire, Bretagne.

En 2024, l'association est organisée en 7 territoires plus le siège.

1.4 Ouvertures réalisées en 2024

Territoire Paris Sud – Centre (PSC)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHU PHENIX	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
MISE A L'ABRI GYMNASSE CROIX NIVERT	Urgence et Hébergement	Plan hivernal (PH)

Territoire Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACT HLM Billotte	Maladies chroniques	ACT hors les murs
CEJ JR 10	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
CHU CARMEL	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
DYNAMO_PASSERELLE JEUNE	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
PF Chelles	Logement accompagné	Pension de famille (PF)
Projet Ecole de Production - Pays de Meaux - Filière Bois	Formation	Autre dispo de formation

Territoire Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACT LOZERE	Maladies chroniques	Appartement de coordination thérapeutique (ACT)
ESCALE N3	Maladies chroniques	Mixte
ALI - ROSNY	Insertion professionnelle	Atelier chantier d'insertion (ACI)
PROJET PAIR AIDANCE NATIONAL	Addictions	Equipe mobile santé

Territoire Paris Nord (PN)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CAARUD DOUDEAUVILLE	Addictions	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARRUD)
CARE RENE COTY	Addictions	Autre dispo d'addiction
MAISON FAITOUT	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
PF Saint Just	Logement accompagné	Pension de famille (PF)

Territoire Ouest

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHT La Close	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
RESIDENCE SOCIALE LE PETIT PORT	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
Stage LABEL QUALITE SPIP 24/ Aurore	(vide)	(vide)
MNA 44 ASAE	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)
TERRITOIRE OUEST	Gestion propre	Gestion propre

Territoire Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
AMI O2R 91	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
AMI O2R 94	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
HEBERGEMENT TEMPORAIRE MASSENA	Urgence et Hébergement	Autre dispo d'hébergement
PF PONIATOWSKI	Logement accompagné	Pension de famille (PF)
RS PONIATOWSKI	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
TERRITOIRE PEIFS	Gestion propre	Gestion propre

Territoire Solibail Ile-de-France Ouest (SOLIFO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
PF CHAVILLE	Logement accompagné	Pension de Famille (PF)

1.5 Opérations internes (fermetures)

Territoire Solibail - Ile de France Ouest (SOLIFO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ALIMENTATION TUNNEL VAN GOGH	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
HUDA JAURES	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
HUDA BOURG LA REINE	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
HUDA ANTONY	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
PLATEFORME UKRAINE 78	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
IML UKRAINE92	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)

Territoire Paris Sud – Centre (PSC)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHU LES CINQ TOITS	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
HUDA LES CINQ TOITS	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
CHU ASTRAGALE	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
Gymnase Philippe Auguste	Urgence et Hébergement	Plan hivernal (PH)

Territoire Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACI PERSONNALISATION	Insertion professionnelle	Atelier chantier d'insertion (ACI)
TERRITOIRE ZERO CHOMEUR TROYES	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
EDI L'AGORA	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI L'ARCHE	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI LE VERGER	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI L'ILIADE	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
LE CHALET d'Argenteuil	Logement accompagné	Autre logement accompagné
BOOSTER DU NET	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
Accompagnement à haut niveau	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
UCSA 95 - UN CHEZ SOI D'ABORD 95	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)
Résilience psy	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle

Territoire Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
IML UKRAINE 93	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)

Territoire Paris Nord (PN)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CUISINE SOLIDAIRE MARCEAU	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
CHU BAUDRY	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU COURCELLES	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU GUY MOQUET	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU MARCEAU	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU MAISON SOLIDAIRE DES FEMMES	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
MANO	Mixte	Mixte

Territoire Ouest

Nom de la mission	Métier de référence	Type
REINSTALLES DORDOGNE	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
MNA NANTES	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)
Accompagnement à l'hôtel MNA 44	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)

Territoire Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
RS RAMPONEAU	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
CHU Couvent des Carmels	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
IML UKRAINE 75	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)
MISA Saint-Martin	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)

1.6 Contributions en nature – Valorisation du bénévolat

Territoires	Structures	Nbre de bénévoles	Nombre d'heures de bénévolat 2024
SOLIFO	CHS L'Olivier	28	1231
SOLIFO	CHU Escabelle	10	114
SOLIFO	CHRS le Relais	1	8
SOLIFO	PF a Maison Hestia	1	90
SOLIFO	SOLIFO	40	1 443
SAVAH	CSAPA Revivre	35	379
SAVAH	CSAPA Maison de Kate	441	663
SAVAH	Maison d'Edith	10	482
SAVAH	LHSS-LAM	2	28
SAVAH	Un Nouveau Toi(T) 95	1	36
SAVAH	Un Nouveau Toi(T) 77	7	49
SAVAH	CHU Les Genêts	18	3140
SAVAH	ACI Insertion	19	228
SAVAH	ACI Aubeois	96	8014
SAVAH	NECSO	629	13 019
PN	Carré des Biffins	2	100
PN	PEE Aurore	18	150
PN	CHU Cœur de femmes	3	90
PN	CARRUD EGO	3	117
PN	CSAPA AURORE	1	15
PN	PN	27	472
PSC	Maraude Ouest	1	28
PSC	CHRS le lieu-dit	2	24
PSC	AJ Familles les Amarres	12	516
PSC	AJ Migrants les Amarres	15	500
PSC	ESI Halte Femmes	5	115
PSC	CHU Promesse de l'Aube	6	722
PSC	HUDA Coty	40	990
PSC	CHU Sainte-Périne	8	214
PSC	PSC	89	3 109
SARAO	Epicerie Solidaire	17	2804
SARAO	CHU Villemomble - Ukraine	1	16
SARAO	SARAO	18	2 820
OUEST	CHUM Mellinet	2	264
OUEST	CADA St Brévin	74	9812
OUEST	OUEST	76	10 076
TOTAL		879	30 939

La valorisation de la contribution en nature des bénévoles a été effectuée de la façon suivante :

- Application SMIC horaire de 11,88€, soit $30\,939 \times 11,88\text{€} = 367\,555\text{€}$
- Application d'un taux de charge sociale de 51% : $367\,555\text{€} \times 1.51 = 555\,009\text{€}$

1.7 Contributions en nature – Mécénat de compétences

PARTENAIRE	PROJET	VALORISATION (SI CONNUE)
ASF	Mécénat de compétences	57 500 €
AGENCE GRAND PUBLIC	Animation	20 000 €
Société SYNCHRON	Accompagnement DSI	5 096 €
TOTAL MECENAT DE COMPETENCES		82 596 €

1.8 Contributions en nature – Mises à disposition de locaux

TERRITOIRE	SITE	CONTRIBUTIONS EN NATURE - LOCAUX	Valorisation 2024 (si connue)
SARAO	CHU Le Raincy	Par conventions en date du 30 novembre 2012 avec la DDFP de Seine-Saint- Denis, mise à disposition des locaux du 15 allée Binet au Raincy	158 508.00
SARAO	CAARUD Aulnay	Mise à disposition par le centre hospitalier des locaux situés dans l'enceinte de l'hôpital	7 397.04
PEIFS	Santeuil	Par convention en date du 2 avril 2014 avec le Département de Paris, l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition de locaux sis 8, rue de Santeuil à Paris (5ème) d'une surface totale de 544 m² sur deux niveaux.	43 802.88
SOLIFO	HUDA Jean Jaurès à Boulogne	Par convention tripartite en date du 30 septembre 2015 avec la SCI BP MIXTE et la Préfecture des Hauts de Seine, mise à disposition de locaux situés au 243 bis Bd Jean Jaurès à Boulogne Billancourt à compter du 17 septembre 2015 et prolongée jusqu'en sept	192 600.00
PEIFS	Bastion de Bercy	Convention d'occupation du domaine public accordée par la Ville de Paris en date du 4 mai 2017 pour le site (terrain) du Bastion de Bercy situé Boulevard Poniatowski à Paris 12ème en vue de l'installation d'un CHU. Cette convention est conclue pour une du	210 250.00
SOLIFO	Centre L'Olivier	Par convention en date du 7 novembre 2008 avec la ville de Boulogne Billancourt (92), l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition des locaux rue de Meudon puis de nouveaux locaux	23 350.80
SOLIFO	CHRS La Colombe	Par conventions en date du 7 novembre 2008 et du 1er décembre 2008, avec la ville de Boulogne Billancourt (92), l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition de locaux (rue Griffuelhes)	43 722.36
SOLIFO	CHU Maison Chatel	Par convention d'occupation temporaire en date du 15 mars 2022, mise à disposition jusqu'en octobre 2023 par la ville de Chaville d'un pavillon de 230 m².	17 360.40
PN	CAARUD Ego	Mise à disposition par l'OPAC de Paris des locaux du 56 Boulevard de la Chapelle à Paris (18ème) occupés par le STEP d'EGO (environ 57 m²).	4 589.64
PSC	CHU Promesse de l'Aube	Convention d'occupation du domaine public accordée par la Ville de Paris pour la chaussée de l'Allée des Fortifications en vue de l'installation du CHU. Autorisation de 5 ans à compter du 18/01/16, prolongée jusqu'au 24 juin 2024	49 742.00

PN	CHU Lumières du Nord	Mise à disposition par l'APHP d'une partie de l'hôpital Fernand Widal (Bâtiment Maurice Duvoir, pour une superficie de 3 242 m²) situé 200 Rue du Faubourg St Denis à Paris 10ème à la suite de l'arrêté de réquisition du 15 mai 2017 pour une durée maximale	261 287.40
PN	CHU Cristino Garcia	Ouvert en 2/2021 dans un immeuble voué à la destruction. Convention de 18 mois avec RIVP.	10 828.00
OUEST	Dispositif Grands Marginaux	Maison mise à disposition par la ville de Troyes	6 377.28
OUEST	CSAPA Brantôme	Commodat FDF	56 782.32
OUEST	Nantes Mellinet	Par convention mise à disposition d'un terrain nu d'une surface d'environ 3 700m²	10 451.70
OUEST	Nantes Auberge de la Manufacture	Convention de mise à disposition d'une ancienne auberge de jeunesse appartenant au CCAS à titre gracieux (y compris fluide) signée avec le CCAS de la Ville de Nantes depuis le 21/12/2020	99 540.00
OUEST	Appartement Rennes - BANNETEL	800€ /mois	9 600.00
OUEST	Appartement Rennes - GARIGLIANO	400€ / mois pour 5 logements	24 000.00
PSC	ADJ Austerlitz	Convention d'occupation à titre gratuit du 01/06/2020 et pour finir le 31/05/2022 au plus tard. Convention renouvelée jusqu'au 30/06/2025.	439 804.00
PSC	Gymnase Croix NIVERT	Convention d'occupation à titre gratuit du 09/10/2024 au 09/02/2025 des locaux situés au 21 rue de l'Amiral Hamelin 75016 Paris	277 200.00
PSC	CHRS Le Lieu-Dit	Convention d'occupation à titre gratuit des locaux situés au 3bis Cité Aubry 75020 Paris	70 720.00
PSC	ESI CLOS FEUQUIERES	Convention d'occupation temporaire signée avec ville de Paris. Ouverture 1/6/2021	37 630.00
TOTAL			2 055 544

2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes¹ :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- *Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;*
- *De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction comptable et budgétaire des établissements publics de santé M21 et applicable aux établissements de santé privés d'intérêt collectif (ESPIC).*

2.2 Dérogations aux principes comptables

Certaines provisions pour risques et charges, attribuées par les autorités de tarification sont dérogatoires au règlement 2014-03.

Certaines affectations du résultat dérogent aux principes comptables du fait de l'affectation dans certains postes du bilan, mais ils suivent les affectations demandées par le financeur.

Par exception aux durées d'amortissement mentionnées en point 2.4.2., la durée de vie réelle des établissements peut être retenue comme durée d'amortissement. Cela concerne exclusivement les immobilisations rattachées aux établissements temporaires.

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

L'association a lancé son chantier de migration de l'ERP finance pour une livraison prévue au 1^{er} janvier 2026.

Face au déficit de 2024 et au contexte budgétaire et politique actuel, l'association a mis en place dès début 2025 un plan d'action pour rétablir rapidement l'équilibre financier et s'adapter à la nouvelle situation.

2.4 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.4.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques (Mises à disposition de personnel inter-établissements, Prestations internes, notamment de maintenance, logistique et travaux, Fournitures de repas du Yankadi aux Centres d'Hébergement de l'Association)

Les comptes de résultat des établissements ou services hors CPOM soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

2.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Constructions, sauf dérogations pour les sites suivants :	10 à 50 ans
- Promesse de l'Aube	3 ans
- Bastion de Bercy	7 ans
- Lumières du Nord	6 ans
- Poniatowski	2 ans
Logiciel informatique	1 à 5 ans
Installations générales, agencements, aménagements	3 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	1 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Par exception aux durées d'amortissement mentionnées ci-dessus, la durée de vie réelle des établissements peut être retenue comme durée d'amortissement. Cela concerne exclusivement les immobilisations rattachées aux établissements temporaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Le transfert d'une immobilisation d'un établissement à un autre est réalisé à la valeur nette comptable au moment du transfert : la valeur de l'immobilisation transférée dans le nouvel établissement correspond à la valeur nette de cette même immobilisation dans l'établissement initial.

▪ **Frais d'acquisition**

Les frais d'acquisition des immobilisations ont été incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

2.4.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'entrée des parts sociales reçues en rémunération des apports effectués en 2010 et 2012 à la SCI Aurore correspond à la valeur réelle des apports évalués dans le traité d'apport, conformément au PCG art 332.1.

2.4.4 Stocks

Les stocks sont non significatifs sur les ex-Ateliers de la Garenne et ont été passés en charges. Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.

2.4.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Concernant les redevances, elles font l'objet d'une provision à hauteur des sommes non payées au 31 janvier N+1.

2.4.6 Disponibilités

L'association bénéficie d'une convention de fusion des comptes bancaires ouverts auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France et du Crédit Coopératif. Dans les comptes n'apparaît que le solde disponible global au regard de l'organisme financier.

2.4.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et figurent au passif du bilan sous la rubrique « Autres fonds associatifs ».

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M21, secteur sanitaire, n'est pas remise en cause, sa comptabilisation est inchangée.

2.4.8 Subventions d'investissement sur biens non renouvelables

Les subventions affectées à un bien non renouvelable par l'association figurent au passif du bilan dans les fonds propres consommables.

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

2.4.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été enregistrées selon le risque latent identifié au 31.12.2024

▪ Indemnité de départ à la retraite

L'Association comptabilise désormais l'engagement dans son intégralité au passif du bilan.

Les droits acquis au titre du départ en retraite de l'ensemble des salariés sont valorisés selon la méthode suivante :

- Selon la méthode prospective recommandée par le Conseil National de la Comptabilité.
Cette méthode consiste à proratiser les droits qui seront acquis en fin de carrière en fonction de l'ancienneté constatée à la date d'évaluation pour tous les salariés présents. Les salaires sont projetés en fin de carrière en prenant les hypothèses suivantes :
 - Taux d'actualisation : 3,30% ;
 - Age de départ à la retraite : 67 ans pour les salariés nés à compter de 1955 ;
 - Ensemble des salariés ;
 - Taux de charges sociales :
 - Cadres : 62.50%
 - Non Cadres : 50.42%
 - Table de mortalité : 2018-2020 ;
 - Taux de turnover :
 - Cadres : 8.55%
 - Non Cadres : 7.84%

Les indemnités pour départ en retraite sont fixées par les conventions collectives applicables au sein de l'association :

- Convention collective des établissements privés d'hospitalisations, soins, cures et gardes à but non lucratif du 31 octobre 1951 ;
- Convention collective des établissements et services pour personnes handicapées ou inadaptées du 15 mars 1966.

Elles s'élèvent à 4 388 976 € à la date de clôture comptabilisées dans leur intégralité en provisions pour risques et charges.

2.4.10 Fonds dédiés

Les « fonds dédiés » sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31.12.2024 sont constitués de la part non utilisée de concours publics, subventions ou de dons.

2.4.11 Fonds associatifs

Les comptes 2024 opèrent une répartition des fonds propres entre :

- Des Fonds associatifs sans droit de reprise (fonds acquis à l'association de manière définitive),
- Des fonds associatifs avec droit de reprise,
- Des réserves (constituées par affectation de résultats sur décision des financeurs à des projets d'investissement, à la couverture du besoin en fonds de roulement et à la compensation des déficits),
- Le report à nouveau et le résultat,
- Et les fonds propres consommables constitués des subventions d'investissement sur biens non renouvelables et des provisions réglementées.

Les réserves, reports à nouveau et résultat de l'exercice des seules activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée sont indiquées sur des lignes spécifiques.

2.4.12 Report à nouveau

Le compte report à nouveau est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et déficits qui impactent les fonds propres de l'association, mais aussi, et ce depuis la mise en place du nouveau plan comptable, à l'affectation de résultat décidé par les financeurs.

Un tableau détaillé par origine est donné en annexe.

2.4.13 Coût d'emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital). Le détail est donné dans un tableau annexe.

3- ENGAGEMENTS HORS BILAN

3.1 Garanties des emprunts

Les principaux prêts en cours à la clôture de l'exercice font l'objet des engagements suivants en termes de garantie :

- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des locaux de la **Communauté Thérapeutique d'Aubervilliers** – Capital restant dû à la clôture de 1 334 047€.
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la commune d'Aubervilliers
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement du **Berceau** – Capital restant dû à la clôture de 160 433 €. Ce prêt fait l'objet d'une garantie d'affectation hypothécaire pour un montant de 624 000 €
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement de la **Maison Faitout** – Capital restant dû à la clôture 1 121 351€. L'emprunt à fait l'objet d'une garantie à hauteur de 50% par la compagnie Européenne de garanties et cautions.
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des travaux du **Siège** contractualisé à hauteur de 1 276 560 € et débloqué partiellement à hauteur de 652 879 € – Capital restant dû à la clôture 652 879 €. L'emprunt à fait l'objet d'une garantie à hauteur de 50% par la compagnie Européenne de garanties et cautions (638 280 €).
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des **chalets de Brantôme** – Capital restant dû à la clôture de 137 249.15€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 50% de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (Natixis Garanties)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du **CMS Cévennes** – Capital restant dû à la clôture 215 601€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 50% de la SOGAMA
- Prêt Société générale pour le financement de véhicule de **l'Equipée Belle** – Capital restant dû à la clôture de 8 406€. Ce prêt fait l'objet d'un gage ou nantissement sur véhicule utilitaires légers
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **Centre Maternel de Valenton** – Capital restant dû à la clôture de 425 398€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Valenton
- Prêt CDC pour le financement des locaux des **LHSS de Gagny** – Capital restant dû 51 530€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la CGLLS
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **CHRS Rives de Seine à Bezons** – Capital restant dû à la clôture 106 963€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise
- Prêt CDC pour le financement des futurs locaux du **CHRS le Phare à Gonesse** – Capital restant dû 1 478 678€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **Centre de Bastion de Bercy** – Capital restant dû à la clôture de 988 194€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Paris
- Prêt CDC pour le financement de la **Pension Famille Yourcenar** – Capital restant dû à la clôture de 1 475 578€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Montreuil.
- Prêt CDC pour **l'HUDA 95** - Capital restant dû 2 381 024€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise

3.2 Autorisation de découvert

Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, l'association bénéficie des autorisations de découvert suivantes :

- Caisse d'Epargne Ile de France : autorisation de 11 millions d'euros ;
- Crédit Coopératif : facilité de caisse de 8 millions d'euros.

3.3 Autres engagements donnés

Dans le cadre du contrat de prêt contracté par la SCI AURORE IMMOBILIER auprès de la Caisse d'Epargne pour l'acquisition de l'immeuble sis 1 Rue Jean Baptise Clément au Prés Saint Gervais (93) et dont AURORE est locataire, une délégation imparfaite des loyers a été accordée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile de France à hauteur de 4 000 000€, limitée aux sommes dues par AURORE au titre des loyers.

Un emprunt a été souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement des travaux du Siège contractualisé à hauteur de 1 276 560 € et débloqué partiellement à hauteur de 652 879 €.

3.4 Autres informations

3.4.1 Situation fiscale

Les activités de l'association sont hors du champs d'application des impôts commerciaux exceptées :

- L'ESAT ESPACE AURORE assujetti sur option à la TVA pour les ventes et prestations de services réalisées dans le cadre des opérations de production et de commercialisation effectuées par les personnes handicapées. Cette option n'entraîne pas l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à la contribution économique territoriale.
- Les opérations réalisées au bénéfice de tiers par les dispositifs, ATELIER PROFESSIONALISATION, CAFE DE LA PECHE, KIWI BAR et KANTINETIK.

Par ailleurs, il est précisé que l'association dispose de revenus taxables à l'impôt sur les sociétés au taux de 24%, 15% ou 10%, spécifiques à certains revenus des associations.

3.4.2 Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50.000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants.

Les personnes concernées par cette disposition sont bénévoles et ne perçoivent donc aucune rémunération.

3.4.3 Honoraires des CAC

- Au titre de la mission légale : 167 828 € TTC ;
- Au titre des SACC : 2 112€ TTC

TABLEAUX ANNEXES

4.1 Détail des résultats par établissement ou service

ETABLISSEMENTS		Résultat comptable		Reprise résultats antérieurs		Résultat économique	
		Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
Ouest							
Accueil des Exilés	227 999		227 999				227 999
Addictions	149 271		149 271		32 272		181 543
Gestion propre	38 728		38 728				38 728
Handicap et soins psy	-348 732	-348 732		-106 451		-455 183	
Insertion professionnelle							
Logement accompagné	-31 444	-31 444			87 777		56 333
Maladies chroniques	59 747		59 747		18 011		77 758
Urgence et Hébergement	235 092		235 092				235 092
Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)							
Accueil des Exilés	-57 306	-57 306			214 012		156 706
Gestion propre							
Handicap et soins psy	-231 920	-231 920				-231 920	
Insertion professionnelle	132 520		132 520				132 520
Logement accompagné	-372 972	-372 972		-17 600		-390 572	
Maladies chroniques	-229 803	-229 803			6 674	-223 129	
Urgence et Hébergement	87 875		87 875		106 366		194 241
Paris Nord (PN)							
Addictions	-890 253	-890 253			141 970	-748 283	
Formation	-988 359	-988 359				-988 359	
Gestion propre	-104 080	-104 080				-104 080	
Handicap et soins psy	-506 901	-506 901		-303 354		-810 255	
Insertion professionnelle	-69 526	-69 526				-69 526	
Logement accompagné	-74 711	-74 711				-74 711	
Maladies chroniques	-64 092	-64 092				-64 092	
Urgence et Hébergement	-547 506	-547 506			161 808	-385 698	
Paris Sud – Centre (PSC)							
Accueil des Exilés	348 269		348 269		42 297		390 566
Formation	8 159		8 159				8 159
Gestion propre	-35 413	-35 413				-35 413	
Handicap et soins psy	511 558		511 558		128 347		639 905
Insertion professionnelle	151 762		151 762				151 762
Logement accompagné	-1 447 374	-1 447 374				-1 447 374	
Urgence et Hébergement	127 904		127 904		854 408		982 312
Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)							
Accueil des Exilés	29 362		29 362	-73 474			29 362
Addictions	1 066 428		1 066 428				992 954
Formation	206 189		206 189				206 189
Gestion propre	134 982		134 982				134 982
Handicap et soins psy	3 617		3 617				3 617
Insertion professionnelle	-624 288	-624 288				-624 288	
Logement accompagné	-37 695	-37 695			8 135	-29 560	
Maladies chroniques	181 197		181 197				181 197
Urgence et Hébergement	482 106		482 106		300 125		782 231
Veille Sociale	20 559		20 559				20 559
Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)							
Accueil des Exilés	348 647		348 647		135 170		483 817
Addictions	-108 920	-108 920				-108 920	
Formation	-31 598	-31 598				-31 598	
Gestion propre	-8 962	-8 962				-8 962	
Insertion professionnelle	540 785		540 785				540 785
Logement accompagné	-240 034	-240 034				-240 034	
Maladies chroniques	-256 231	-256 231				-256 231	
Urgence et Hébergement	-811 980	-811 980			274 864	-537 116	
Solibaill - Ile de France Ouest (SOLIFO)							
Accueil des Exilés	-92 861	-92 861		-304 906		-397 767	
Gestion propre	-3 753	-3 753				-3 753	
Handicap et soins psy	-38 688	-38 688				-38 688	
Insertion professionnelle	22 286		22 286				22 286
Logement accompagné	-841 312	-841 312			60 320	-780 992	
Maladies chroniques	-756 530	-756 530				-756 530	
Urgence et Hébergement	-537 187	-537 187			350 342	-186 845	
SIEGE							
Gestion propre	-4 520 783	-4 520 783				-4 520 783	
Urgence et Hébergement							
TOTAL		-14 911 219	5 115 042	-805 785	2 922 898	-14 550 666	6 871 602

4.2 Détail des charges par pôles

TERRITOIRES	Total des charges de l'exercice	%
-------------	---------------------------------	---

Ouest	14 258 247	5%
PEIFS (Paris Est – Ile de France Sud)	31 901 077	12%
PN (Paris Nord)	53 764 693	21%
PSC (Paris Sud – Centre)	49 997 689	19%
SARAO (Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie)	40 286 581	15%
SAVAH (Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne)	31 328 903	12%
SOLIFO (Solibail - Ile de France Ouest)	33 247 444	13%
Siège	24 025 869	9%
Neutralisation conso	-	-7%
Total des charges de l'exercice	261 197 790	100%

4.3 Détail des produits d'exploitation

Détail des produits d'exploitation	Solde au 31/12/2024		Solde au 31/12/2023	
	Total	%	Total	%
Ventes / prestations	14 214 087	6%	13 767 822	5%
Redevances / aides aux logements	11 254 408	5%	10 724 432	4%
Subventions / DGF / PJ	210 009 998	84%	204 946 399	82%
Aides au poste	6 208 479	2%	6 560 712	3%
Autres produits	4 123 620	2%	9 845 520	4%
Fonds dédiés	4 247 390	2%	5 166 158	2%
Total général	250 057 983	100%	251 011 044	100%

5- TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

AMORTISSEMENTS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Transfert d'immobilisations	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissements	654 030	0	0	0	0	654 030
Frais de recherche et développement	0	3 000	0	0	0	3 000
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 135 869	214 808	10 060	0	0	1 340 618
Droit au bail	135 663	0	0	0	0	135 663
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	1 925 562	217 808	10 060	0	0	2 133 310
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	859 580	0	0	0	0	859 580
Agencets et aménagements de terrains	34 544	0	0	0	0	34 544
Constructions	33 663 700	10 605	0	0	0	33 674 305
Installations générales, agencets constr.	6 314 358	297 871	17 906	0	0	6 594 323
installations techniques matériels et outillage	8 696 260	1 283 843	33 508	0	0	9 946 595
Autres immob.corporelles	28 614 401	2 524 787	222 564	3 238 258	2 123 559	36 278 442
Matériels de transport	3 400 283	402 874	191 883	32 254	0	3 643 528
Matériels de bureau et inform	3 995 225	575 071	54 744	0	0	4 515 548
Mobilier	1 777 614	64 342	164 714	0	0	1 677 242
Autres équipements	1 600 477	301 349	2 086	0	0	1 899 741
Immob. Grevées de droit (Commodat)	2 846	0	0	0	0	2 846
Immobilisations corporelles en cours	7 533 096	4 427 018	335 382	-3 270 512	-2 123 559	6 230 660
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
TOTAL (II)	96 492 384	9 887 759	1 022 785	0	0	105 357 354
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations et créances rattachées	8 627 289	1 220	0	0	0	8 628 508
Titres immobilisés	721 609	7 333		0	0	728 941
Prêts	4 573	0	0	0	0	4 573
Dépôts et Cautionnements versés	3 040 543	875 929	57 984	0	0	3 858 506
Autres créances immobilisées	9 994	0	0	0	0	9 994
TOTAL (III)	12 404 008	884 481	57 984	0	0	13 230 523
TOTAL = (I) + (II) + (III)	110 821 954	10 990 048	1 090 829	0	0	120 721 187

6- TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Amortissements	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	329 334	80 797	446	0	409 685
Frais de recherche et développement	0	350	0	0	350
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	948 733	169 329	3 034	0	1 115 029
Droit au bail	115 663				115 663
Immobilisations incorporelles en cours					
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	1 393 731	250 476	3 480	0	1 640 727
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Agencés et aménagements de terrains	31 807	86	0	0	31 893
Constructions	21 112 353	1 795 536	0	0	22 907 889
Installations générales, agencés constr.	4 990 042	284 929	2 118	0	5 272 853
installations techniques matériels et outillage	6 954 471	679 900	28 326	0	7 606 045
Autres immob.corporelles	20 472 538	4 122 976	140 527	0	24 454 986
Matériels de transport	2 494 318	378 142	146 395	0	2 726 066
Matériels de bureau et inform	3 289 739	489 273	48 257	0	3 730 755
Mobilier	1 417 538	100 359	161 927	0	1 355 969
Autres équipements	1 050 279	178 978	1 712	0	1 227 545
Immob. Grevées de droit (Commodat)					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	61 813 084	8 030 180	529 263	0	69 314 001
TOTAL (III) = (I) + (II)	63 206 815	8 280 656	532 742	0	70 954 728
Dont dotation et reprises					
* d'exploitation		8 261 641			
* financière					
* exceptionnelle		18 310			

7- TABLEAUX DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etats des créances

Etats des créances	Montant brut	A un au plus	A plus d'un an
Créances rattachés à des participations	250	250	
Prêts	4 573		4 573
Autres immobilisations financières	3 868 500		3 868 500
Clients douteux ou litigieux	78 853	78 853	
Autres créances clients	19 538 281	19 124 119	414 162
Personnel et comptes rattachés	112 166	112 166	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 190 348	1 190 348	
Impôts sur les bénéfices	-	-	
TVA	1 225 626	1 225 626	
Autres impôts et taxes	257	257	
Divers	6 853 998	6 853 998	
Débiteurs divers	8 578 438	8 578 438	
Charges constatées d'avance	1 253 425	1 253 425	
Totaux	42 704 715	38 417 479	4 287 236

Etats des dettes

Etats des dettes	Montant brut	A un au plus	A plus d'un an et 5 au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit	11 063 550	1 963 662	3 048 981	6 050 907
Emprunts et dettes financières diverses	1 139 707	1 139 707		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 346 382	18 346 382		
Personnel et comptes rattachés	7 325 668	7 325 668		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 334 433	13 334 433		
Impôts sur les bénéfices	1 699	1 699		
TVA	3 103	3 103		
Autres impôts et taxes	982 954	982 954		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	957 769	957 769		
Créditeurs divers et autres dettes	5 705 107	5 705 107		
Produits constatés d'avances	1 182 419	1 182 419		
Totaux	60 042 791	50 942 902	3 048 981	6 050 907

8- DETAIL DES FONDS ASSOCIATIFS

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Virement poste à poste	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES						
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise	3 445 206	0		0	0	3 445 206
Statutaires	2 608 612	0				2 608 612
Complémentaires	836 594	0			0	836 594
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0					0
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise	42 716	0		0	0	42 716
Statutaires	0	0		0	0	0
Complémentaires	42 716	0		0		42 716
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	15 240 599	1 404 420		0	0	16 645 018
Réserves statutaires ou contractuelles	21 251	0		0	0	21 251
Réserves pour projet de l'entité	15 219 347	1 404 420		0		16 623 767
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>15 219 347</i>	<i>1 404 420</i>				<i>16 623 767</i>
Autres	0					0
Report à nouveau	4 084 225	233 576				4 317 801
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	8 038 908	6 785 171		0	0	14 824 079
Excédent ou déficit de l'exercice	1 639 892	-1 639 892		0	9 796 177	-9 796 177
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	2 023 497	-2 023 497		0	383 217	-383 217
SITUATION NETTE (I)	24 452 638	-1 896		0	9 796 177	14 654 565
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	5 431 822			1 493 009	1 149 680	5 775 151
Provisions réglementées	8 104 969					8 104 969
TOTAL (II)	13 536 791	0		1 493 009	1 149 680	13 880 120
TOTAL (I+II)	37 989 429	-1 896		1 493 009	10 945 857	28 534 685
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation						
- financière						
- exceptionnelle				0	1 149 680	

9- TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions	Solde début d'exercice	Virement poste à poste	Affectation du résultat	Dotations de l'exercice	Reprise exercice	Solde fin exercice
Provisions inscrites à l'actif du bilan						
Dépréciation des stocks	-					-
Dépréciation des comptes clients	3 409 638			868 962	633 745	3 644 854
Dépréciation des autres comptes	1 129 655			1 788 403	257 522	2 660 535
Dépréciation des comptes financiers	31 299					31 299
Total provision à l'actif du bilan	4 570 592			2 657 364	891 268	6 336 689
Provisions réglementées						
Amortissement dérogatoire	-				-	-
Autres provisions réglementées	-					-
Provision pour renouvellement des immobilisations	740 000					740 000
Réserves d'invest. hors convent.	-					-
Réserves d'invest. sous convent.	49 707					49 707
Réserves de trésorerie	709 110					709 110
Différences sur réalisation d'actif	6 606 153					6 606 153
Sous-total provisions réglementés	8 104 970		-	-	-	8 104 970
Provisions pour risques et charges						
<u>Provisions pour risques</u>						
Pour risques - Litiges personnel	484 069			358 569	214 138	628 500
Pour risques - Autres risques	352 748			119 333	159 803	312 278
<i>Sous-total provisions pour risques</i>	<i>836 818</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>477 902</i>	<i>373 941</i>	<i>940 779</i>
<u>Provisions pour charges</u>						
Pour retraite	3 972 968	1 140		905 706	490 838	4 388 976
Pour travaux et charges d'études	233 252				94 600	138 652
Pour charges de personnel	-				-	-
Pour autres charges	21 988					21 988
<i>Sous-total provisions pour charges</i>	<i>4 228 208</i>	<i>1 140</i>	<i>-</i>	<i>905 706</i>	<i>585 438</i>	<i>4 549 616</i>
Sous-total pour risques et charges	5 065 026	1 140	-	1 383 608	959 379	5 490 394
Total provisions au passif du bilan	13 169 996	1 140	-	1 383 608	959 379	13 595 364
Total provisions	17 740 588	1 140	-	4 040 972	1 850 646	19 932 053
			Dont exploitation	4 040 972	1 850 646	
			Dont financier	-		
			Dont exceptionnel	-		

10 – TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés issus de :	Analytique n1	Solde ouverture de l'exercice	Reports - Dotations en fonds dédiés de l'exercice	Utilisations fonds dédiés			Transfert		Montant affectation de résultat	Solde cloture	FD non utilisés depuis plus de 2ans
				Montant reprises	Montant remboursements	Montant global	Virement poste à poste	Affectation en fonds propres sur le siège			
ACT L'ENTR'ACT	165	337 471.25	0.00	26 861.75	0.00	26 861.75				310 609.50	63 249.00
ACT PERIGUEUX	145	5 855.35		2 502.35		2 502.35				3 353.00	0.00
AURORE RESTAURANT POUR MNA	169	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
CADA LOIRE ET OCEAN	171	72 488.23		0.00		0.00				72 488.23	0.00
CHT La Close	531	185 356.00		58 755.95		58 755.95				126 600.05	0.00
CHU AUBERGE DE LA MANUFACTURE NANTES	531	15 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00				15 000.00	0.00
CSAPA BRANTOME	140	290 293.97	2 200.00	66 895.91	0.00	66 895.91				225 598.06	0.00
FOYER DE VIE LE BERCEAU	480	12 557.38	0.00	0.00	0.00	0.00				12 557.38	0.00
FOYER DE VIE LE BERCEAU	481	29 606.64		0.00		0.00				29 606.64	0.00
HUDA SAINT-MAIXENT	484	6 497.00		0.00		0.00				6 497.00	6 497.00
Total Ouest		955 125.82	2 200.00	155 015.96	0.00	155 015.96	0.00	0.00	0.00	802 309.86	69 746.00
ACT RIVIERE	160	87 560.44		17 798.40		17 798.40				69 762.04	38 072.74
ASSORE 19ème	163	-33 615.58		11 961.23		11 961.23				-45 576.81	-45 576.81
CAARUD CT18	132	1 050 610.00				0.00				1 050 610.00	1 050 610.00
CAARUD EGO	130	227 319.24		9 458.30		9 458.30				217 860.94	188 017.54
CHU BAUDRY	531	15 000.00				0.00				15 000.00	15 000.00
CHU CŒUR DE FEMMES	520	9 679.00	902.00	208.08		208.08				10 372.92	9 679.00
CHU LUMIERES DU NORD	534	878 929.17		28 791.30		28 791.30				850 137.87	850 000.00
CLUB DE PREVENTION SILOE	111	9 075.00				0.00				9 075.00	5 000.00
CSAPA AURORE 75 EGO	131	170 012.37		30 503.24		30 503.24				139 509.13	71 313.20
CUISINE SOLIDAIRE MARCEAU	533	0.00				0.00				0.00	0.00
CUISINE SOLIDAIRE NATION/GARCIA	538	157 405.00		157 405.00		157 405.00				0.00	0.00
EQUIPE MOBILE SANTE PRECARITE 92 - 94	164	95 244.15		20 530.85		20 530.85				74 713.30	27 392.39
ESPACE DE REPOS PORTE DE LA CHAPELLE	133	1 151 749.28		1 151 749.28		1 151 749.28				0.00	0.00
FAM LES ECLUSES	487	29 847.56		4 280.00		4 280.00				25 567.56	0.00
FORMATION ADDICTIONS	135	5 000.00				0.00				5 000.00	5 000.00
MJIAOS PATHOLOGIES CHRONIQUES	161	1 628.57		427.88		427.88				1 200.69	0.00
MINEURS EN ERRANCE	136	275 100.00	254 000.00	265 328.00		265 328.00				263 772.00	0.00
Total PARIS NORD		4 130 544.19	254 902.00	1 698 441.56	0.00	1 698 441.56	0.00	0.00	0.00	2 687 004.63	2 214 508.06
AJ MONTROUGE	335	0.00				0.00				0.00	0.00
BA 94 DIFFUS	334	259 690.00				0.00				259 690.00	259 690.00
CAIR PONIATOWSKI	339	377 787.86		288 444.31		288 444.31				89 343.55	0.00
CAMA PONIATOWSKI	339	249 220.83		110 818.07		110 818.07				138 402.76	0.00
CHRS DIFFUS 94	536	13 017.00	7 962.00			0.00				20 979.00	13 017.00
CHS CHEVILLY-LARUE	342	53 558.49				0.00				53 558.49	28 321.59
CHU BASTION DE BERCY	548	220 790.29		79 735.55		79 735.55				141 054.74	0.00
CHU LES ULIS	325	92 211.35		19 021.31		19 021.31				73 190.04	0.00
CHU PIERRE SEMARD	589	546 232.00		255 482.00		255 482.00				290 750.00	0.00
HSR PERINAT ATHIS MONS	803	348 418.89	11 400.00	10 000.00		10 000.00				349 818.89	303 418.89
HUDA FONTENAY SOUS BOIS	253	307 669.22			0.00	0.00				307 669.22	130 000.00
HUDA PIERRE SEMARD	589	232 274.13		21 795.95		21 795.95				210 478.18	40 000.00
LOGIN EMPLOI	804	19 446.39				0.00				19 446.39	0.00
MNA VALENTON	317	161 335.25		9 725.14		9 725.14				151 610.11	0.00
Total PEIFS - Paris Est / IDF Sud		2 881 651.70	19 362.00	795 022.33	0.00	795 022.33	0.00	0.00	0.00	2 105 991.37	774 447.48

Association AURORE

Comptes clos au 31/12/2024

ESAT SANTEUIL	247	13 732.80		2 500.00		2 500.00				11 232.80	0.00
Total PEIFS - Paris Est / IDF Sud - TVA		13 732.80	0.00	2 500.00	0.00	2 500.00	0.00	0.00	0.00	11 232.80	0.00
AJ AUSTERLITZ FAMILLE	568	19 934.45		19 093.90		19 093.90				840.55	0.00
AJ AUSTERLITZ MIGRANTS	569	97 565.00		0.00		0.00				97 565.00	97 565.00
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DUTOT	410	125 301.71		5 613.60		5 613.60				119 688.11	104 754.65
CHRS ASTRAGALE	302	29 300.00		0.00		0.00				29 300.00	29 300.00
CHRS ETOILE DU MATIN	301	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
CHS ALBERT 1ER	510	51 238.00		0.00		0.00				51 238.00	51 238.00
CHS KEPES	305	19 071.00		0.00		0.00				19 071.00	19 071.00
CHU LES CINQ TOITS	560	35 472.00		0.00		0.00				35 472.00	35 472.00
CHU PHENIX	590	0.00	103 646.00	0.00		0.00				103 646.00	0.00
CHU PROMESSE DE L'AUBE	542	400 000.00		0.00		0.00				400 000.00	400 000.00
CHU RENE COTY	590	200 000.00	570 054.00	0.00		0.00				770 054.00	0.00
CPH LES CINQ TOITS	560	194 697.00		0.00		0.00				194 697.00	194 697.00
DOMICILIATION PARIS 12	580	49 678.13		10 187.60		10 187.60				39 490.53	0.00
ESI HALTE FEMMES-CARREAU DU TEMPLE	575	1 265.92		1 265.92		1 265.92				0.00	0.00
HUDA LES CINQ TOITS	560	204 629.00		0.00		0.00				204 629.00	204 629.00
ITEP L'EVEIL	460	207 600.77		17 154.88		17 154.88				190 445.89	23 394.13
LOUEZ SOLIDAIRE	390	179 724.67		0.00		0.00				179 724.67	179 724.67
MARAUDE EST	530	3 763.98		1 935.00		1 935.00				1 828.98	0.00
MARAUDE OUEST	525	9 276.36		2 059.33		2 059.33				7 217.03	0.00
PF DURANTON	386	8 477.00		0.00		0.00				8 477.00	8 477.00
PF BOUCICAUT	373	3 788.00		0.00		0.00				3 788.00	3 788.00
PF VAUGIRARD 1	375	9 341.00		0.00		0.00				9 341.00	9 341.00
PF VAUGIRARD 2	376	10 667.00		0.00		0.00				10 667.00	10 667.00
PLAN ATLAS BUS	550	20 875.00		0.00		0.00				20 875.00	20 875.00
PRISM	870	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
SAVS 13-15 LOGIS	422	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
TERRITOIRE PSO-FO	500	15 000.00		0.00		0.00				15 000.00	15 000.00
UCSA 75 - Un Chez Soi d'Abord 75	260	45 514.14		0.00		0.00				45 514.14	45 514.14
Total PSC - Paris Sud / Centre		1 942 180.13	673 700.00	57 310.23	0.00	57 310.23	0.00	0.00	0.00	2 558 569.90	1 453 507.59
ACI GARAGE SOLIDAIRE	953	14 989.90		3 790.61		3 790.61	6 948.70			18 147.99	0.00
ACI JARDINS DU PONT BLANC	830	16 832.51		0.00		0.00				16 832.51	16 832.51
ACI YANKADI	813	21 916.08		1 916.08		1 916.08				20 000.00	20 000.00
ACT 93	120	374 377.35	2 100.00	30 876.52		30 876.52				345 600.83	268 000.00
AGIR 15	947	11 120.68		0.00		0.00				11 120.68	11 120.68
CAARUD AULNAY	122	418 899.49	245 994.00	73 157.89		73 157.89				591 735.60	3 800.00
CHU LE RAINCY	316	17 278.44		0.00		0.00				17 278.44	17 278.44
CHU MAISON BLEUE	318	19 125.00		3 480.00		3 480.00	264 003.00			279 648.00	15 000.00
COMMUNAUTE THERAPEUTIQUE D'AUBERVILLIERS	117	679 521.85		49 924.13		49 924.13				629 597.72	32 192.71
CPH PRE ST GERVAIS	543	250 610.40		59 676.54		59 676.54				190 933.86	10 512.41
CSAPA CLEMENCEAU	115	673 378.21	5 000.00	108 667.44		108 667.44				569 710.77	281 628.84
DOMICILIATION AUBERVILLIERS	802	15 206.08		1 096.66		1 096.66			1 890.54	15 999.96	
EPICERIE SOLIDAIRE	818	3 870.99		1 158.22		1 158.22				2 712.77	
INVISIBLE MAROC	827	99 704.00		0.00		0.00				99 704.00	99 704.00
La PERM PAES Accueil de Jour	970	229 551.80		4 253.53		4 253.53	-6 948.70			218 349.57	
LHSS 93	121	208 536.71	4 500.00	23 242.83		23 242.83				189 793.88	82 210.00
L'OUVRAGE	114	59 191.00	19 751.70	43 775.11		43 775.11				35 167.59	0.00
MNA 75 DIFFUS LOT 3 PARIS	853	122 987.44		8 254.89		8 254.89				114 732.55	0.00
MNA PANGEA	816	60 000.00		0.00		0.00				60 000.00	60 000.00
PF BRANLY	366	5 243.84		1 200.00		1 200.00				4 043.84	
PF MOLIERE	365	31 427.47		3 664.93		3 664.93				27 762.54	0.00
PF YOURCENAR	379	4 973.67		1 200.00		1 200.00				3 773.67	
SAS JEAN MOULIN	328	258 493.00		0.00		0.00	-258 493.00			0.00	
SAS NEUILLY PLAISANCE	321	48 742.00		5 220.18		5 220.18				43 521.82	
Total SARA - Seine St Denis / Auvergne / Rhône Alpes		3 645 977.91	277 345.70	424 555.56	0.00	424 555.56	5 510.00	0.00	1 890.54	3 506 168.59	918 279.59

Association AURORE

Comptes clos au 31/12/2024

ACCUEIL DE JOUR BEZONS	941	50 000.00	45 000.00		0.00				95 000.00	
ACI ROMILLY SUR SEINE	641	20 019.60		8 304.00	8 304.00				11 715.60	0.00
ACT BILLOTTE	620	147 558.15	1 344.83		0.00				148 902.98	147 558.15
ACT BORDS DE L'OISE OSNY	910	194 427.68	9 200.00	15 202.76	15 202.76				188 424.92	87 549.00
AT SOISSON	185	215 913.20		7 938.33	7 938.33				207 974.87	116 033.83
CHRS AUBOIS	610	24 832.16		1 977.92	1 977.92				22 854.24	10 513.19
CHRS CHAUMES EN BRIE	586	93 381.05			0.00				93 381.05	93 381.05
CHRS LE PHARE GONESSE	930	42 825.70		4 825.70	4 825.70				38 000.00	0.00
CSAPA GEORGE SAND CTR (Centre Thérapeutique Résidentiel)	127	412 742.41		114 548.40	114 548.40	-6 000.00			292 194.01	50 000.00
CSAPA LA MAISON DE KATE	185	382 395.94	26 489.22	67 875.49	67 875.49				341 009.67	72 411.82
CSAPA REVIVRE	630	51 361.19		7 261.23	7 261.23				44 099.96	20 514.70
Equipe mobile Cadence (CSAPA George Sand)	127	14 933.86		3 970.75	3 970.75				10 963.11	0.00
Equipe mobile psychologues pour les ADJ du 95 (PIERRELAYE)	914				0.00				0.00	
Equipe mobile santé précarité 77	678	99 455.57		17 203.23	17 203.23	6 000.00			88 252.34	6 000.00
HALTE DE NUIT DE BEZONS	939	385 886.48			0.00				385 886.48	
HEBERGEMENT URGENCE 100 PLACES Les Genêts PIERRELAYE	926	19 920.00			0.00				19 920.00	
HEBERGEMENT URGENCE 95 GONESSE 18 PLACES	922	30 109.67		3 302.00	3 302.00				26 807.67	19 961.40
HUDA CARMEL ST GERMAIN	613	21 734.20		5 549.94	5 549.94				16 184.26	2 789.22
HUDA GOUSSAINVILLE	932	130 967.85	2 893.00	130 967.85	130 967.85				2 893.00	
La Maison D'Edith	612	33 007.56		2 535.85	2 535.85				30 471.71	0.00
LAM AUBOIS	622	385 498.03	5 043.11	29 977.79	29 977.79				360 563.35	22 550.68
LHSS AUBOIS	621	179 498.78	2 017.25	14 358.99	14 358.99				167 157.04	16 907.00
LHSS MOBILES AUBE	623	971.00			0.00				971.00	
Pension de Famille GOUSSAINVILLE	944	20 000.00			0.00				20 000.00	20 000.00
SSR LA MAISON DE KATE	180	68 899.44		1 574.96	1 574.96				67 324.48	66 787.48
UN NOUVEAU TOIT 95 GRAND MARGINAUX BEZONS	912		3 794.00		0.00				3 794.00	
UNITE MOBILE ALIMENTATION SANTE	632	76 223.00			0.00				76 223.00	76 223.00
Total SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne		3 101 591.52	96 752.41	437 375.19	0.00	437 375.19	0.00	0.00	2 760 968.74	829 180.52
ACI BOCALOCA	646	3 868.49		1 000.00	1 000.00				2 868.49	0.00
ACI Espaces verts	892	1 132.30		1 132.10	1 132.10				0.20	0.00
ACI KANTINETIK	645	4 345.17		3 000.00	3 000.00				1 345.17	0.00
Total SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne - TVA		9 345.96	0.00	5 132.10	0.00	5 132.10	0.00	0.00	4 213.86	0.00
DIRECTION IMMOBILIERE ET LOGISTIQUE	343	36 245.01	2 250.00	27 600.00	27 600.00				10 895.01	0.00
SIEGE - SERV REGROUPE	200				0.00				0.00	0.00
Total SIEGE		36 245.01	2 250.00	27 600.00	0.00	27 600.00	0.00	0.00	10 895.01	0.00
EQUIPE MOBILE SANTE PRECARITE 92 - 94	164	391 871.50	3 000.00	391 871.50	391 871.50				3 000.00	
CHU COLOMBES ALLENDE	251	230 841.67		27 094.85	27 094.85				203 746.82	
CHU Boulogne	252	94 983.00			0.00				94 983.00	
CHS SOLEA	256	150 107.20		27 602.62	27 602.62				122 504.58	0.00
ESAT LES ATELIERS DE LA GARENNE	261	174 010.66	21 820.60	1 588.56	1 588.56				194 242.70	149.28
CAVA LES ATELIERS DE LA GARENNE	263	17 643.80			0.00				17 643.80	17 643.80
CAVA LES ATELIERS DE LA GARENNE	264	300 000.00			0.00				300 000.00	300 000.00
PF LA GARENNE COLOMBES	266	8 865.31		2 652.11	2 652.11				6 213.20	
CHU LA GARENNE COLOMBES	267	21 773.44		3 827.24	3 827.24				17 946.20	0.00
PF CHAVILLE	273	15 000.00		3 430.92	3 430.92				11 569.08	
CHU MAISON CHATEL	274	123 826.32		15 309.49	15 309.49				108 516.83	0.00
CHRS LA COLOMBE	308	16 386.46	2 300.00	4 026.71	4 026.71				14 659.75	0.00
CHS L'OLIVIER	311	70 033.05		4 175.27	4 175.27				65 857.78	6 913.64
CHU LES ALIZES 1	312	198 526.18		13 226.93	13 226.93	-77 612.18			107 687.07	2 145.00
AJ MONTROUGE	335	633 693.50		10 785.22	10 785.22				622 908.28	0.00
CHRS MONTROUGE	341		2 300.00	0.00	0.00				2 300.00	0.00
PF DUCLAUX	346	10 621.28		7 287.62	7 287.62				3 333.66	0.00
CHRS LE RELAIS	347	42 013.32	4 965.08	3 394.23	3 394.23				43 584.17	24 100.00
CHU LES TOURNESOLS	348	290 967.97		1 670.97	1 670.97				289 297.00	289 297.00
CHU L'AMETHYSTE	350	130 395.23		15 054.08	15 054.08	77 612.18			192 953.33	128 812.97
PF BOULOGNE	367	15 000.00		3 430.92	3 430.92				11 569.08	

Association AURORE

Comptes clos au 31/12/2024

SOLIBAIL	392	426 900.50	484 139.00	57 105.50		57 105.50				853 934.00	369 795.00
SOLIBAIL	394	34 310.00		34 310.00		34 310.00				0.00	
SOLIBAIL	395	8 631.00		8 631.00		8 631.00				0.00	
SOLIBAIL	396	48 816.00				0.00				48 816.00	48 816.00
ESI MAZAS	570	4 712.93				0.00				4 712.93	0.00
Total SOLIFO - Solibail / Ile de France Ouest		3 459 930.32	518 524.68	636 475.74	0.00	636 475.74	0.00	0.00	0.00	3 341 979.26	1 187 672.69
Total général		20 176 325.36	1 845 036.79	4 239 428.67	0.00	4 239 428.67	5 510.00	0.00	1 890.54	17 789 334.02	7 447 341.93

Variation des fonds dédiés issus de :	Analytique n1	Solde ouverture de l'exercice	Reports - Dotations en fonds dédiés de l'exercice	Utilisations fonds dédiés			Transfert		Montant affectation de résultat	Solde clôture	FD non utilisés depuis plus de 2ans
				Montant reprises	Montant remboursements	Montant global	Virement poste à poste	Affectation en fonds propres sur le siège			
CLUB DE PREVENTION SILOE	111	2 237.00				0.00				2 237.00	2 237.00
FORMATION ADDICTIONS	135	12 321.47				0.00				12 321.47	12 321.47
CHU CŒUR DE FEMMES	520	3 070.46		1 861.78		1 861.78				1 208.68	0.00
Total PARIS NORD		17 628.93	0.00	1 861.78	0.00	1 861.78	0.00	0.00	0.00	15 767.15	14 558.47
CHU BASTION DE BERCY	548	4 148.01				0.00				4 148.01	4 148.01
Total PEIFS		4 148.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	4 148.01	4 148.01
CHS KEPES	305	4 000.00				0.00	0.00	0.00	0.00	4 000.00	4 000.00
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DUTOT	410	11 107.83				0.00	0.00	0.00	0.00	11 107.83	0.00
MARAUDE EST	530	9 932.35				0.00				9 932.35	9 932.35
CHU PROMESSE DE L'AUBE	542	10 500.00		0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	10 500.00	10 500.00
ESI HALTE FEMMES-CARREAU DU TEMPLE	575	700.00				0.00				700.00	700.00
Total PSC		36 240.18	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	36 240.18	25 132.35
CHU MAISON BLEUE	318	17 400.00				0.00	-5 510.00			11 890.00	11 890.00
Total SARA		17 400.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-5 510.00	0.00	0.00	11 890.00	11 890.00
SIEGE - SERV REGROUPE	200	47 338.98				0.00				47 338.98	47 338.98
Total SIEGE		47 338.98	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	47 338.98	47 338.98
Total général		122 756.10	0.00	1 861.78	0.00	1 861.78	-5 510.00	0.00	0.00	115 384.32	103 067.81

11 – TABLEAU DES EMPRUNTS

Liste des emprunts par territoire	Capital restant à amortir	Intérêts courus non échus	Montant total	Moins d'un an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Ouest	542 927.39	3 457.81	546 385.20	130 879.12	410 433.60	5 072.48
SAVAH (Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne)	3 975 070.20	82 705.21	4 057 775.41	208 446.85	493 673.97	3 355 654.59
PEIFS (Paris Est – Ile de France Sud)	1 413 592.72	36 686.77	1 450 279.49	1 102 268.54	348 010.95	0.00
PN (Paris Nord)	1 121 350.98	9 741.93	1 131 092.91	91 746.60	364 531.85	674 814.46
SARAO (Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie)	2 953 255.28	48 687.54	3 001 942.82	312 699.86	925 791.12	1 763 451.89
PSC (Paris Sud – Centre)	220 690.06	386.19	221 076.25	31 834.18	134 619.42	54 622.65
Siège	652 878.57	2 056.56	654 935.13	85 723.39	371 920.56	197 291.18
Total	10 879 765.20	183 722.01	11 063 487.21	1 963 598.54	3 048 981.47	6 050 907.25

12 – REPORTS A NOUVEAUX

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Report à nouveau sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	-4 838 898		733 532	-5 572 430
Dépenses refusées				
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
Report à nouveau	18 084 836	1 149 304		19 234 140
Charges rejetées	-870 981	26 485		-844 496
Charges dont la prise en compte est différée	-8 290 731		208 681	-8 499 412
TOTAL	4 084 225	1 175 789	942 213	4 317 801

NOTE - REPORTS A NOUVEAU	2023		2024	
	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT
DEPENSES NON OPPOSABLES AUX FINANCEURS				
REPORT A NOUVEAU - CREDITEUR		59 595 907		77 540 043
REPORT A NOUVEAU - DEBITEURS	64 434 805		83 112 473	
SOUS - TOTAL	64 434 805	59 595 907	83 112 473	77 540 043
REPORT A NOUVEAU GESTION PROPRE	-4 838 898		-5 572 430	
DEPENSES DIFFEREES/REFUSEES PAR AUTORITE TARIFICATION	9 161 712		9 343 908	
REPORT A NOUVEAU S/CONTRÔLE CREDITEUR		27 612 181		33 211 672
REPORT A NOUVEAU S/CONTRÔLE DEBITEUR	15 959 303		23 207 667	
AUTRE REPORT A NOUVEAU		4 051 744.57		4 770 778.46
SOUS - TOTAL - RESULTATS EN ATTENTE DE REPRISE	25 121 015	31 663 926	32 551 575	37 982 450
RESULTATS CPOM S/CONTRÔLE TIERS FINANCEURS	2 965 347	5 345 560	2 813 868	7 273 225
SOUS - TOTAL - RESULTATS CPOM	2 965 347	5 345 560	2 813 868	7 273 225
REPORT A NOUVEAU GESTION CONTRÔLÉE	8 923 124		9 890 231	

13 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Catégories	Effectifs en nombre de salariés à la clôture de l'exercice	Effectifs en ETP à la clôture de l'exercice
CDI	2090	1989.76
CDD	424	351.07
CONTRATS AIDES	40	39.17
Apprentissage	32	32
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	3	2.17
Contrat de professionnalisation	5	5
T. HANDICAPES (ESAT)	155	151.29
T. Structure réinsertion	64	64
INTERIM (annuel)		
TOTAL	2773	2595.29
Femmes	1605	1505.41
Hommes	1168	1089.88
TOTAL	2773	2595.29

14 – PRODUITS A RECEVOIR

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Immobilisations financières		-	-
	Créances rattachées à des participations		
	Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		4 611 915	3 044 284
41810000	Factures à établir	4 620 702	3 028 382
41820000	Clients factures à établir	- 8 787	15 902
Autres créances		6 188 027	4 866 376
40980000	Frs - Avoirs à recevoir	532 048	714 468
42870000	Personnel produits à recevoir	111 828	45 070
43870000	Personnel produits à recevoir	-	79 706
43871000	Formations - Dépenses engagées	307 886	64 731
44870000	Etat - produits à recevoir	-	-
44871000	INDEMNITE INFLATION	-	-
46870000	Autres produits à recevoir	1 318 864	839 749
46877000	FSE à recevoir	3 917 400	3 122 652
Disponibilités		-	-
51870000	Intérêts courus à recevoir	-	-
Valeurs mobilières de placement		-	-
Total général		10 799 942	7 910 659

15 – CHARGES A PAYER

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit		183 722	127 801
16880000	Intérêts courus sur emprunts	183 722	127 801
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 117 529	9 243 736
40810000	Frs - Factures non parvenues	11 117 529	9 243 736
Dettes fiscales et sociales		13 304 576	10 210 413
42820000	Provision pour congés à payer	6 694 366	6 462 438
42860000	Personnel Autres charges à payer	210 908	155 126
43820000	Charges sociales pour congés à paye	3 481 698	3 361 094
43860000	Personnel charges à payer	2 886 627	197 414
43871100	Formations - Rembt à recevoir	-	3 363
44860000	Etat charges à payer	30 978	30 978
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		148 092	243 393
40840000	Frs d'Immob - Fact. non parvenues	148 092	243 393
Autres dettes		265 772	148 090
41980000	R.R.R. à accorder et autres avoirs	60 634	25 035
46860000	Divers charges à payer	205 138	123 055
Dettes financières diverses		-	-
51860000	Intérêts courus à payer	-	-
Total général		25 019 691	19 973 433

16 – PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Détail des produits exceptionnels		1 215 122	608 850
77100000	Produits except. / opér. de gestion	9	23
77170000	Dégrèvements d'impôts (autres qu'im	-	15 516
77180000	Produits exceptionnels sur opération de gestion	35 856	3 035
77200000	Produits sur exercices antérieurs	-	-
77500000	Produits de cessions des élém	10 000	8 705
77520000	Produits des cessions des éléments d'actifs	6 278	7 000
77700000	Quote part des subventions d'invest.	1 149 680	558 744
78725000	Reprise des amortissements dérogatoires	-	-
78742000	Repr.prov.régl. pour renouv. des immob.	-	-
77880000	Autres Produits Exceptionnels Divers	13 299	15 827
Détail des charges exceptionnelles		194 818	361 473
67110000	Intérêts moratoires et pénalités	18	410
67120000	Pénalités et amendes fiscales	29 004	4 564
67130000	Dons et libéralités	-	15
67140000	Créances irrécouvrables de l'exerci	-	84 257
67180000	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	69 438	211 786
67200000	Charges sur exercices antérieurs	30 032	-
67500000	Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	42 907	559
67800000	Autres charges exceptionnelles	4 960	5 129
67880000	Autres Charges Exceptionnelles Diverses	150	138
68700000	Dot. aux amort. exceptionnels	-	-
68710000	Dot. exceptionnelles aux amortissements des immob.	18 310	54 616
68725000	Dotation aux amortissements dérogatoires	-	-
68746100	Dot.prov.règlementées	-	-
Total général		1 020 304	247 376

17 – TRANSFERTS DE CHARGES

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Transferts de charges d'exploitation		1 221 957	1 311 375
79131000	Remboursements d'assurance / sinistres	61 623	184 927
79141000	Remboursements salaires / formations	130 069	416 591
79100000	Remboursements divers	1 030 265	709 857
Transferts de charges financières		-	-
Transferts de charges exceptionnelles		-	-
Total général		1 221 957	1 311 375

18 – REPARTITIONS DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE PAR NATURE

Nature des dépenses	Montant	%
Détail des charges constatées d'avance		
Loyer/Charges	847 159	67.59%
Crédit bail	540	0.04%
Maintenance	131 034	10.45%
Allocation	84 055	6.71%
Activités sociales et culturelles	95 111	7.59%
Energies	36 185	2.89%
Services bancaires et assimilés	6	0.00%
Autres services extérieurs	9 737	0.78%
Transports/déplacements	3 633	0.29%
Abonnement/Locations	12 842	1.02%
Téléphonie	6 992	0.56%
Charges d'exploitation	12 163	0.97%
Documentation	658	0.05%
Redevances	972	0.08%
Honoraires	3 840	0.31%
Impôts et taxes	8 499	0.68%
Total général	1 253 425	100%

19 – REPARTITION DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE PAR DISPOSITIF

Dispositif	Analytique	Montant
Détail des produits constatés d'avance		
CSAPA CLEMENCEAU	115	95 149.00
ACI VIGNETTES	640	16 792.00
FORMATION ADDICTIONS	135	22 115.16
HUDA CARMEL ST GERMAIN	613	136 629.11
CEJ JR 10	667	582 732.70
PEE AURORE	887	34 501.00
EQUIPE MOBILE PSYCO SOCIALE BAILLEURS	307	218 400.00
CHU MARLY LE ROI	539	-1 200.00
Mobilité Location véhicule AMI	980	77 300.00
TOTAL PCA par dispositif		1 182 418.97

20 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	
Filiales et participations	SCI AURORE IMMOBILIER
Capital	8 596 000
Quote Part du capital détenue en %	100%
Résultat du dernier exercice clos	181 759
Capitaux propres, hors résultat 2024 et autres que capital	1 133 532
Valeur comptable des titres	8 596 000
Prêts et avances	Néant
Montant des cautions et avals donnés	Délégation imparfaite des loyers
Chiffre d'affaires 2024	1 143 066
Dividendes reçus	-

LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	
Filiales et participations	ALIBO
Capital	20 000
Quote Part du capital détenue en %	51%
Résultat du dernier exercice clos	-59 561
Capitaux propres, hors résultat 2022 et autres que capital	-4 202
Valeur comptable des titres	10 200
Prêts et avances	Néant
Chiffre d'affaires 2022	386 323
Dividendes reçus	-

Concernant ALIBO, les comptes 2023 et 2024 n'ont pas été communiqués.

ASSOCIATION AURORE

**31, rue Falguière
75015 PARIS**

**SIRET : 775 684 970 03594
NAF : 87.90B**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION AURORE

31, rue Falguière
75015 PARIS

SIRET : 775 684 970 03594
NAF : 87.90B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association Aurore,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AURORE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Le financement de l'extension de la prime Ségur exposé dans la note 1.2 - §3 de l'annexe des comptes annuels.
- L'entrée en vigueur du CPOM ARS au 1er janvier 2024 exposé dans la note 1.2 - §5 de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que le traitement comptable des fonds dédiés est conforme aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et 2019-04. Nous avons également vérifié la justification des produits issus des concours publics et subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Jégard Créatis

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-sous-Bois,

François JEGARD
Président du Conseil d'Administration

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de François
JEGARD (+33612263169)
Date : 11/06/2025 17:39:48
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 729135



COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	654 030	409 685	244 345	324 696
Frais de recherche et de développement	3 000	350	2 650	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 340 618	1 115 029	225 589	187 136
Droit au bail	135 663	115 663	20 000	20 000
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	894 124	31 893	862 231	862 318
Constructions	40 268 628	28 180 742	12 087 886	13 875 663
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 946 595	7 606 045	2 340 550	1 741 789
Autres immobilisations corporelles	48 014 500	33 495 322	14 519 179	10 663 589
Immobilisations grevées de droit	2 846	-	2 846	2 846
Immobilisations corporelles en cours	6 230 660	-	6 230 660	7 533 096
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	-	0	0
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	8 628 508	-	8 628 508	8 627 289
Autres titres immobilisés	728 942	-	728 942	721 610
Prêts	4 573	-	4 573	4 573
Autres	3 868 500	-	3 868 500	3 050 537
Total (I)	120 721 188	70 954 728	49 766 460	47 615 140
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	286 549	-	286 549	1 108 174
Avances et acomptes	34 528	-	34 528	37 236
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 617 135	3 644 854	15 972 280	14 950 451
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	17 960 832	2 660 535	15 300 297	18 691 911
Valeurs mobilières de placement	110 023	31 299	78 724	4 078 724
Instruments de trésorerie	10 639	-	10 639	239 337
Disponibilités	29 197 952	-	29 197 952	31 149 961
Charges constatées d'avance	1 253 425	-	1 253 425	954 601
Total (II)	68 471 083	6 336 689	62 134 394	71 210 394
Charges à répartir sur plusieurs exercices	59 555	-	59 555	60 054
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecarts de conversion Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	189 251 826	77 291 417	111 960 409	118 885 587

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 608 613	2 608 613
Fonds propres complémentaires	836 594	836 594
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	42 716	42 716
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	21 251	21 251
Réserves pour projet de l'entité	16 623 766	15 219 347
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	16 623 766	15 219 347
Autres	-	-
Report à nouveau	4 317 801	4 084 226
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	14 824 079	8 038 908
Excédent ou déficit de l'exercice	9 796 177	1 639 892
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	383 217	2 023 497
Situation nette (sous total)	14 654 564	24 452 639
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	5 775 151	5 431 821
Provisions réglementées	8 104 969	8 104 969
Total (I)	28 534 684	37 989 429
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	115 384	122 756
Fonds dédiés	17 777 155	20 170 247
Total (II)	17 892 539	20 293 003
PROVISIONS		
Provisions pour risques	940 778	836 817
Provisions pour charges	4 549 616	4 228 209
Total (III)	5 490 394	5 065 026
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 063 550	12 516 787
Emprunts et dettes financières diverses	1 139 707	995 718
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	18 346 382	14 100 706
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	21 647 857	19 219 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	957 769	743 087
Autres dettes	5 705 107	5 239 392
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	1 182 419	2 723 409
Total (IV)	60 042 791	55 538 129
Ecarts de conversion Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	111 960 409	118 885 587

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	70.00	145.00
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	3 547 290.10	3 787 869.92
<i>dont ventes de dons en nature</i>	992 493.77	968 065.93
<i>dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	21 921 205.44	20 704 384.38
<i>dont parrainages</i>	-	-
<i>dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	8 657 541.36	5 726 165.41
Production immobilisée	101 216.24	30 875.70
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	210 009 998.26	204 946 399.14
<i>dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	189 740 667.10	182 506 881.78
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	-	-
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>	37 177.94	49 066.40
<i>Mécénats</i>	6 500.00	186 632.00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	1 861.78	10 155.69
<i>Contributions financières</i>	139 590.75	41 218.00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 072 603.93	8 824 246.29
Utilisations des fonds dédiés	4 245 528.12	5 156 002.71
Autres produits	6 974 939.94	7 274 048.63
Total I	250 057 982.50	251 011 043.86
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 137 787.29	736 669.31
Variation de stock	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnement	1 438 605.22	1 357 372.01
Variation de stock	9 050.03	537.69
Autres achats et charges externes	117 016 029.94	111 668 400.06
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	11 257 945.68	10 838 232.49
Salaires et traitements	76 016 583.47	76 732 959.81
Charges sociales	36 861 515.01	31 977 238.72
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	12 302 613.51	12 442 874.86
Reports en fonds dédiés	1 845 036.79	2 822 525.61
Autres charges	1 673 842.10	755 599.51
Total II	260 559 009.04	249 332 410.07
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 10 501 026.54	1 678 633.79
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	8 562.17	7 959.64
Autres intérêts et produits assimilés	119 946.71	63 978.13
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	128 508.88	71 937.77
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0.00	31 299.23
Intérêts et charges assimilées	443 963.46	326 756.77
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	443 963.46	358 056.00
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 315 454.58	- 286 118.23
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 10 816 481.12	1 392 515.56
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	35 865.12	18 573.29

Sur opérations en capital	1 179 257.22	590 276.22
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Total V	1 215 122.34	608 849.51
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	128 491.82	301 032.53
Sur opérations en capital	48 016.25	5 825.04
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	18 309.80	54 615.74
Total VI	194 817.87	361 473.31
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 020 304.47	247 376.20
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
Total des produits (I + III + V)	251 401 613.72	251 691 831.14
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	261 197 790.37	250 051 939.38
EXCEDENT OU DEFICIT	- 9 796 176.65	1 639 891.76
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	383 216.81	2 023 497.09
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	562 023.97	2 842 921.21
Prestations en nature	2 055 545.00	-
Bénévolat	555 008.52	459 494.21
TOTAL	3 172 577.49	3 302 415.42
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	562 023.97	1 584 323.21
Mises à disposition gratuite de biens	2 055 545.00	1 258 598.00
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	555 008.52	459 494.21
TOTAL	3 172 577.49	3 302 415.42

ASSOCIATION AURORE
« 31 rue Falguière, 75015 PARIS »

ANNEXE

1 – PRESENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITES

1.1 Présentation de l'entité

L'association Aurore, association loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 09 juin 1872, reconnue d'utilité publique le 04 novembre 1875, a pour but, tant au niveau national qu'eupéen, la réinsertion et/ou la réadaptation sociale et professionnelle des personnes que la maladie, l'isolement, les détresses morales ou matérielles, un séjour en prison ou à l'hôpital ont conduites à une situation d'exclusion et/ou de précarité.

Annexe au bilan avant affectation de l'exercice clos au 31 décembre 2024, dont le total est de 111 960 409 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous format de liste et dégageant un déficit de 9 796 177 € avant reprise des résultats antérieurs.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Conseil d'Administration du 23 Avril 2025.

L'activité de l'association se concentre autour de trois grandes missions : héberger, soigner, insérer. En 2024, Aurore a été animée par 2 551 professionnels.

La mission d'Aurore est donc d'accueillir et accompagner vers l'autonomie les personnes en situation de précarité et d'exclusion via l'hébergement, les soins et l'insertion.

1.2 Faits significatifs

L'exercice 2024 a été marqué par les grandes évolutions suivantes :

- Nouvelle répartition territoriale, l'association passe de 5 territoires en 2023 à 7 territoires géographique en 2024 :
 - OUEST
 - PN - PARIS NORD
 - PEIFS - Paris Est / IDF Sud
 - PSC - Paris Sud / Centre
 - SARA - Seine St Denis / Auvergne / Rhône Alpes
 - SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne
 - SOLIFO - Solibail / Ile de France Ouest
- Création du pôle comptabilité fournisseurs afin d'assurer une meilleure maîtrise des flux entrants
- Extension du versement de la prime SEGUR pour tous, celle-ci est financée en partie et a été versée sur les bulletins de salaires depuis novembre 2024 sans rétroactivité, les 10 premiers mois ont été provisionnés à hauteur de 2 624 056 €
- Les financements de l'année ont été impactés par les reprises de résultats des exercices précédents
- Entrée en vigueur du CPOM ARS au 01/01/2024
- Contrôle URSSAF 2021-2022-2023 dont la conclusion était la suivante :

Le crédit des cotisations, contributions et taxes obligatoires recouvrées par les organismes du recouvrement d'un montant global initial de 81 088 € est désormais porté à 88 096 €, se décomposant comme suit :

SIRET / Compte	Nature	2021	2022	2023	TOTAL
77568497003594	Cotisations	-35 676	-48 217	-4 203	-88 096
/	Majoration de redressement	-	-	-	-
116000001489535003					

Les éventuels écarts constatés sur les montants proviennent de l'application des règles d'arrondis.

Concernant les CPOM de l'année 2024, l'Etat contribue financièrement pour un montant de :

- 14 614 615 € pour le CPOM DRIHL,
- 15 553 394 € pour la dotation du CPOM – CHRS,
- 29 398 178 € pour le CPOM ARS

Ces montants se décomposent comme suit :

Dispositif CPOM - DRIHL		
Actions	Montant versé	Coût à la place
CHU - Jeunes Lycéens/ Le Lieu Dit	339 381.00 €	25.52 €
Atlas	-141 014.00 €	
CHU - Raguinot	1 566 354.00 €	35.18 €
CHU - Promesses de l'Aube	2 531 549.00 €	40.52 €
CHU - Lumières du Nord	4 068 879.00 €	41.81 €
CHU - Bastion de Bercy	4 492 916.00 €	40.22 €
Halte jeune	457 198.00 €	
Halte sociale domiciliation	154 072.00 €	
Itinérance jeune	325 721.00 €	
Maraude Est	426 368.00 €	
Maraude Ouest	393 191.00 €	
Total	14 614 615.00 €	

Pour l'année 2024, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finance et, compte tenu de l'acompte déjà versé à hauteur de 10 292 669 €, des excédents repris à hauteur de 611 210 € et du déficit couvert à hauteur de 170 843 €, le solde versé s'élève à 4 321 946 €.

CPOM / CHRS - DRIHL	
Raison sociale de l'établissement	Montant alloué
Etoile du Matin	1 287 117.00 €
Soleillet	896 714.00 €
Astragale	1 134 461.00 €
Le Lieu-Dit	529 163.00 €
Siloé	460 322.00 €
Cœur de Femmes	1 164 174.00 €
Cheminotes	777 238.00 €
Château Arcy	2 252 688.00 €
La Colombe	702 381.00 €
Montrouge	1 375 625.00 €
Le Relais	388 578.00 €
Les Ateliers de la Garenne	886 174.00 €
La Talvère	914 913.00 €
Neuilly-Plaisance	680 390.00 €
Diffus 94	744 807.00 €
Le Phare	1 083 814.00 €
Rives de Seine	274 835.00 €
Total	15 553 394.00 €

Compte tenu de la revalorisation de la dotation globale de fonctionnement des CHRS, la trajectoire financière du CPOM CHRS AURORE initialement de 15 178 753€ est actualisée avec un taux de 2.47% soit la dotation de 15 553 394 €.

CPOM ARS	
Raison sociale de l'établissement	Montant alloué
CSAPA AURORE 75	2 572 942.26
CAARUD EGO	6 493 244.15
ACT Espace RIVIERE	2 295 760.78
CSAPA George SAND 77	1 597 363.44
EMSP AURORE 77	285 675.47
EMSP Périnat AURORE 77	272 704.26
ACT HSR Périnat Confluence Hbgt et hlm	487 430.20
LHSS HSR Périnat mineurs/HBGT et hlm	1 647 792.73
LHSS HSR Périnat majeurs 91	1 176 639.28
EMSP AURORE 92	291 880.34
LHSS Corentin Celton	775 748.00
CSAPA Clémenceau 93	1 980 719.85
CAARUD AURORE 93	1 008 254.99
CSAPA Aubervilliers	1 699 640.22
ACT Aurore / Hbgt et hlm	1 737 365.33
LHSS Clémenceau	1 880 823.85
ACT Escale N3 - Livry-Gargan	121 733.00
LHSS Escale N3 - Livry-Gargan	361 243.00
ESMP AURORE 94	274 297.17
ACT BORDS DE L'OISE et hlm	2 436 919.55
Total	29 398 177.87 €

1.3 Périmètre des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis et présentés par la personne morale, Association Aurore, reconnue d'utilité publique.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 regroupent les activités dont le détail est donné dans le tableau des résultats.

L'Association Aurore compte au 31 décembre 2024, 388 activités et services implantés à Paris et en Ile de France et dans les régions Nouvelle Aquitaine, Centre Val de Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand-Est, Hauts-de-France, Occitanie et Pays-de-la-Loire, Bretagne.

En 2024, l'association est organisée en 7 territoires plus le siège.

1.4 Ouvertures réalisées en 2024

Territoire Paris Sud – Centre (PSC)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHU PHENIX	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
MISE A L'ABRI GYMNASSE CROIX NIVERT	Urgence et Hébergement	Plan hivernal (PH)

Territoire Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACT HLM Billotte	Maladies chroniques	ACT hors les murs
CEJ JR 10	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
CHU CARMEL	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
DYNAMO_PASSERELLE JEUNE	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
PF Chelles	Logement accompagné	Pension de famille (PF)
Projet Ecole de Production - Pays de Meaux - Filière Bois	Formation	Autre dispo de formation

Territoire Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACT LOZERE	Maladies chroniques	Appartement de coordination thérapeutique (ACT)
ESCALE N3	Maladies chroniques	Mixte
ALI - ROSNY	Insertion professionnelle	Atelier chantier d'insertion (ACI)
PROJET PAIR AIDANCE NATIONAL	Addictions	Equipe mobile santé

Territoire Paris Nord (PN)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CAARUD DOUDEAUVILLE	Addictions	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARRUD)
CARE RENE COTY	Addictions	Autre dispo d'addiction
MAISON FAITOUT	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
PF Saint Just	Logement accompagné	Pension de famille (PF)

Territoire Ouest

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHT La Close	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
RESIDENCE SOCIALE LE PETIT PORT	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
Stage LABEL QUALITE SPIP 24/ Aurore	(vide)	(vide)
MNA 44 ASAE	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)
TERRITOIRE OUEST	Gestion propre	Gestion propre

Territoire Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
AMI O2R 91	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
AMI O2R 94	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
HEBERGEMENT TEMPORAIRE MASSENA	Urgence et Hébergement	Autre dispo d'hébergement
PF PONIATOWSKI	Logement accompagné	Pension de famille (PF)
RS PONIATOWSKI	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
TERRITOIRE PEIFS	Gestion propre	Gestion propre

Territoire Solibail Ile-de-France Ouest (SOLIFO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
PF CHAVILLE	Logement accompagné	Pension de Famille (PF)

1.5 Opérations internes (fermetures)

Territoire Solibail - Ile de France Ouest (SOLIFO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ALIMENTATION TUNNEL VAN GOGH	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
HUDA JAURES	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
HUDA BOURG LA REINE	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
HUDA ANTONY	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
PLATEFORME UKRAINE 78	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
IML UKRAINE92	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)

Territoire Paris Sud – Centre (PSC)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CHU LES CINQ TOITS	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
HUDA LES CINQ TOITS	Accueil des Exilés	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA)
CHU ASTRAGALE	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
Gymnase Philippe Auguste	Urgence et Hébergement	Plan hivernal (PH)

Territoire Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
ACI PERSONNALISATION	Insertion professionnelle	Atelier chantier d'insertion (ACI)
TERRITOIRE ZERO CHOMEUR TROYES	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
EDI L'AGORA	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI L'ARCHE	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI LE VERGER	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
EDI L'ILIADE	Formation	Espace dynamique d'insertion (EDI)
LE CHALET d'Argenteuil	Logement accompagné	Autre logement accompagné
BOOSTER DU NET	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
Accompagnement à haut niveau	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
UCSA 95 - UN CHEZ SOI D'ABORD 95	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)
Résilience psy	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle

Territoire Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
IML UKRAINE 93	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)

Territoire Paris Nord (PN)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
CUISINE SOLIDAIRE MARCEAU	Urgence et Hébergement	Accueil de jour (AJ), Veille sociale, Maraudes
CHU BAUDRY	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU COURCELLES	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU GUY MOQUET	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU MARCEAU	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
CHU MAISON SOLIDAIRE DES FEMMES	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
MANO	Mixte	Mixte

Territoire Ouest

Nom de la mission	Métier de référence	Type
REINSTALLES DORDOGNE	Insertion professionnelle	Autre dispo d'insertion professionnelle
MNA NANTES	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)
Accompagnement à l'hôtel MNA 44	Accueil des Exilés	Hébergement pour mineurs non accompagnés (MNA)

Territoire Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)

Nom de la mission	Métier de référence	Type
RS RAMPONEAU	Logement accompagné	Résidence sociale (RS)
CHU Couvent des Carmels	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)
IML UKRAINE 75	Logement accompagné	Intermédiation locative (IML)
MISA Saint-Martin	Urgence et Hébergement	Centre d'hébergement d'urgence (CHU)

1.6 Contributions en nature – Valorisation du bénévolat

Territoires	Structures	Nbre de bénévoles	Nombre d'heures de bénévolat 2024
SOLIFO	CHS L'Olivier	28	1231
SOLIFO	CHU Escabelle	10	114
SOLIFO	CHRS le Relais	1	8
SOLIFO	PF a Maison Hestia	1	90
SOLIFO	SOLIFO	40	1 443
SAVAH	CSAPA Revivre	35	379
SAVAH	CSAPA Maison de Kate	441	663
SAVAH	Maison d'Edith	10	482
SAVAH	LHSS-LAM	2	28
SAVAH	Un Nouveau Toi(T) 95	1	36
SAVAH	Un Nouveau Toi(T) 77	7	49
SAVAH	CHU Les Genêts	18	3140
SAVAH	ACI Insertion	19	228
SAVAH	ACI Aulois	96	8014
SAVAH	NECSO	629	13 019
PN	Carré des Biffins	2	100
PN	PEE Aurore	18	150
PN	CHU Cœur de femmes	3	90
PN	CARRUD EGO	3	117
PN	CSAPA AURORE	1	15
PN	PN	27	472
PSC	Maraude Ouest	1	28
PSC	CHRS le lieu-dit	2	24
PSC	AJ Familles les Amarres	12	516
PSC	AJ Migrants les Amarres	15	500
PSC	ESI Halte Femmes	5	115
PSC	CHU Promesse de l'Aube	6	722
PSC	HUDA Coty	40	990
PSC	CHU Sainte-Périne	8	214
PSC	PSC	89	3 109
SARAO	Epicerie Solidaire	17	2804
SARAO	CHU Villemomble - Ukraine	1	16
SARAO	SARAO	18	2 820
OUEST	CHUM Mellinet	2	264
OUEST	CADA St Brévin	74	9812
OUEST	OUEST	76	10 076
TOTAL		879	30 939

La valorisation de la contribution en nature des bénévoles a été effectuée de la façon suivante :

- Application SMIC horaire de 11,88€, soit $30\,939 \times 11,88\text{€} = 367\,555\text{€}$
- Application d'un taux de charge sociale de 51% : $367\,555\text{€} \times 1.51 = 555\,009\text{€}$

1.7 Contributions en nature – Mécénat de compétences

PARTENAIRE	PROJET	VALORISATION (SI CONNUE)
ASF	Mécénat de compétences	57 500 €
AGENCE GRAND PUBLIC	Animation	20 000 €
Société SYNCHRONE	Accompagnement DSI	5 096 €
TOTAL MECENAT DE COMPETENCES		82 596 €

1.8 Contributions en nature – Mises à disposition de locaux

TERRITOIRE	SITE	CONTRIBUTIONS EN NATURE - LOCAUX	Valorisation 2024 (si connue)
SARAO	CHU Le Raincy	Par conventions en date du 30 novembre 2012 avec la DDFP de Seine-Saint- Denis, mise à disposition des locaux du 15 allée Binet au Raincy	158 508.00
SARAO	CAARUD Aulnay	Mise à disposition par le centre hospitalier des locaux situés dans l'enceinte de l'hôpital	7 397.04
PEIFS	Santeuil	Par convention en date du 2 avril 2014 avec le Département de Paris, l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition de locaux sis 8, rue de Santeuil à Paris (5ème) d'une surface totale de 544 m² sur deux niveaux.	43 802.88
SOLIFO	HUDA Jean Jaurès à Boulogne	Par convention tripartite en date du 30 septembre 2015 avec la SCI BP MIXTE et la Préfecture des Hauts de Seine, mise à disposition de locaux situés au 243 bis Bd Jean Jaurès à Boulogne Billancourt à compter du 17 septembre 2015 et prolongée jusqu'en sept	192 600.00
PEIFS	Bastion de Bercy	Convention d'occupation du domaine public accordée par la Ville de Paris en date du 4 mai 2017 pour le site (terrain) du Bastion de Bercy situé Boulevard Poniatowski à Paris 12ème en vue de l'installation d'un CHU. Cette convention est conclue pour une du	210 250.00
SOLIFO	Centre L'Olivier	Par convention en date du 7 novembre 2008 avec la ville de Boulogne Billancourt (92), l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition des locaux rue de Meudon puis de nouveaux locaux	23 350.80
SOLIFO	CHRS La Colombe	Par conventions en date du 7 novembre 2008 et du 1er décembre 2008, avec la ville de Boulogne Billancourt (92), l'Association AURORE bénéficie de la mise à disposition de locaux (rue Griffuelhes)	43 722.36
SOLIFO	CHU Maison Chatel	Par convention d'occupation temporaire en date du 15 mars 2022, mise à disposition jusqu'en octobre 2023 par la ville de Chaville d'un pavillon de 230 m².	17 360.40
PN	CAARUD Ego	Mise à disposition par l'OPAC de Paris des locaux du 56 Boulevard de la Chapelle à Paris (18ème) occupés par le STEP d'EGO (environ 57 m²).	4 589.64
PSC	CHU Promesse de l'Aube	Convention d'occupation du domaine public accordée par la Ville de Paris pour la chaussée de l'Allée des Fortifications en vue de l'installation du CHU. Autorisation de 5 ans à compter du 18/01/16, prolongée jusqu'au 24 juin 2024	49 742.00

PN	CHU Lumières du Nord	Mise à disposition par l'APHP d'une partie de l'hôpital Fernand Widal (Bâtiment Maurice Duvoir, pour une superficie de 3 242 m²) situé 200 Rue du Faubourg St Denis à Paris 10ème à la suite de l'arrêté de réquisition du 15 mai 2017 pour une durée maximale	261 287.40
PN	CHU Cristino Garcia	Ouvert en 2/2021 dans un immeuble voué à la destruction. Convention de 18 mois avec RIVP.	10 828.00
OUEST	Dispositif Grands Marginaux	Maison mise à disposition par la ville de Troyes	6 377.28
OUEST	CSAPA Brantôme	Commodat FDF	56 782.32
OUEST	Nantes Mellinet	Par convention mise à disposition d'un terrain nu d'une surface d'environ 3 700m²	10 451.70
OUEST	Nantes Auberge de la Manufacture	Convention de mise à disposition d'une ancienne auberge de jeunesse appartenant au CCAS à titre gracieux (y compris fluide) signée avec le CCAS de la Ville de Nantes depuis le 21/12/2020	99 540.00
OUEST	Appartement Rennes - BANNETEL	800€ /mois	9 600.00
OUEST	Appartement Rennes - GARIGLIANO	400€ / mois pour 5 logements	24 000.00
PSC	ADJ Austerlitz	Convention d'occupation à titre gratuit du 01/06/2020 et pour finir le 31/05/2022 au plus tard. Convention renouvelée jusqu'au 30/06/2025.	439 804.00
PSC	Gymnase Croix NIVERT	Convention d'occupation à titre gratuit du 09/10/2024 au 09/02/2025 des locaux situés au 21 rue de l'Amiral Hamelin 75016 Paris	277 200.00
PSC	CHRS Le Lieu-Dit	Convention d'occupation à titre gratuit des locaux situés au 3bis Cité Aubry 75020 Paris	70 720.00
PSC	ESI CLOS FEUQUIERES	Convention d'occupation temporaire signée avec ville de Paris. Ouverture 1/6/2021	37 630.00
TOTAL			2 055 544

2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes¹ :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- *Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;*
- *De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction comptable et budgétaire des établissements publics de santé M21 et applicable aux établissements de santé privés d'intérêt collectif (ESPIC).*

2.2 Dérogations aux principes comptables

Certaines provisions pour risques et charges, attribuées par les autorités de tarification sont dérogatoires au règlement 2014-03.

Certaines affectations du résultat dérogent aux principes comptables du fait de l'affectation dans certains postes du bilan, mais ils suivent les affectations demandées par le financeur.

Par exception aux durées d'amortissement mentionnées en point 2.4.2., la durée de vie réelle des établissements peut être retenue comme durée d'amortissement. Cela concerne exclusivement les immobilisations rattachées aux établissements temporaires.

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

L'association a lancé son chantier de migration de l'ERP finance pour une livraison prévue au 1^{er} janvier 2026.

Face au déficit de 2024 et au contexte budgétaire et politique actuel, l'association a mis en place dès début 2025 un plan d'action pour rétablir rapidement l'équilibre financier et s'adapter à la nouvelle situation.

2.4 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.4.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques (Mises à disposition de personnel inter-établissements, Prestations internes, notamment de maintenance, logistique et travaux, Fournitures de repas du Yankadi aux Centres d'Hébergement de l'Association)

Les comptes de résultat des établissements ou services hors CPOM soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

2.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Constructions, sauf dérogations pour les sites suivants :	10 à 50 ans
- Promesse de l'Aube	3 ans
- Bastion de Bercy	7 ans
- Lumières du Nord	6 ans
- Poniatowski	2 ans
Logiciel informatique	1 à 5 ans
Installations générales, agencements, aménagements	3 à 25 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	1 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Par exception aux durées d'amortissement mentionnées ci-dessus, la durée de vie réelle des établissements peut être retenue comme durée d'amortissement. Cela concerne exclusivement les immobilisations rattachées aux établissements temporaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Le transfert d'une immobilisation d'un établissement à un autre est réalisé à la valeur nette comptable au moment du transfert : la valeur de l'immobilisation transférée dans le nouvel établissement correspond à la valeur nette de cette même immobilisation dans l'établissement initial.

▪ **Frais d'acquisition**

Les frais d'acquisition des immobilisations ont été incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

2.4.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'entrée des parts sociales reçues en rémunération des apports effectués en 2010 et 2012 à la SCI Aurore correspond à la valeur réelle des apports évalués dans le traité d'apport, conformément au PCG art 332.1.

2.4.4 Stocks

Les stocks sont non significatifs sur les ex-Ateliers de la Garenne et ont été passés en charges. Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO.

2.4.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Concernant les redevances, elles font l'objet d'une provision à hauteur des sommes non payées au 31 janvier N+1.

2.4.6 Disponibilités

L'association bénéficie d'une convention de fusion des comptes bancaires ouverts auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France et du Crédit Coopératif. Dans les comptes n'apparaît que le solde disponible global au regard de l'organisme financier.

2.4.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et figurent au passif du bilan sous la rubrique « Autres fonds associatifs ».

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M21, secteur sanitaire, n'est pas remise en cause, sa comptabilisation est inchangée.

2.4.8 Subventions d'investissement sur biens non renouvelables

Les subventions affectées à un bien non renouvelable par l'association figurent au passif du bilan dans les fonds propres consommables.

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

2.4.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été enregistrées selon le risque latent identifié au 31.12.2024

▪ Indemnité de départ à la retraite

L'Association comptabilise désormais l'engagement dans son intégralité au passif du bilan.

Les droits acquis au titre du départ en retraite de l'ensemble des salariés sont valorisés selon la méthode suivante :

- Selon la méthode prospective recommandée par le Conseil National de la Comptabilité.
Cette méthode consiste à proratiser les droits qui seront acquis en fin de carrière en fonction de l'ancienneté constatée à la date d'évaluation pour tous les salariés présents. Les salaires sont projetés en fin de carrière en prenant les hypothèses suivantes :
 - Taux d'actualisation : 3,30% ;
 - Age de départ à la retraite : 67 ans pour les salariés nés à compter de 1955 ;
 - Ensemble des salariés ;
 - Taux de charges sociales :
 - Cadres : 62.50%
 - Non Cadres : 50.42%
 - Table de mortalité : 2018-2020 ;
 - Taux de turnover :
 - Cadres : 8.55%
 - Non Cadres : 7.84%

Les indemnités pour départ en retraite sont fixées par les conventions collectives applicables au sein de l'association :

- Convention collective des établissements privés d'hospitalisations, soins, cures et gardes à but non lucratif du 31 octobre 1951 ;
- Convention collective des établissements et services pour personnes handicapées ou inadaptées du 15 mars 1966.

Elles s'élèvent à 4 388 976 € à la date de clôture comptabilisées dans leur intégralité en provisions pour risques et charges.

2.4.10 Fonds dédiés

Les « fonds dédiés » sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31.12.2024 sont constitués de la part non utilisée de concours publics, subventions ou de dons.

2.4.11 Fonds associatifs

Les comptes 2024 opèrent une répartition des fonds propres entre :

- Des Fonds associatifs sans droit de reprise (fonds acquis à l'association de manière définitive),
- Des fonds associatifs avec droit de reprise,
- Des réserves (constituées par affectation de résultats sur décision des financeurs à des projets d'investissement, à la couverture du besoin en fonds de roulement et à la compensation des déficits),
- Le report à nouveau et le résultat,
- Et les fonds propres consommables constitués des subventions d'investissement sur biens non renouvelables et des provisions réglementées.

Les réserves, reports à nouveau et résultat de l'exercice des seules activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée sont indiquées sur des lignes spécifiques.

2.4.12 Report à nouveau

Le compte report à nouveau est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et déficits qui impactent les fonds propres de l'association, mais aussi, et ce depuis la mise en place du nouveau plan comptable, à l'affectation de résultat décidé par les financeurs.

Un tableau détaillé par origine est donné en annexe.

2.4.13 Coût d'emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital). Le détail est donné dans un tableau annexe.

3- ENGAGEMENTS HORS BILAN

3.1 Garanties des emprunts

Les principaux prêts en cours à la clôture de l'exercice font l'objet des engagements suivants en termes de garantie :

- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des locaux de la **Communauté Thérapeutique d'Aubervilliers** – Capital restant dû à la clôture de 1 334 047€.
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la commune d'Aubervilliers
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement du **Berceau** – Capital restant dû à la clôture de 160 433 €. Ce prêt fait l'objet d'une garantie d'affectation hypothécaire pour un montant de 624 000 €
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement de la **Maison Faitout** – Capital restant dû à la clôture 1 121 351€. L'emprunt à fait l'objet d'une garantie à hauteur de 50% par la compagnie Européenne de garanties et cautions.
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des travaux du **Siège** contractualisé à hauteur de 1 276 560 € et débloqué partiellement à hauteur de 652 879 € – Capital restant dû à la clôture 652 879 €. L'emprunt à fait l'objet d'une garantie à hauteur de 50% par la compagnie Européenne de garanties et cautions (638 280 €).
- Prêt Caisse d'Épargne pour le financement des **chalets de Brantôme** – Capital restant dû à la clôture de 137 249.15€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 50% de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (Natixis Garanties)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du **CMS Cévennes** – Capital restant dû à la clôture 215 601€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 50% de la SOGAMA
- Prêt Société générale pour le financement de véhicule de **l'Équipée Belle** – Capital restant dû à la clôture de 8 406€. Ce prêt fait l'objet d'un gage ou nantissement sur véhicule utilitaires légers
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **Centre Maternel de Valenton** – Capital restant dû à la clôture de 425 398€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Valenton
- Prêt CDC pour le financement des locaux des **LHSS de Gagny** – Capital restant dû 51 530€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la CGLLS
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **CHRS Rives de Seine à Bezons** – Capital restant dû à la clôture 106 963€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise
- Prêt CDC pour le financement des futurs locaux du **CHRS le Phare à Gonesse** – Capital restant dû 1 478 678€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise
- Prêt CDC pour le financement des locaux du **Centre de Bastion de Bercy** – Capital restant dû à la clôture de 988 194€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Paris
- Prêt CDC pour le financement de la **Pension Famille Yourcenar** – Capital restant dû à la clôture de 1 475 578€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% de la Ville de Montreuil.
- Prêt CDC pour **l'HUDA 95** - Capital restant dû 2 381 024€. Ce prêt fait l'objet d'une garantie à 100% du département du Val d'Oise

3.2 Autorisation de découvert

Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, l'association bénéficie des autorisations de découvert suivantes :

- Caisse d'Epargne Ile de France : autorisation de 11 millions d'euros ;
- Crédit Coopératif : facilité de caisse de 8 millions d'euros.

3.3 Autres engagements donnés

Dans le cadre du contrat de prêt contracté par la SCI AURORE IMMOBILIER auprès de la Caisse d'Epargne pour l'acquisition de l'immeuble sis 1 Rue Jean Baptiste Clément au Prés Saint Gervais (93) et dont AURORE est locataire, une délégation imparfaite des loyers a été accordée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Ile de France à hauteur de 4 000 000€, limitée aux sommes dues par AURORE au titre des loyers.

Un emprunt a été souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement des travaux du Siège contractualisé à hauteur de 1 276 560 € et débloqué partiellement à hauteur de 652 879 €.

3.4 Autres informations

3.4.1 Situation fiscale

Les activités de l'association sont hors du champs d'application des impôts commerciaux exceptées :

- L'ESAT ESPACE AURORE assujetti sur option à la TVA pour les ventes et prestations de services réalisées dans le cadre des opérations de production et de commercialisation effectuées par les personnes handicapées. Cette option n'entraîne pas l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à la contribution économique territoriale.
- Les opérations réalisées au bénéfice de tiers par les dispositifs, ATELIER PROFESSIONALISATION, CAFE DE LA PECHE, KIWI BAR et KANTINETIK.

Par ailleurs, il est précisé que l'association dispose de revenus taxables à l'impôt sur les sociétés au taux de 24%, 15% ou 10%, spécifiques à certains revenus des associations.

3.4.2 Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50.000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants.

Les personnes concernées par cette disposition sont bénévoles et ne perçoivent donc aucune rémunération.

3.4.3 Honoraires des CAC

- Au titre de la mission légale : 167 828 € TTC ;
- Au titre des SACC : 2 112€ TTC

TABLEAUX ANNEXES

4.1 Détail des résultats par établissement ou service

ETABLISSEMENTS		Résultat comptable		Reprise résultats antérieurs		Résultat économique	
		Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
Ouest							
Accueil des Exilés	227 999		227 999				227 999
Addictions	149 271		149 271		32 272		181 543
Gestion propre	38 728		38 728				38 728
Handicap et soins psy	-348 732	-348 732		-106 451		-455 183	
Insertion professionnelle							
Logement accompagné	-31 444	-31 444			87 777		56 333
Maladies chroniques	59 747		59 747		18 011		77 758
Urgence et Hébergement	235 092		235 092				235 092
Paris Est – Ile de France Sud (PEIFS)							
Accueil des Exilés	-57 306	-57 306			214 012		156 706
Gestion propre							
Handicap et soins psy	-231 920	-231 920				-231 920	
Insertion professionnelle	132 520		132 520				132 520
Logement accompagné	-372 972	-372 972		-17 600		-390 572	
Maladies chroniques	-229 803	-229 803			6 674	-223 129	
Urgence et Hébergement	87 875		87 875		106 366		194 241
Paris Nord (PN)							
Addictions	-890 253	-890 253			141 970	-748 283	
Formation	-988 359	-988 359				-988 359	
Gestion propre	-104 080	-104 080				-104 080	
Handicap et soins psy	-506 901	-506 901		-303 354		-810 255	
Insertion professionnelle	-69 526	-69 526				-69 526	
Logement accompagné	-74 711	-74 711				-74 711	
Maladies chroniques	-64 092	-64 092				-64 092	
Urgence et Hébergement	-547 506	-547 506			161 808	-385 698	
Paris Sud – Centre (PSC)							
Accueil des Exilés	348 269		348 269		42 297		390 566
Formation	8 159		8 159				8 159
Gestion propre	-35 413	-35 413				-35 413	
Handicap et soins psy	511 558		511 558		128 347		639 905
Insertion professionnelle	151 762		151 762				151 762
Logement accompagné	-1 447 374	-1 447 374				-1 447 374	
Urgence et Hébergement	127 904		127 904		854 408		982 312
Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne (SAVAH)							
Accueil des Exilés	29 362		29 362				29 362
Addictions	1 066 428		1 066 428	-73 474			992 954
Formation	206 189		206 189				206 189
Gestion propre	134 982		134 982				134 982
Handicap et soins psy	3 617		3 617				3 617
Insertion professionnelle	-624 288	-624 288				-624 288	
Logement accompagné	-37 695	-37 695			8 135	-29 560	
Maladies chroniques	181 197		181 197				181 197
Urgence et Hébergement	482 106		482 106		300 125		782 231
Veille Sociale	20 559		20 559				20 559
Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie (SARAO)							
Accueil des Exilés	348 647		348 647		135 170		483 817
Addictions	-108 920	-108 920				-108 920	
Formation	-31 598	-31 598				-31 598	
Gestion propre	-8 962	-8 962				-8 962	
Insertion professionnelle	540 785		540 785				540 785
Logement accompagné	-240 034	-240 034				-240 034	
Maladies chroniques	-256 231	-256 231				-256 231	
Urgence et Hébergement	-811 980	-811 980			274 864	-537 116	
Solibaïl - Ile de France Ouest (SOLIFO)							
Accueil des Exilés	-92 861	-92 861		-304 906		-397 767	
Gestion propre	-3 753	-3 753				-3 753	
Handicap et soins psy	-38 688	-38 688				-38 688	
Insertion professionnelle	22 286		22 286				22 286
Logement accompagné	-841 312	-841 312			60 320	-780 992	
Maladies chroniques	-756 530	-756 530				-756 530	
Urgence et Hébergement	-537 187	-537 187			350 342	-186 845	
SIEGE							
Gestion propre	-4 520 783	-4 520 783				-4 520 783	
Urgence et Hébergement							
TOTAL		-14 911 219	5 115 042	-805 785	2 922 898	-14 550 666	6 871 602

4.2 Détail des charges par pôles

TERRITOIRES	Total des charges de l'exercice	%
Ouest	14 258 247	5%
PEIFS (Paris Est – Ile de France Sud)	31 901 077	12%
PN (Paris Nord)	53 764 693	21%
PSC (Paris Sud – Centre)	49 997 689	19%
SARAO (Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie)	40 286 581	15%
SAVAH (Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne)	31 328 903	12%
SOLIFO (Solibail - Ile de France Ouest)	33 247 444	13%
Siège	24 025 869	9%
Neutralisation conso	- 17 612 712	-7%
Total des charges de l'exercice	261 197 790	100%

4.3 Détail des produits d'exploitation

Détail des produits d'exploitation	Solde au 31/12/2024		Solde au 31/12/2023	
	Total	%	Total	%
Ventes / prestations	14 214 087	6%	13 767 822	5%
Redevances / aides aux logements	11 254 408	5%	10 724 432	4%
Subventions / DGF / PJ	210 009 998	84%	204 946 399	82%
Aides au poste	6 208 479	2%	6 560 712	3%
Autres produits	4 123 620	2%	9 845 520	4%
Fonds dédiés	4 247 390	2%	5 166 158	2%
Total général	250 057 983	100%	251 011 044	100%

5- TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

AMORTISSEMENTS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Transfert d'immobilisations	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissements	654 030	0	0	0	0	654 030
Frais de recherche et développement	0	3 000	0	0	0	3 000
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 135 869	214 808	10 060	0	0	1 340 618
Droit au bail	135 663	0	0	0	0	135 663
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	1 925 562	217 808	10 060	0	0	2 133 310
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	859 580	0	0	0	0	859 580
Agencets et aménagements de terrains	34 544	0	0	0	0	34 544
Constructions	33 663 700	10 605	0	0	0	33 674 305
Installations générales, agencets constr.	6 314 358	297 871	17 906	0	0	6 594 323
installations techniques matériels et outillage	8 696 260	1 283 843	33 508	0	0	9 946 595
Autres immob.corporelles	28 614 401	2 524 787	222 564	3 238 258	2 123 559	36 278 442
Matériels de transport	3 400 283	402 874	191 883	32 254	0	3 643 528
Matériels de bureau et inform	3 995 225	575 071	54 744	0	0	4 515 548
Mobilier	1 777 614	64 342	164 714	0	0	1 677 242
Autres équipements	1 600 477	301 349	2 086	0	0	1 899 741
Immob. Grevées de droit (Commodat)	2 846	0	0	0	0	2 846
Immobilisations corporelles en cours	7 533 096	4 427 018	335 382	-3 270 512	-2 123 559	6 230 660
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
TOTAL (II)	96 492 384	9 887 759	1 022 785	0	0	105 357 354
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations et créances rattachées	8 627 289	1 220	0	0	0	8 628 508
Titres immobilisés	721 609	7 333		0	0	728 941
Prêts	4 573	0	0	0	0	4 573
Dépôts et Cautionnements versés	3 040 543	875 929	57 984	0	0	3 858 506
Autres créances immobilisées	9 994	0	0	0	0	9 994
TOTAL (III)	12 404 008	884 481	57 984	0	0	13 230 523
TOTAL = (I) + (II) + (III)	110 821 954	10 990 048	1 090 829	0	0	120 721 187

6- TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Amortissements	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	329 334	80 797	446	0	409 685
Frais de recherche et développement	0	350	0	0	350
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	948 733	169 329	3 034	0	1 115 029
Droit au bail	115 663				115 663
Immobilisations incorporelles en cours					
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	1 393 731	250 476	3 480	0	1 640 727
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Agencés et aménagements de terrains	31 807	86	0	0	31 893
Constructions	21 112 353	1 795 536	0	0	22 907 889
Installations générales, agencés constr.	4 990 042	284 929	2 118	0	5 272 853
installations techniques matériels et outillage	6 954 471	679 900	28 326	0	7 606 045
Autres immob.corporelles	20 472 538	4 122 976	140 527	0	24 454 986
Matériels de transport	2 494 318	378 142	146 395	0	2 726 066
Matériels de bureau et inform	3 289 739	489 273	48 257	0	3 730 755
Mobilier	1 417 538	100 359	161 927	0	1 355 969
Autres équipements	1 050 279	178 978	1 712	0	1 227 545
Immob. Grevées de droit (Commodat)					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	61 813 084	8 030 180	529 263	0	69 314 001
TOTAL (III) = (I) + (II)	63 206 815	8 280 656	532 742	0	70 954 728
Dont dotation et reprises					
* d'exploitation		8 261 641			
* financière					
* exceptionnelle		18 310			

7- TABLEAUX DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etats des créances

Etats des créances	Montant brut	A un au plus	A plus d'un an
Créances rattachés à des participations	250	250	
Prêts	4 573		4 573
Autres immobilisations financières	3 868 500		3 868 500
Clients douteux ou litigieux	78 853	78 853	
Autres créances clients	19 538 281	19 124 119	414 162
Personnel et comptes rattachés	112 166	112 166	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 190 348	1 190 348	
Impôts sur les bénéfices	-	-	
TVA	1 225 626	1 225 626	
Autres impôts et taxes	257	257	
Divers	6 853 998	6 853 998	
Débiteurs divers	8 578 438	8 578 438	
Charges constatées d'avance	1 253 425	1 253 425	
Totaux	42 704 715	38 417 479	4 287 236

Etats des dettes

Etats des dettes	Montant brut	A un au plus	A plus d'un an et 5 au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit	11 063 550	1 963 662	3 048 981	6 050 907
Emprunts et dettes financières diverses	1 139 707	1 139 707		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 346 382	18 346 382		
Personnel et comptes rattachés	7 325 668	7 325 668		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 334 433	13 334 433		
Impôts sur les bénéfices	1 699	1 699		
TVA	3 103	3 103		
Autres impôts et taxes	982 954	982 954		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	957 769	957 769		
Créditeurs divers et autres dettes	5 705 107	5 705 107		
Produits constatés d'avances	1 182 419	1 182 419		
Totaux	60 042 791	50 942 902	3 048 981	6 050 907

8- DETAIL DES FONDS ASSOCIATIFS

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Virement poste à poste	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES						
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise	3 445 206	0		0	0	3 445 206
Statutaires	2 608 612	0				2 608 612
Complémentaires	836 594	0			0	836 594
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0					0
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise	42 716	0		0	0	42 716
Statutaires	0	0		0	0	0
Complémentaires	42 716	0		0		42 716
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	15 240 599	1 404 420		0	0	16 645 018
Réserves statutaires ou contractuelles	21 251	0		0	0	21 251
Réserves pour projet de l'entité	15 219 347	1 404 420		0		16 623 767
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>15 219 347</i>	<i>1 404 420</i>				<i>16 623 767</i>
Autres	0					0
Report à nouveau	4 084 225	233 576				4 317 801
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	8 038 908	6 785 171		0	0	14 824 079
Excédent ou déficit de l'exercice	1 639 892	-1 639 892		0	9 796 177	-9 796 177
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	2 023 497	-2 023 497		0	383 217	-383 217
SITUATION NETTE (I)	24 452 638	-1 896		0	9 796 177	14 654 565
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	5 431 822			1 493 009	1 149 680	5 775 151
Provisions réglementées	8 104 969					8 104 969
TOTAL (II)	13 536 791	0		1 493 009	1 149 680	13 880 120
TOTAL (I+II)	37 989 429	-1 896		1 493 009	10 945 857	28 534 685
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation						
- financière						
- exceptionnelle				0	1 149 680	

9- TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions	Solde début d'exercice	Virement poste à poste	Affectation du résultat	Dotation de l'exercice	Reprise exercice	Solde fin exercice
Provisions inscrites à l'actif du bilan						
Dépréciation des stocks	-					-
Dépréciation des comptes clients	3 409 638			868 962	633 745	3 644 854
Dépréciation des autres comptes	1 129 655			1 788 403	257 522	2 660 535
Dépréciation des comptes financiers	31 299					31 299
Total provision à l'actif du bilan	4 570 592			2 657 364	891 268	6 336 689
Provisions réglementées						
Amortissement dérogatoire	-				-	-
Autres provisions réglementées	-					-
Provision pour renouvellement des immobilisations	740 000					740 000
Réserves d'invest. hors convent.	-					-
Réserves d'invest. sous convent.	49 707					49 707
Réserves de trésorerie	709 110					709 110
Différences sur réalisation d'actif	6 606 153					6 606 153
Sous-total provisions réglementés	8 104 970		-	-	-	8 104 970
Provisions pour risques et charges						
<u>Provisions pour risques</u>						
Pour risques - Litiges personnel	484 069			358 569	214 138	628 500
Pour risques - Autres risques	352 748			119 333	159 803	312 278
<i>Sous-total provisions pour risques</i>	<i>836 818</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>477 902</i>	<i>373 941</i>	<i>940 779</i>
<u>Provisions pour charges</u>						
Pour retraite	3 972 968	1 140		905 706	490 838	4 388 976
Pour travaux et charges d'études	233 252				94 600	138 652
Pour charges de personnel	-				-	-
Pour autres charges	21 988					21 988
<i>Sous-total provisions pour charges</i>	<i>4 228 208</i>	<i>1 140</i>	<i>-</i>	<i>905 706</i>	<i>585 438</i>	<i>4 549 616</i>
Sous-total pour risques et charges	5 065 026	1 140	-	1 383 608	959 379	5 490 394
Total provisions au passif du bilan	13 169 996	1 140	-	1 383 608	959 379	13 595 364
Total provisions	17 740 588	1 140	-	4 040 972	1 850 646	19 932 053
			Dont exploitation	4 040 972	1 850 646	
			Dont financier	-		
			Dont exceptionnel	-		

10 – TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés issus de :	Analytique n1	Solde ouverture de l'exercice	Reports - Dotations en fonds dédiés de l'exercice	Utilisations fonds dédiés			Transfert		Montant affectation de résultat	Solde cloture	FD non utilisés depuis plus de 2ans
				Montant reprises	Montant remboursements	Montant global	Virement poste à poste	Affectation en fonds propres sur le siège			
ACT L'ENTR'ACT	165	337 471.25	0.00	26 861.75	0.00	26 861.75				310 609.50	63 249.00
ACT PERIGUEUX	145	5 855.35		2 502.35		2 502.35				3 353.00	0.00
AUORE RESTAURANT POUR MNA	169	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
CADA LOIRE ET OCEAN	171	72 488.23		0.00		0.00				72 488.23	0.00
CHT La Close	531	185 356.00		58 755.95		58 755.95				126 600.05	0.00
CHU AUBERGE DE LA MANUFACTURE NANTES	531	15 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00				15 000.00	0.00
CSAPA BRANTOME	140	290 293.97	2 200.00	66 895.91	0.00	66 895.91				225 598.06	0.00
FOYER DE VIE LE BERCEAU	480	12 557.38	0.00	0.00	0.00	0.00				12 557.38	0.00
FOYER DE VIE LE BERCEAU	481	29 606.64		0.00		0.00				29 606.64	0.00
HUDA SAINT-MAIXENT	484	6 497.00		0.00		0.00				6 497.00	6 497.00
Total Ouest		955 125.82	2 200.00	155 015.96	0.00	155 015.96	0.00	0.00	0.00	802 309.86	69 746.00
ACT RIVIERE	160	87 560.44		17 798.40		17 798.40				69 762.04	38 072.74
ASSORE 19ème	163	-33 615.58		11 961.23		11 961.23				-45 576.81	-45 576.81
CAARUD CT18	132	1 050 610.00				0.00				1 050 610.00	1 050 610.00
CAARUD EGO	130	227 319.24		9 458.30		9 458.30				217 860.94	188 017.54
CHU BAUDRY	531	15 000.00				0.00				15 000.00	15 000.00
CHU CŒUR DE FEMMES	520	9 679.00	902.00	208.08		208.08				10 372.92	9 679.00
CHU LUMIERES DU NORD	534	878 929.17		28 791.30		28 791.30				850 137.87	850 000.00
CLUB DE PREVENTION SILOE	111	9 075.00				0.00				9 075.00	5 000.00
CSAPA AUORE 75 EGO	131	170 012.37		30 503.24		30 503.24				139 509.13	71 313.20
CUISINE SOLIDAIRE MARCEAU	533	0.00				0.00				0.00	0.00
CUISINE SOLIDAIRE NATION/GARCIA	538	157 405.00		157 405.00		157 405.00				0.00	0.00
EQUIPE MOBILE SANTE PRECARITE 92 - 94	164	95 244.15		20 530.85		20 530.85				74 713.30	27 392.39
ESPACE DE REPOS PORTE DE LA CHAPELLE	133	1 151 749.28		1 151 749.28		1 151 749.28				0.00	0.00
FAM LES ECLUSES	487	29 847.56		4 280.00		4 280.00				25 567.56	0.00
FORMATION ADDICTIONS	135	5 000.00				0.00				5 000.00	5 000.00
MIJAOS PATHOLOGIES CHRONIQUES	161	1 628.57		427.88		427.88				1 200.69	0.00
MINEURS EN ERRANCE	136	275 100.00	254 000.00	265 328.00		265 328.00				263 772.00	0.00
Total PARIS NORD		4 130 544.19	254 902.00	1 698 441.56	0.00	1 698 441.56	0.00	0.00	0.00	2 687 004.63	2 214 508.06
AJ MONTRouGE	335	0.00				0.00				0.00	0.00
BA 94 DIFFUS	334	259 690.00				0.00				259 690.00	259 690.00
CAIR PONIATOWSKI	339	377 787.86		288 444.31		288 444.31				89 343.55	0.00
CAMA PONIATOWSKI	339	249 220.83		110 818.07		110 818.07				138 402.76	0.00
CHRS DIFFUS 94	536	13 017.00	7 962.00			0.00				20 979.00	13 017.00
CHS CHEVILLY-LARUE	342	53 558.49				0.00				53 558.49	28 321.59
CHU BASTION DE BERCY	548	220 790.29		79 735.55		79 735.55				141 054.74	0.00
CHU LES ULIS	325	92 211.35		19 021.31		19 021.31				73 190.04	0.00
CHU PIERRE SEMARD	589	546 232.00		255 482.00		255 482.00				290 750.00	0.00
HSR PERINAT ATHIS MONS	803	348 418.89	11 400.00	10 000.00		10 000.00				349 818.89	303 418.89
HUDA FONTENAY SOUS BOIS	253	307 669.22			0.00	0.00				307 669.22	130 000.00
HUDA PIERRE SEMARD	589	232 274.13		21 795.95		21 795.95				210 478.18	40 000.00
LOGIN EMPLOI	804	19 446.39				0.00				19 446.39	0.00
MNA VALENTON	317	161 335.25		9 725.14		9 725.14				151 610.11	0.00
Total PEIFS - Paris Est / IDF Sud		2 881 651.70	19 362.00	795 022.33	0.00	795 022.33	0.00	0.00	0.00	2 105 991.37	774 447.48

ESAT SANTEUIL	247	13 732.80		2 500.00		2 500.00				11 232.80	0.00
Total PEIFS - Paris Est / IDF Sud - TVA		13 732.80	0.00	2 500.00	0.00	2 500.00	0.00	0.00	0.00	11 232.80	0.00
AJ AUSTERLITZ FAMILLE	568	19 934.45		19 093.90		19 093.90				840.55	0.00
AJ AUSTERLITZ MIGRANTS	569	97 565.00		0.00		0.00				97 565.00	97 565.00
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DUTOT	410	125 301.71		5 613.60		5 613.60				119 688.11	104 754.65
CHRS ASTRAGALE	302	29 300.00		0.00		0.00				29 300.00	29 300.00
CHRS ETOILE DU MATIN	301	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
CHS ALBERT 1ER	510	51 238.00		0.00		0.00				51 238.00	51 238.00
CHS KEPES	305	19 071.00		0.00		0.00				19 071.00	19 071.00
CHU LES CINQ TOITS	560	35 472.00		0.00		0.00				35 472.00	35 472.00
CHU PHENIX	590	0.00	103 646.00	0.00		0.00				103 646.00	0.00
CHU PROMESSE DE L'AUBE	542	400 000.00		0.00		0.00				400 000.00	400 000.00
CHU RENE COTY	590	200 000.00	570 054.00	0.00		0.00				770 054.00	0.00
CPH LES CINQ TOITS	560	194 697.00		0.00		0.00				194 697.00	194 697.00
DOMICILIATION PARIS 12	580	49 678.13		10 187.60		10 187.60				39 490.53	0.00
ESI HALTE FEMMES-CARREAU DU TEMPLE	575	1 265.92		1 265.92		1 265.92				0.00	0.00
HUDA LES CINQ TOITS	560	204 629.00		0.00		0.00				204 629.00	204 629.00
ITEP L'EVEIL	460	207 600.77		17 154.88		17 154.88				190 445.89	23 394.13
LOUEZ SOLIDAIRE	390	179 724.67		0.00		0.00				179 724.67	179 724.67
MARAUDE EST	530	3 763.98		1 935.00		1 935.00				1 828.98	0.00
MARAUDE OUEST	525	9 276.36		2 059.33		2 059.33				7 217.03	0.00
PF DURANTON	386	8 477.00		0.00		0.00				8 477.00	8 477.00
PF BOUCICAUT	373	3 788.00		0.00		0.00				3 788.00	3 788.00
PF VAUGIRARD 1	375	9 341.00		0.00		0.00				9 341.00	9 341.00
PF VAUGIRARD 2	376	10 667.00		0.00		0.00				10 667.00	10 667.00
PLAN ATLAS BUS	550	20 875.00		0.00		0.00				20 875.00	20 875.00
PRISM	870	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
SAVS 13-15 LOGIS	422	0.00		0.00		0.00				0.00	0.00
TERRITOIRE PSO-FO	500	15 000.00		0.00		0.00				15 000.00	15 000.00
UCSA 75 - Un Chez Soi d'Abord 75	260	45 514.14		0.00		0.00				45 514.14	45 514.14
Total PSC - Paris Sud / Centre		1 942 180.13	673 700.00	57 310.23	0.00	57 310.23	0.00	0.00	0.00	2 558 569.90	1 453 507.59
ACI GARAGE SOLIDAIRE	953	14 989.90		3 790.61		3 790.61	6 948.70			18 147.99	0.00
ACI JARDINS DU PONT BLANC	830	16 832.51		0.00		0.00				16 832.51	16 832.51
ACI YANKADI	813	21 916.08		1 916.08		1 916.08				20 000.00	20 000.00
ACT 93	120	374 377.35	2 100.00	30 876.52		30 876.52				345 600.83	268 000.00
AGIR 15	947	11 120.68		0.00		0.00				11 120.68	11 120.68
CAARUD AULNAY	122	418 899.49	245 994.00	73 157.89		73 157.89				591 735.60	3 800.00
CHU LE RAINCY	316	17 278.44		0.00		0.00				17 278.44	17 278.44
CHU MAISON BLEUE	318	19 125.00		3 480.00		3 480.00	264 003.00			279 648.00	15 000.00
COMMUNAUTE THERAPEUTIQUE D'AUBERVILLIERS	117	679 521.85		49 924.13		49 924.13				629 597.72	32 192.71
CPH PRE ST GERVAIS	543	250 610.40		59 676.54		59 676.54				190 933.86	10 512.41
CSAPA CLEMENCEAU	115	673 378.21	5 000.00	108 667.44		108 667.44				569 710.77	281 628.84
DOMICILIATION AUBERVILLIERS	802	15 206.08		1 096.66		1 096.66			1 890.54	15 999.96	
EPICERIE SOLIDAIRE	818	3 870.99		1 158.22		1 158.22				2 712.77	
INVISIBLE MAROC	827	99 704.00		0.00		0.00				99 704.00	99 704.00
La PERM PAES Accueil de Jour	970	229 551.80		4 253.53		4 253.53	-6 948.70			218 349.57	
LHSS 93	121	208 536.71	4 500.00	23 242.83		23 242.83				189 793.88	82 210.00
L'OUVRAGE	114	59 191.00	19 751.70	43 775.11		43 775.11				35 167.59	0.00
MNA 75 DIFFUS LOT 3 PARIS	853	122 987.44		8 254.89		8 254.89				114 732.55	0.00
MNA PANGEA	816	60 000.00		0.00		0.00				60 000.00	60 000.00
PF BRANLY	366	5 243.84		1 200.00		1 200.00				4 043.84	
PF MOLIERE	365	31 427.47		3 664.93		3 664.93				27 762.54	0.00
PF YOURCENAR	379	4 973.67		1 200.00		1 200.00				3 773.67	
SAS JEAN MOULIN	328	258 493.00		0.00		0.00	-258 493.00			0.00	
SAS NEUILLY PLAISANCE	321	48 742.00		5 220.18		5 220.18				43 521.82	
Total SARA - Seine St Denis / Auvergne / Rhône Alpes		3 645 977.91	277 345.70	424 555.56	0.00	424 555.56	5 510.00	0.00	1 890.54	3 506 168.59	918 279.59

ACCUEIL DE JOUR BEZONS	941	50 000.00	45 000.00		0.00				95 000.00	
ACI ROMILLY SUR SEINE	641	20 019.60		8 304.00	8 304.00				11 715.60	0.00
ACT BILLOTTE	620	147 558.15	1 344.83		0.00				148 902.98	147 558.15
ACT BORDS DE L'OISE OSNY	910	194 427.68	9 200.00	15 202.76	15 202.76				188 424.92	87 549.00
AT SOISSON	185	215 913.20		7 938.33	7 938.33				207 974.87	116 033.83
CHRS AUBOIS	610	24 832.16		1 977.92	1 977.92				22 854.24	10 513.19
CHRS CHAUMES EN BRIE	586	93 381.05			0.00				93 381.05	93 381.05
CHRS LE PHARE GONESSE	930	42 825.70		4 825.70	4 825.70				38 000.00	0.00
CSAPA GEORGE SAND CTR (Centre Thérapeutique Résidentiel)	127	412 742.41		114 548.40	114 548.40	-6 000.00			292 194.01	50 000.00
CSAPA LA MAISON DE KATE	185	382 395.94	26 489.22	67 875.49	67 875.49				341 009.67	72 411.82
CSAPA REVIVRE	630	51 361.19		7 261.23	7 261.23				44 099.96	20 514.70
Equipe mobile Cadence (CSAPA George Sand)	127	14 933.86		3 970.75	3 970.75				10 963.11	0.00
Equipe mobile psychologues pour les ADJ du 95 (PIERRELAYE)	914				0.00				0.00	
Equipe mobile santé précarité 77	678	99 455.57		17 203.23	17 203.23	6 000.00			88 252.34	6 000.00
HALTE DE NUIT DE BEZONS	939	385 886.48			0.00				385 886.48	
HEBERGEMENT URGENCE 100 PLACES Les Genêts PIERRELAYE	926	19 920.00			0.00				19 920.00	
HEBERGEMENT URGENCE 95 GONESSE 18 PLACES	922	30 109.67		3 302.00	3 302.00				26 807.67	19 961.40
HUDA CARMEL ST GERMAIN	613	21 734.20		5 549.94	5 549.94				16 184.26	2 789.22
HUDA GOUSSAINVILLE	932	130 967.85	2 893.00	130 967.85	130 967.85				2 893.00	
La Maison D'Edith	612	33 007.56		2 535.85	2 535.85				30 471.71	0.00
LAM AUBOIS	622	385 498.03	5 043.11	29 977.79	29 977.79				360 563.35	22 550.68
LHSS AUBOIS	621	179 498.78	2 017.25	14 358.99	14 358.99				167 157.04	16 907.00
LHSS MOBILES AUBE	623		971.00		0.00				971.00	
Pension de Famille GOUSSAINVILLE	944	20 000.00			0.00				20 000.00	20 000.00
SSR LA MAISON DE KATE	180	68 899.44		1 574.96	1 574.96				67 324.48	66 787.48
UN NOUVEAU TOIT 95 GRAND MARGINAUX BEZONS	912		3 794.00		0.00				3 794.00	
UNITE MOBILE ALIMENTATION SANTE	632	76 223.00			0.00				76 223.00	76 223.00
Total SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne		3 101 591.52	96 752.41	437 375.19	0.00	437 375.19	0.00	0.00	2 760 968.74	829 180.52
ACI BOCALOCA	646	3 868.49		1 000.00	1 000.00				2 868.49	0.00
ACI Espaces verts	892	1 132.30		1 132.10	1 132.10				0.20	0.00
ACI KANTINETIK	645	4 345.17		3 000.00	3 000.00				1 345.17	0.00
Total SAVAH - Seine et Marne / Aisne / Val d'Oise / Aube / Haute Marne - TVA		9 345.96	0.00	5 132.10	0.00	5 132.10	0.00	0.00	4 213.86	0.00
DIRECTION IMMOBILIERE ET LOGISTIQUE	343	36 245.01	2 250.00	27 600.00	27 600.00				10 895.01	0.00
SIEGE - SERV REGROUPE	200				0.00				0.00	0.00
Total SIEGE		36 245.01	2 250.00	27 600.00	0.00	27 600.00	0.00	0.00	10 895.01	0.00
EQUIPE MOBILE SANTE PRECARITE 92 - 94	164	391 871.50	3 000.00	391 871.50	391 871.50				3 000.00	
CHU COLOMBES ALLENDE	251	230 841.67		27 094.85	27 094.85				203 746.82	
CHU Boulogne	252	94 983.00			0.00				94 983.00	
CHS SOLEA	256	150 107.20		27 602.62	27 602.62				122 504.58	0.00
ESAT LES ATELIERS DE LA GARENNE	261	174 010.66	21 820.60	1 588.56	1 588.56				194 242.70	149.28
CAVA LES ATELIERS DE LA GARENNE	263	17 643.80			0.00				17 643.80	17 643.80
CAVA LES ATELIERS DE LA GARENNE	264	300 000.00			0.00				300 000.00	300 000.00
PF LA GARENNE COLOMBES	266	8 865.31		2 652.11	2 652.11				6 213.20	
CHU LA GARENNE COLOMBES	267	21 773.44		3 827.24	3 827.24				17 946.20	0.00
PF CHAVILLE	273	15 000.00		3 430.92	3 430.92				11 569.08	
CHU MAISON CHATEL	274	123 826.32		15 309.49	15 309.49				108 516.83	0.00
CHRS LA COLOMBE	308	16 386.46	2 300.00	4 026.71	4 026.71				14 659.75	0.00
CHS L'OLIVIER	311	70 033.05		4 175.27	4 175.27				65 857.78	6 913.64
CHU LES ALIZES 1	312	198 526.18		13 226.93	13 226.93	-77 612.18			107 687.07	2 145.00
AJ MONTROUGE	335	633 693.50		10 785.22	10 785.22				622 908.28	0.00
CHRS MONTROUGE	341		2 300.00	0.00	0.00				2 300.00	0.00
PF DUCLAUX	346	10 621.28		7 287.62	7 287.62				3 333.66	0.00
CHRS LE RELAIS	347	42 013.32	4 965.08	3 394.23	3 394.23				43 584.17	24 100.00
CHU LES TOURNESOLS	348	290 967.97		1 670.97	1 670.97				289 297.00	289 297.00
CHU L'AMETHYSTE	350	130 395.23		15 054.08	15 054.08	77 612.18			192 953.33	128 812.97
PF BOULOGNE	367	15 000.00		3 430.92	3 430.92				11 569.08	

SOLIBAIL	392	426 900.50	484 139.00	57 105.50		57 105.50				853 934.00	369 795.00
SOLIBAIL	394	34 310.00		34 310.00		34 310.00				0.00	
SOLIBAIL	395	8 631.00		8 631.00		8 631.00				0.00	
SOLIBAIL	396	48 816.00				0.00				48 816.00	48 816.00
ESI MAZAS	570	4 712.93				0.00				4 712.93	0.00
Total SOLIFO - Solibail / Ile de France Ouest		3 459 930.32	518 524.68	636 475.74	0.00	636 475.74	0.00	0.00	0.00	3 341 979.26	1 187 672.69
Total général		20 176 325.36	1 845 036.79	4 239 428.67	0.00	4 239 428.67	5 510.00	0.00	1 890.54	17 789 334.02	7 447 341.93

Variation des fonds dédiés issus de :	Analytique n1	Solde ouverture de l'exercice	Reports - Dotations en fonds dédiés de l'exercice	Utilisations fonds dédiés			Transfert		Montant affectation de résultat	Solde clôture	FD non utilisés depuis plus de 2ans
				Montant reprises	Montant remboursements	Montant global	Virement poste à poste	Affectation en fonds propres sur le siège			
CLUB DE PREVENTION SILOE	111	2 237.00				0.00				2 237.00	2 237.00
FORMATION ADDICTIONS	135	12 321.47				0.00				12 321.47	12 321.47
CHU CŒUR DE FEMMES	520	3 070.46		1 861.78		1 861.78				1 208.68	0.00
Total PARIS NORD		17 628.93	0.00	1 861.78	0.00	1 861.78	0.00	0.00	0.00	15 767.15	14 558.47
CHU BASTION DE BERCY	548	4 148.01				0.00				4 148.01	4 148.01
Total PEIFS		4 148.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	4 148.01	4 148.01
CHS KEPES	305	4 000.00				0.00	0.00	0.00	0.00	4 000.00	4 000.00
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DUTOT	410	11 107.83				0.00	0.00	0.00	0.00	11 107.83	0.00
MARAUDE EST	530	9 932.35				0.00				9 932.35	9 932.35
CHU PROMESSE DE L'AUBE	542	10 500.00		0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	10 500.00	10 500.00
ESI HALTE FEMMES-CARREAU DU TEMPLE	575	700.00				0.00				700.00	700.00
Total PSC		36 240.18	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	36 240.18	25 132.35
CHU MAISON BLEUE	318	17 400.00				0.00	-5 510.00			11 890.00	11 890.00
Total SARA		17 400.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-5 510.00	0.00	0.00	11 890.00	11 890.00
SIEGE - SERV REGROUPE	200	47 338.98				0.00				47 338.98	47 338.98
Total SIEGE		47 338.98	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	47 338.98	47 338.98
Total général		122 756.10	0.00	1 861.78	0.00	1 861.78	-5 510.00	0.00	0.00	115 384.32	103 067.81

11 – TABLEAU DES EMPRUNTS

Liste des emprunts par territoire	Capital restant à amortir	Intérêts courus non échus	Montant total	Moins d'un an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Ouest	542 927.39	3 457.81	546 385.20	130 879.12	410 433.60	5 072.48
SAVAH (Seine et Marne - Aisne - Val d'Oise - Aube - Haute Marne)	3 975 070.20	82 705.21	4 057 775.41	208 446.85	493 673.97	3 355 654.59
PEIFS (Paris Est – Ile de France Sud)	1 413 592.72	36 686.77	1 450 279.49	1 102 268.54	348 010.95	0.00
PN (Paris Nord)	1 121 350.98	9 741.93	1 131 092.91	91 746.60	364 531.85	674 814.46
SARAO (Seine Saint Denis – Auvergne Rhône Alpes - Occitanie)	2 953 255.28	48 687.54	3 001 942.82	312 699.86	925 791.12	1 763 451.89
PSC (Paris Sud – Centre)	220 690.06	386.19	221 076.25	31 834.18	134 619.42	54 622.65
Siège	652 878.57	2 056.56	654 935.13	85 723.39	371 920.56	197 291.18
Total	10 879 765.20	183 722.01	11 063 487.21	1 963 598.54	3 048 981.47	6 050 907.25

12 – REPORTS A NOUVEAUX

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Report à nouveau sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	-4 838 898		733 532	-5 572 430
Dépenses refusées				
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
Report à nouveau	18 084 836	1 149 304		19 234 140
Charges rejetées	-870 981	26 485		-844 496
Charges dont la prise en compte est différée	-8 290 731		208 681	-8 499 412
TOTAL	4 084 225	1 175 789	942 213	4 317 801

NOTE - REPORTS A NOUVEAU	2023		2024	
	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT
DEPENSES NON OPPOSABLES AUX FINANCEURS				
REPORT A NOUVEAU - CREDITEUR		59 595 907		77 540 043
REPORT A NOUVEAU - DEBITEURS	64 434 805		83 112 473	
SOUS - TOTAL	64 434 805	59 595 907	83 112 473	77 540 043
REPORT A NOUVEAU GESTION PROPRE	-4 838 898		-5 572 430	
DEPENSES DIFFEREES/REFUSEES PAR AUTORITE TARIFICATION	9 161 712		9 343 908	
REPORT A NOUVEAU S/CONTRÔLE CREDITEUR		27 612 181		33 211 672
REPORT A NOUVEAU S/CONTRÔLE DEBITEUR	15 959 303		23 207 667	
AUTRE REPORT A NOUVEAU		4 051 744.57		4 770 778.46
SOUS - TOTAL - RESULTATS EN ATTENTE DE REPRISE	25 121 015	31 663 926	32 551 575	37 982 450
RESULTATS CPOM S/CONTRÔLE TIERS FINANCEURS	2 965 347	5 345 560	2 813 868	7 273 225
SOUS - TOTAL - RESULTATS CPOM	2 965 347	5 345 560	2 813 868	7 273 225
REPORT A NOUVEAU GESTION CONTRÔLÉE	8 923 124		9 890 231	

13 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Catégories	Effectifs en nombre de salariés à la clôture de l'exercice	Effectifs en ETP à la clôture de l'exercice
CDI	2090	1989.76
CDD	424	351.07
CONTRATS AIDES	40	39.17
Apprentissage	32	32
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	3	2.17
Contrat de professionnalisation	5	5
T. HANDICAPES (ESAT)	155	151.29
T. Structure réinsertion	64	64
INTERIM (annuel)		
TOTAL	2773	2595.29
Femmes	1605	1505.41
Hommes	1168	1089.88
TOTAL	2773	2595.29

14 – PRODUITS A RECEVOIR

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Immobilisations financières		-	-
	Créances rattachées à des participations		
	Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		4 611 915	3 044 284
41810000	Factures à établir	4 620 702	3 028 382
41820000	Clients factures à établir	- 8 787	15 902
Autres créances		6 188 027	4 866 376
40980000	Frs - Avoirs à recevoir	532 048	714 468
42870000	Personnel produits à recevoir	111 828	45 070
43870000	Personnel produits à recevoir	-	79 706
43871000	Formations - Dépenses engagées	307 886	64 731
44870000	Etat - produits à recevoir	-	-
44871000	INDEMNITE INFLATION	-	-
46870000	Autres produits à recevoir	1 318 864	839 749
46877000	FSE à recevoir	3 917 400	3 122 652
Disponibilités		-	-
51870000	Intérêts courus à recevoir	-	-
Valeurs mobilières de placement		-	-
Total général		10 799 942	7 910 659

15 – CHARGES A PAYER

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit		183 722	127 801
16880000	Intérêts courus sur emprunts	183 722	127 801
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 117 529	9 243 736
40810000	Frs - Factures non parvenues	11 117 529	9 243 736
Dettes fiscales et sociales		13 304 576	10 210 413
42820000	Provision pour congés à payer	6 694 366	6 462 438
42860000	Personnel Autres charges à payer	210 908	155 126
43820000	Charges sociales pour congés à paye	3 481 698	3 361 094
43860000	Personnel charges à payer	2 886 627	197 414
43871100	Formations - Rembt à recevoir	-	3 363
44860000	Etat charges à payer	30 978	30 978
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		148 092	243 393
40840000	Frs d'Immob - Fact. non parvenues	148 092	243 393
Autres dettes		265 772	148 090
41980000	R.R.R. à accorder et autres avoirs	60 634	25 035
46860000	Divers charges à payer	205 138	123 055
Dettes financières diverses		-	-
51860000	Intérêts courus à payer	-	-
Total général		25 019 691	19 973 433

16 – PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Détail des produits exceptionnels		1 215 122	608 850
77100000	Produits except. / opér. de gestion	9	23
77170000	Dégrèvements d'impôts (autres qu'im	-	15 516
77180000	Produits exceptionnels sur opération de gestion	35 856	3 035
77200000	Produits sur exercices antérieurs	-	-
77500000	Produits de cessions des élém	10 000	8 705
77520000	Produits des cessions des éléments d'actifs	6 278	7 000
77700000	Quote part des subventions d'invest.	1 149 680	558 744
78725000	Reprise des amortissements dérogatoires	-	-
78742000	Repr.prov.régl. pour renouv. des immob.	-	-
77880000	Autres Produits Exceptionnels Divers	13 299	15 827
Détail des charges exceptionnelles		194 818	361 473
67110000	Intérêts moratoires et pénalités	18	410
67120000	Pénalités et amendes fiscales	29 004	4 564
67130000	Dons et libéralités	-	15
67140000	Créances irrécouvrables de l'exerci	-	84 257
67180000	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	69 438	211 786
67200000	Charges sur exercices antérieurs	30 032	-
67500000	Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	42 907	559
67800000	Autres charges exceptionnelles	4 960	5 129
67880000	Autres Charges Exceptionnelles Diverses	150	138
68700000	Dot. aux amort. exceptionnels	-	-
68710000	Dot. exceptionnelles aux amortissements des immob.	18 310	54 616
68725000	Dotation aux amortissements dérogatoires	-	-
68746100	Dot.prov.règlementées	-	-
Total général		1 020 304	247 376

17 – TRANSFERTS DE CHARGES

Numéro de compte	Libellé	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Transferts de charges d'exploitation		1 221 957	1 311 375
79131000	Remboursements d'assurance / sinistres	61 623	184 927
79141000	Remboursements salaires / formations	130 069	416 591
79100000	Remboursements divers	1 030 265	709 857
Transferts de charges financières		-	-
Transferts de charges exceptionnelles		-	-
Total général		1 221 957	1 311 375

18 – REPARTITIONS DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE PAR NATURE

Nature des dépenses	Montant	%
Détail des charges constatées d'avance		
Loyer/Charges	847 159	67.59%
Crédit bail	540	0.04%
Maintenance	131 034	10.45%
Allocation	84 055	6.71%
Activités sociales et culturelles	95 111	7.59%
Energies	36 185	2.89%
Services bancaires et assimilés	6	0.00%
Autres services extérieurs	9 737	0.78%
Transports/déplacements	3 633	0.29%
Abonnement/Locations	12 842	1.02%
Téléphonie	6 992	0.56%
Charges d'exploitation	12 163	0.97%
Documentation	658	0.05%
Redevances	972	0.08%
Honoraires	3 840	0.31%
Impôts et taxes	8 499	0.68%
Total général	1 253 425	100%

19 – REPARTITION DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE PAR DISPOSITIF

Dispositif	Analytique	Montant
Détail des produits constatés d'avance		
CSAPA CLEMENCEAU	115	95 149.00
ACI VIGNETTES	640	16 792.00
FORMATION ADDICTIONS	135	22 115.16
HUDA CARMEL ST GERMAIN	613	136 629.11
CEJ JR 10	667	582 732.70
PEE AURORE	887	34 501.00
EQUIPE MOBILE PSYCO SOCIALE BAILLEURS	307	218 400.00
CHU MARLY LE ROI	539	-1 200.00
Mobilité Location véhicule AMI	980	77 300.00
TOTAL PCA par dispositif		1 182 418.97

20 – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	
Filiales et participations	SCI AURORE IMMOBILIER
Capital	8 596 000
Quote Part du capital détenue en %	100%
Résultat du dernier exercice clos	181 759
Capitaux propres, hors résultat 2024 et autres que capital	1 133 532
Valeur comptable des titres	8 596 000
Prêts et avances	Néant
Montant des cautions et avals donnés	Délégation imparfaite des loyers
Chiffre d'affaires 2024	1 143 066
Dividendes reçus	-

LISTES DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	
Filiales et participations	ALIBO
Capital	20 000
Quote Part du capital détenue en %	51%
Résultat du dernier exercice clos	-59 561
Capitaux propres, hors résultat 2022 et autres que capital	-4 202
Valeur comptable des titres	10 200
Prêts et avances	Néant
Chiffre d'affaires 2022	386 323
Dividendes reçus	-

Concernant ALIBO, les comptes 2023 et 2024 n'ont pas été communiqués.

ASSOCIATION AURORE

(Association loi 1901)

Siège social : 31, Rue Falguière
75015 PARIS

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES (Article L 612-5 du Code de commerce et L.313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION AURORE
(Association loi 1901)

Siège social : 31, Rue Falguière
75015 PARIS

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**
(Convention article L 612-5 du Code de commerce
et L.313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R.314-59 du Code de l'Action Sociale et des Familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS PASSEES AU COURS DE L'EXERCICE

Article L.612-5 du code de commerce

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application des dispositions de l'article R.314-59 du Code de l'Action Sociale et des Familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé. Les conventions qui ont été portées à notre connaissance sont les suivantes :

1. Convention avec SCI Aurore Immobilier

Administrateurs concernés par cette convention :

Pierre COPPEY, Président de l'association Aurore et co-gérant de la SCI Aurore Immobilier.
Pierre ABGRALL, Secrétaire Général de l'association Aurore et co-gérant de la SCI Aurore Immobilier.

1.1. Nature de la convention : 35 rue des Cévennes

Convention de location de droit commun en date du 9 décembre 2010 à effet au 1er juillet 2010 concernant l'ensemble immobilier sis 35 rue des Cévennes à PARIS 15ème pour un montant annuel de 115 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Dépôt de garantie non appelé : 56 500 €
Loyer et charges : 169 330 €

1.2. Nature de la convention : 33 rue des Cévennes

Convention de location de droit commun en date du 9 décembre 2010 à effet au 1er juillet 2010 concernant l'ensemble immobilier sis 33 rue des Cévennes à PARIS 15ème pour un montant annuel de 20 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Dépôt de garantie non appelé : 10 000 €
Loyer et charges : 44 066 €

1.3. Nature de la convention : 89 rue du Commerce

Convention de location de droit commun en date du 9 décembre 2010 à effet au 1er juillet 2010 concernant l'ensemble immobilier sis 89 rue du Commerce à PARIS 15ème pour un montant annuel de 10 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Dépôt de garantie non appelé : 5 000 €
Loyer et charges : 29 862 €

1.4. Nature de la convention : BUCY LE LONG

Convention de location de droit commun en date du 16 décembre 2009 concernant l'ensemble immobilier sis 2 rue du Général Dutour de Noirfosse à BUCY LE LONG (02) pour un montant annuel de 80 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Dépôt de garantie versé en 2009 : 13 333 €

Loyer et charges : 119 533 €

1.5. Nature de la convention : GAGNY

Convention de location de droit commun en date du 19 décembre 2013 à effet au 2 janvier 2014 concernant le pavillon sis 10 rue Clémenceau à GAGNY (93), pour un montant annuel de 20 000 € hors charges. Le dépôt de garantie n'a pas été appelé.

Montant de la convention :

Loyer et charges : 21 852 €

1.6. Nature de la convention : Pré Saint-Gervais

Convention de location de droit commun en date du 9 décembre 2016 concernant le bâtiment sis 1 à 5 rue Jean-Baptiste Clément au Pré Saint-Gervais (93) pour un montant annuel de 150 000 € hors charges. Le dépôt de garantie n'a pas été appelé.

Montant de la convention :

Loyers et charges : 176 188 €

1.7. Nature de la convention : Gagny

Convention de location de droit commun en date du 11 Juillet 2018 concernant les pavillons sis 5 rue 5 rue Charles Infroit et 3 Avenue Centrale à Gagny (93) pour un montant annuel de 25 000 € hors charges. La mise à disposition des biens a démarré en décembre 2018.

Montant de la convention :

Loyers et charges : 49 806 €

1.8. Nature de la convention : Nanterre

Bail civil signé le 2/01/2020 concernant les bâtiments sis 87/91 rue Veuve Lacroix à Nanterre (92), pour une durée de 6 ans (du 1/01/2020 à 31/12/2026), pour un montant annuel de 175 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Loyers et charges : 250 748 €

Dépôt de garantie non appelé : 43 750 €

1.9. Nature de la convention : Rosny

Un bail civil en cours de finalisation concernant les bâtiment sis 67 rue Berthauds à Rosny (93) pour un montant annuel de 50 000 € hors charges.

Montant de la convention :

Loyers et charges : 76 164 €

1.10. Nature de la convention : Gagny – La Montagne

Un bail civil en cours de finalisation concernant les bâtiments sis 62 chemins des bourdons à Gagny (93) mais la charge portant sur l'exercice 2024 a été provisionnée dans les comptes de l'association.

Montant de la convention :

Loyer et charges : 136 000 €

1.11. Nature de la convention : La Chapelle-Saint-Luc

Le bail locatif entre la SCI Aurore et l'association Aurore relatif au bien sis 6 rue Archimède à La Chapelle-Saint-Luc (10) n'a pas encore été conclu mais la charge portant sur l'exercice 2024 a été provisionnée dans les comptes de l'association.

Montant de la convention :

Loyer et charges : 35 236 €

2. Nature de la convention

Rémunération des cadres dirigeants salariés au sens de l'article L 212.15-1 du Code de travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Les rémunérations du Directeur Général et des Directeurs d'établissement sont mentionnées en annexe du présent rapport.

Fait à Fontenay-sous-Bois,

Le Commissaire aux comptes

LEO JEGARD & ASSOCIES

Représenté par,

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de François
JEGARD (+33612263169)
Date : 11/06/2025 17:39:46
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 729135

François JEGARD

Président du Conseil d'Administration